



SEVENTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

FIRST SESSION

TUESDAY 18 JUNE 2024

CONTENTS

PAPERS LAID

MOTION

BILLS (*Public*)

Committee of Supply

ANNOUNCEMENT

ADJOURNMENT

THE CABINET

(Formed by Hon. Pravind Kumar Jugnauth)

Hon. Pravind Kumar Jugnauth	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity
Hon. Louis Steven Obeegadoo	Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism
Hon. Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, GCSK	Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology
Dr. the Hon. Mohammad Anwar Husnood	Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management
Hon. Alan Ganoo, GCSK	Minister of Land Transport and Light Rail
Dr. the Hon. Renganaden Padayachy	Minister of Finance, Economic Planning and Development
Hon. Georges Pierre Lesjongard	Minister of Energy and Public Utilities
Hon. Mrs Fazila Jeewa-Daureeawoo, GCSK	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Soomilduth Bholah	Minister of Financial Services and Good Governance
Hon. Kavydass Ramano	Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change
Hon. Mahen Kumar Seeruttun	Minister of Agro-Industry and Food Security
Hon. Maneesh Gobin	Attorney General, Minister of Foreign Affairs, Regional

	Integration and International Trade
Hon. Jean Christophe Stephan Toussaint	Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation
Hon. Mahendranuth Sharma Hurreeram	Minister of National Infrastructure and Community Development
Hon. Darsanand Balgobin	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Soodesh Satkam Callichurn	Minister of Labour, Human Resource Development and Training
Dr. the Hon. Kailesh Kumar Singh Jagutpal	Minister of Health and Wellness
Hon. Sudheer Maudhoo	Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Hon. Mrs Kalpana Devi Koonjoo-Shah	Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Avinash Teeluck	Minister of Arts and Cultural Heritage
Dr. the Hon. Mrs Marie Christiane Dorine Chukowry	Minister of Commerce and Consumer Protection
Dr. the Hon. Anjiv Ramdhany	Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms
Hon. Ms Naveena Ramyad	Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Speaker	Hon. Sooroojdev Phokeer, GCSK, GOSK
Deputy Speaker	Hon. Mohammad Zahid Nazurally
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Ashley Ittoo
Clerk of the National Assembly	Ramchurn, Ms Urmeelah Devi
Adviser	Dowlutta, Mr Ram Ranjit, CSK
Deputy Clerk	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Clerk Assistant	Naika-Cahaneea, Mrs Prishnee
Adviser, Hansard	Allet, Mrs Marie-Hélène Caroline
Assistant Hansard Editor	Hurdoss, Miss Doushika
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Ms Prittydevi
Acting Serjeant-at-Arms	Seegobin, Mr Somduth

MAURITIUS

Seventh National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 14 of 2024

Sitting of Tuesday 18 June 2024

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 10.30 a.m.

The National Anthem was played

(Mr Speaker in the Chair)

PAPERS LAID

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, the Papers have been laid on the Table.

A. Prime Minister's Office
Ministry of Defence, Home Affairs and External Communications
Ministry for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity

Certificate of Urgency in respect of the following Bills (In Original):

- (i) The Constitution (Amendment) Bill (No. V of 2024);
- (ii) The Political Financing Bill (No. VI of 2024); and
- (iii) The Road Traffic (Amendment) Bill (No. VII of 2024).

B. Ministry of Arts and Cultural Heritage

The National Heritage (Amendment of Schedule) Regulations 2024. (Government Notice No. 102 of 2024)

MOTION**SUSPENSION OF S.O. 10(2)**

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

PUBLIC BILLS*First Reading*

On motion made and seconded, the following Bills were read a first time –

- (a) *The Constitution (Amendment) Bill (No. V of 2024)*
- (b) *The Political Financing Bill (No. VI of 2024)*
- (c) *The Road Traffic (Amendment) Bill (No. VII of 2024)*

*Second Reading***THE APPROPRIATION (2024-2025) BILL****(No. IV of 2024)**

Order read for resuming adjourned debate on the Second Reading of the Appropriation (2024-2025) Bill (No. IV of 2024).

Question again proposed.

Mr Speaker: I now call hon. Ganoo!

(10.34 a.m.)

The Minister of Land Transport and Light Rail (Mr A. Ganoo): M. le président, je voudrais tout d'abord remercier le leader of the House et le *Chief Whip* du gouvernement de

m'avoir permis d'intervenir *out of turn* dû à la situation de ma gorge vendredi dernier. En tout cas, merci encore une fois.

M. le président, j'étais assis, écoutant plusieurs discours de l'opposition, de membres de l'opposition et finalement, je me suis dit que des mensonges, des fabulations, des hystéries, des contrevérités et du cinéma, M. le président.

Ce budget du gouvernement a été littéralement mitraillé par l'opposition, mais heureusement, aucune balle n'a fait mouche. Par contre, M. le président, nous notons aujourd'hui l'absence de l'opposition. Est-ce surprenant ? Savez-vous que dans le passé, le Parti travailliste, je me souviens très bien, entre 2000-2005, avait boycotté presque tous les budgets du gouvernement MSM-MMM à l'époque ? Ils n'étaient jamais présents, M. le président.

Aujourd'hui, c'est pour fuir les dernières salves, les derniers boulets rouges des orateurs qui me succéderont, qu'ils ont préféré se défilier, pour ne pas écouter la vérité, comme on dit en créole *tchuit*, M. le président ! J'aurais aimé qu'ils soient présents pour écouter cette vérité. Malheureusement, ils ne sont pas là. Et, à vaincre sans péril, M. le président, on triomphe sans gloire.

Merci de me donner l'occasion de participer au débat sur ce discours du budget, c'est le dernier exercice budgétaire de notre mandat et il est opportun de jeter un regard sur le chemin parcouru au cours de ces derniers cinq ans. Comme l'a dit quelqu'un avant moi, l'heure est au bilan tant pour le gouvernement que pour l'opposition.

M. le président, permettez-moi d'abord de témoigner mon appréciation envers le *stewardship* économique exemplaire de mon collègue, le Dr. Padayachy, qui a su guider et aiguillonner notre économie à travers les moments les plus délicats, les plus *challenging* de notre histoire récente. Je souhaite également saluer, M. le président, l'engagement et le leadership visionnaire de notre Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, le Grand Timonier comme on surnommait le *Chairman* Mao à l'époque, M. le président !

Son dévouement, je dirais même, son obsession à protéger notre nation durant les crises que nous avons traversées depuis notre entrée en fonction a été exemplaire. Malgré ces défis, les efforts conjugués de notre Premier ministre, du Dr. Padayachy et du gouvernement dans son

ensemble n'ont pas seulement permis de gérer autant de crises, de maintenir la croissance économique, de multiplier les projets de développement, mais ont aussi renforcé notre engagement envers la justice sociale.

M. le président, comme tout gouvernement, nous avons été élus pour un mandat de cinq ans durant lequel nous nous sommes tenus de présenter un budget annuellement. Il est donc logique et prévisible que le cinquième budget soit présenté l'année des élections. Qu'y a-t-il donc d'étrange à cela ? En quoi ce budget est-il électoraliste, comme le prétendent avec désinvolture l'opposition et ses alliés ?

M. le président, il n'y a rien d'électoraliste dans la démarche du gouvernement, et de surcroît, ce budget s'inscrit dans la continuité. C'est le même fil conducteur qui sous-entend les quatre budgets précédents. Il a toujours eu, comme nous l'avons vu, une cohérence dans nos différents budgets. L'inclusion sociale a été une constance dans nos actions dès notre arrivée au gouvernement. Le budget 2024-2024 est un budget de continuité, car il partage les mêmes objectifs que les exercices précédents : renforcer la résilience économique en consolidant la protection sociale et réduire les inégalités dans le pays.

Notre collègue, l'honorable Dr. Padayachy, est resté cohérent dans sa philosophie, dans son concept et sa vision d'un modèle de développement inclusif et juste, mettant l'accent sur la résilience économique.

L'opposition, M. le président, interprète les mesures d'accompagnement social du présent budget comme des simples manœuvres électorales ou politiques. Soyons sérieux, M. le président, ce n'est pas ce budget qui a introduit le salaire minimum. Ce n'est pas avec ce budget que le gouvernement a commencé à augmenter de manière notable les pensions et autres prestations sociales.

Est-ce dans ce présent budget que nous avons introduit le *CSG Income Allowance* ? Ce n'est pas dans ce budget que nous avons introduit le *Child Allowance*. Ce n'est certainement pas dans ce budget que nous avons instauré le revenu minimum garanti. M. le président, est-ce dans ce budget que ce gouvernement a annoncé que nos enfants de moins de 18 ans, atteints d'un cancer, seront entièrement pris en charge par l'État dans les meilleurs centres de cancérologie, étrangers ou locaux ? Toutes ces politiques, comme bien d'autres encore, étaient en place,

certaines même depuis plusieurs années déjà, et ce, dans le cadre d'une vision de développement et d'un partage plus équitable du gâteau national. Nous ne faisons pas de la politique partisane ou des stratégies de votes.

En réalité, M. le président, c'est bien l'opposition qui a choisi de transformer ce débat budgétaire en une véritable plateforme électorale et politicienne de bas étage. Leur posture du jour est le reflet même de la démagogie et de la tromperie dont ils ont fait leur *trademark* depuis leur débat sans appel en novembre 2019.

Quant à nous, de ce côté de la Chambre, nous arrivons à terme de notre mandat dans la plus grande sérénité et nous nous apprêtons à entamer l'après 2024 en toute confiance, M. le président. *Mark my words*, M. le président, cette majorité silencieuse et ce peuple intelligent nous fera confiance de nouveau. Nous serons là en juin 2025 avec le Premier ministre, Pravind Jugnauth et son ministre des Finances pour présenter le premier budget de la prochaine législature et, M. le président, quand nous serons assis de ce côté de cette Chambre, le thème du prochain budget 2025-2026, permettez-moi, M. le ministre des Finances, de suggérer pourrait être pourquoi pas « Aujourd'hui Nous Appartient ». M. le président, en tout cas, nos amis de l'autre côté de la Chambre ne doivent se faire aucune illusion à ce sujet.

M. le président, depuis novembre 2019, l'opposition s'est lancée dans une campagne intense de discrédit en s'oubliant nos institutions démocratiques vitales, vilipendant honteusement notre Commissaire électoral, discréditant notre monnaie nationale. Ils ont élaboré toute une manœuvre pour saper la confiance des Mauriciens dans leur pays, pour distiller et entretenir la peur et le désespoir et même la haine au sein de certains groupes ciblés de la population et mettre en péril la cohésion sociale. Vous savez de quoi je parle.

Depuis lundi, c'est le même discours, la même rengaine que nous entendons dans cette Chambre ; un discours de ressentiment, de frustration profonde, de nervosité, d'agitation mal maîtrisée qui cache mal leur intention sinistre. Ils choisissent sûrement la démesure, l'exagération, le cynisme, le langage excessif voire l'insulte pour tenter de discréditer un budget qui manifestement les a assommés, désorientés et décrédibilisés aux yeux de la population et surtout aux yeux de leurs propres électeurs.

L'on peut facilement comprendre leur frustration, à plus forte raison à l'approche des élections, M. le président, mais malgré tout ce tapage tonitruant et leurs critiques insensées, l'opposition n'a jamais pu prendre de la hauteur et venir proposer un projet de société viable à la population. Avions-nous entendu, M. le président, une seule proposition valable et viable de la part de l'opposition ?

D'ailleurs, M. le président, durant tous les débats pendant ces cinq jours, aucun des députés de l'opposition n'a fait référence aux 20 mesures de Ramgoolam. C'est la preuve qu'ils n'y croient même pas. Ces 20 mesures du 1er mai étaient chimériques, M. le président, du bluff pour épater la galerie, pour appâter leurs partisans avec le mirage d'une éventuelle reconquête du pouvoir et parmi ces 20 mesures, je prends un exemple. Une proposition : l'introduction de la *Freedom of Information Act*, M. le président, sur la liste des 20 mesures. Or, c'est une idée qui était déjà dans un programme électoral précédent du Parti travailliste, mais qui n'a jamais abouti parce que Ramgoolam avait lui-même affirmé à l'Assemblée nationale en 2011, comme en témoigne le *Hansard*, qu'il n'y croyait plus et qu'il anticipait trop de difficultés à son fonctionnement éventuel, M. le président. Mais rien ne nous surprend sur cette opposition stérile.

On n'a qu'à se référer aux commentaires de leur leader. Après chaque budget, ce sont toujours les mêmes blablas : « budget mirage », « budget confettis », « budget banqueroute », « budget sirop », « marasme économique », « ICU » ; cette fois-ci, « *kalamindas* », M. le président.

Le gouvernement par contre, M. le président, ne s'est jamais laissé perturber par ces fabulations et ces tentatives de déstabilisation ; ni hier encore moins aujourd'hui. Alors que l'opposition prédisait le marasme économique, le pays a connu deux années de forte croissance, 9.9 % en 2022 et 7 % en 2023 et nous maintenons la dynamique avec un taux de 6,5 % pour 2024.

Pendant que l'opposition jouait aux prophètes de malheur, nous nous sommes mis au travail pour ramener le chômage à son taux le plus bas en 27 ans, soit à 6.1 % en 2023. Nous sommes pratiquement dans une situation de plein emploi chez les hommes avec un taux de chômage de 4,6 %, alors que le chômage chez les femmes et les jeunes a pris une tendance définitive à la baisse. Pendant que l'opposition était occupée avec leur campagne infecte de '*zet labou*' à

travers leurs fake news, et ce, quelques fois avec l'aide des journalistes censés indépendants, nous avons introduit et augmenté le salaire minimum, accordé le *CSG Income Allowance* de R 3 000, R 2 500 et de R 1 000 selon les barèmes salariaux à 500 000 travailleurs de ce pays pour soutenir leur pouvoir d'achat en ce temps d'inflation mondiale.

Pendant qu'elle alimentait la peur auprès des opérateurs économiques, l'investissement privé a connu une forte progression de 23 % en 2023 et des investissements directs étrangers record de l'ordre de 37 milliards ont été enregistrés. Pendant que cette opposition clamait sur tous les toits la faillite de l'État, le taux de la dette publique continue de chuter de 91,9 % du PIB en juin 2021 à 74,5 % en juin 2024. Pendant que l'opposition s'amusait à discréditer la roupie et à la rendre vulnérable aux attaques spéculatives, nos réserves se sont renforcées à 11 mois de couverture d'impôts contre seulement six mois en décembre 2014, lorsqu'ils avaient quitté le pouvoir, et le déficit du compte courant s'est rétréci, nous mettant dans une opposition plus sereine face aux chocs potentiels de l'économie mondiale.

M. le président, le FMI, comme l'on dit mes amis avant moi, dans sa dernière consultation de l'article (4), a confirmé la robuste reprise de l'économie mauricienne grâce aux politiques adoptées par le gouvernement pour recadrer les fondamentaux économiques et pour placer la croissance sur une trajectoire soutenue. Je ne m'y attarderai pas mais dans son rapport, *l'Executive Director for Mauritius*, monsieur Regis N'Sonde, et *l'Adviser to the Executive Director*, Carvalho da Silveira ont fait remarqué que *the Maurician authorities proactive efforts in recent years to address the economic crisis, strengthen the underlying economic structure, and implement an effective policy mix have successfully driven a strong recovery from the pandemic. The economy is currently experiencing various growths exceeding earlier GDP projections, highlighting the government's effective crisis management and positioning Mauritius well for a stable and sustained recovery.*

Sur le plan d'emploi aussi, des commentaires positifs : la performance externe de l'économie a également été évaluée positivement par les deux experts qui se réfèrent à une situation nettement améliorée du compte courant et de la nouvelle réserve internationale.

M. le président, c'est sur la base de cette robuste performance et des richesses que l'économie mauricienne a créées au cours de ces dernières années que le budget vient généreusement proposer des mesures d'accompagnement social en accord avec notre philosophie

de redistribution équitable, des fruits de la croissance aux diverses couches de la population, en particulier celles au bas de l'échelle sociale et aux classes moyennes.

Nous ne sommes aucunement en train d'hypothéquer l'économie, comme l'allègue l'opposition. Au contraire, nous la rendons plus forte, plus résiliente, plus performante, mais aussi, M. le président, plus inclusive, et plus solidaire. M. le président, depuis la présentation du budget, nous avons eu droit à encore une nouvelle vague d'hystérie de la part de l'opposition. Nous avons entendu diverses critiques ; les unes plus infondées que les autres. Par exemple, l'opposition a dénoncé la décision d'accorder une déduction fiscale de R 60 000 aux familles dont les enfants fréquentent une école privée. J'ai entendu le leader de l'opposition et d'autres dirigeants de l'opposition venant dire que nous sommes en train de privatiser l'éducation et de démanteler le *Welfare State* avec une telle mesure.

M. le président, accuser ce gouvernement et le Premier ministre de démanteler le *Welfare State*, c'est de la perfidie. C'est prendre notre population pour dupe. M. le président, je l'ai déjà dit dans un passé pas lointain, l'histoire se rappellera de Pravind Jugnauth comme le père de l'État providence de la république de Maurice. Permettez-moi, M. le président, de rappeler que de telles déductions d'impôts ont toujours existé, que ce soit pour l'assurance médicale, les contributions en fonds de pension ou encore les frais de scolarité universitaire, entre autres. Pourquoi donc cette opposition à cette mesure, si ce n'est pas mauvaise foi ? Le Parti travailliste a donc décidé de s'opposer à une mesure destinée à alléger le fardeau de la classe moyenne. Au moins, ils font preuve de cohérence dans leur attitude de mépris envers les classes moyennes.

Dois-je vous rappeler, M. le président, que d'un simple coup de plume en 2006, ce même Parti travailliste avait abrogé tout le système de déduction fiscale sans la moindre considération pour les familles à revenu moyen. Pire, ils avaient imposé à cette classe moyenne une taxe immobilière rurale unique ainsi qu'une taxe sur l'épargne, sur les économies durement acquises et certains d'entre eux ont osé arguer que ce budget n'a proposé aucune mesure pour la classe moyenne. *Which is which*, M. le président ?

Mais c'est ce gouvernement qui a redonné à la classe moyenne sa dignité, l'espoir d'un meilleur lendemain. Rappelez-vous les déductions fiscales proposées dans le budget de l'année dernière. Rappelez-vous, M. le président, de la proposition de remboursement de R 500 000 pour toute acquisition d'un terrain immobilier. Mesures d'avant-garde dans le secteur immobilier pour

plus de justice sociale et de justice fiscale parce que le gouvernement de *l'Alliance Morisien* a placé la lutte contre les inégalités au cœur de ces choix politiques. De toute évidence, le gouvernement et l'opposition ne partagent pas les mêmes priorités sur ce registre.

Ici, de ce côté de la Chambre, nous ne sommes nullement surpris que le MMM et le Parti travailliste se sont reconvertis aujourd'hui à l'orthodoxie économique et budgétaire et échouent à saisir pleinement la pertinence et l'impact de nos choix. M. le président, dans ce budget, nous importons encore de mesures pour combattre la pauvreté et soutenir les classes moyennes, sur lesquelles, encore une fois, je n'y m'attarderai pas, mes amis de ce côté de la Chambre y ayant déjà commenté longuement.

Les 500 000 personnes bénéficiant de l'augmentation de la *CSG Income Allowance*. Les 110 000 salariés travailleurs qui touchent moins de R 20 000 par mois qui auront droit à une allocation de R 3000, le revenu minimum garanti, l'allocation égalité des chances, le *Child Allowance*, le *School Allowance*, les pensions de retraite universelles rehaussées à R 14,000 au minimum, les personnes en situation de handicap toucheront le *Basic Invalidity Pension* de R 14 000 à partir de juillet, le *Maternity Allowance* mensuel de R 2 000 pour les mamans et futures mamans, l'allocation de mauvais temps de R 800 pour les pêcheurs, le gaz ménager, etc.

M. le président, il y en a trop, mais je voudrais quand même éclairer la Chambre sur deux mesures qui n'ont pas été l'objet de commentaires dans la Chambre depuis le débat. M. le président, pour montrer encore une fois avec force le caractère humain de ce gouvernement pour protéger les familles vulnérables de notre pays, je voudrais commenter, M. le président, sur un *scheme* qui s'appelle le *Grant for the purchase of Water Tanks and l'Amnesty Scheme*. M. le président, savez-vous que ce gouvernement a proposé à travers le DBM un *Water Tank Scheme* en février 2022 ? Sous ce *scheme*, *households with a monthly income of Rs50,000 were eligible for a grant de Rs8000 to purchase a water tank* d'une capacité minimum de 500 litres *and a water tank*.

Dans le budget 2023-24, le gouvernement a davantage augmenté le *grant* de R 8 000 à R 15 000, M. le président. Ce que je veux dire à la Chambre, *as of date*, c'est qu'il y a 46 000 familles qui ont bénéficié de ce *Water Tank Grant* pour une somme totale, écoutez-moi bien, M. le président, de R 480 millions. Ce *scheme is ongoing* et le ministère des Finances *has provided*

an additional amount de R 175 millions cette année-ci. Les bénéficiaires viennent de toutes les régions du pays. Par exemple, dans notre circonscription, 6 000 familles ont bénéficié de ce *scheme*, M. le président.

Donc, l'année prochaine, *by next financial year, Government would have disbursed*, si on ajoute R 480 millions à R 175 millions de cette année-ci, R 655 millions au peuple mauricien pour un *water tank* gratuit et une pompe gratuite, M. le président. Un autre projet, *l'Amnesty Scheme*, encore une fois comme un gouvernement *compassionate et caring*. Le DBM *was called upon*, d'implémenter un *Amnesty Scheme for the write off of loans of fishermen, planters, breeders and which were outstanding for more than 10 years for an amount of up to R 200 000*.

Dans le budget 2022-23, le gouvernement *improved the eligibility criteria to include micro enterprises and the full write off of loans* de plus de 20 ans. M. le président, selon mes renseignements, le DBM *has written off loans of some 2166* bénéficiaires *for a total sum of Rs230 million*. M. le président, R 230 millions que les bénéficiaires ont pu économiser. *In the present budget, provision has been made that the write off will be extended up to le 30 juin 2025 for the 4 categories. What better proof*, M. le président, *d'un caring Government helping the most vulnerable members of our society?*

M. le président, comme l'on dit avant moi, les revenus moyens mensuels des ménages, comme nous le savons tous, ont augmenté. Le revenu médian par ménage est passé de R 28 250 à R 45 000 durant la période 2017 à 2023. Dorénavant, avec ces diverses allocations, augmentations, subsides, les revenus des ménages vont encore s'améliorer pour assurer une plus grande mobilité sociale des classes moyennes et des personnes à faible revenu. *Mr Speaker, Sir*, fort de notre succès économique, fort de nos acquis et de notre feuille de route pour soutenir la croissance, nous visons maintenant à une *trillion* d'économie à l'horizon 2030.

Le budget 2024-25 à cet effet propose une vaste panoplie de mesures pour accélérer le développement économique et rehausser la compétitivité de l'économie mauricienne. Le gouvernement, en effet, se mobilise sur plusieurs fronts : facilitation des affaires, appui à la production alimentaire, énergie renouvelable, tourisme, *l'Artificial Intelligence*, l'économie bleue ; au secteur manufacturier, de nouvelles dispositions préconisées pour faciliter le recours à

la main-d'œuvre étrangère dans ce secteur qui fait face à un manque de ressources humaines sont bien accueillies par les opérateurs, dont les PME.

M. le président, malgré notre bonne réputation au niveau régional et international en termes d'*Ease of Doing Business*, nous allons confronter les entraves administratives, régulatrices et légales qui freinent l'initiative privée et le développement de diverses activités économiques. Le régime de licence sera allégé pour faciliter les investissements. Les délais pour obtenir le permis et la licence pour opérer dans les centres financiers seront ramenés à 10 jours ouvrables. M. le président, la diplomatie mauricienne de son côté est pleinement mobilisée dans cette vaste stratégie pour diversifier nos marchés et nos sources d'approvisionnement. Nous allons explorer de nouvelles opportunités sur le CECPA avec l'Inde, la FTA avec la Chine, les accords régionaux de la SADC et du COMESA et de l'*African Continental Free Trade Area*.

D'autre part, Maurice et les Émirats Arabes Unis vont bientôt signer un accord de partenariat économique. Nous continuons par ailleurs de consolider nos échanges avec l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis. M. le président, nous voulons bénéficier de notre accès préférentiel sans précédent au marché auprès de 70 % de la population mondiale. En effet, notre stratégie à long terme est de bénéficier d'une panoplie de pas moins de dix accords de libre-échange, couvrant 85 pays et destinés à toucher 5.4 milliards de consommateurs. Une analyse de nos exportations totales révèle, M. le président, que les exportations totales sont passées de R 71,6 milliards en 2017 à R 83,1 milliards en 2022, soit une augmentation de 16 %.

Les exportations intérieures vers l'Inde en 2023 s'élevaient à R 2,1 milliards, vers la Chine ont augmenté encore, les exportations vers la SADC s'élevaient à R 21 milliards, tandis que les exportations vers l'Union européenne s'élevaient à R 34 milliards. M. le président, nous continuerons à tirer le meilleur parti de ces accords commerciaux préférentiels.

M. le président, permettez-moi de dire quelques mots sur mon ministère, sur le secteur du transport parce que je suis sûr qu'il y a beaucoup de renseignements que je voudrais donner à la Chambre et au public en général.

M. le président, this budget will undoubtedly contribute towards the modernisation of the land transport sector due to the unprecedented investment in the field of mobility. Very often, one tends to overlook the critical role played by public transport. We need to acknowledge that

the transport sector is a lynchpin towards the mobility of our people and acts as a catalyst for economic activities in terms of smooth movement of goods and merchandise. This is why Government has, over the past years, relentlessly pursued the modernisation of the transport landscape with a view to improving connectivity across the island.

Mr Speaker, Sir, bearing a daily ridership of some 465,000 *voyageurs* availing on average public transportation, we have continuously striven to upscale our transport system so as to meet the needs of citizens. We are very well alive to the plight of the industry and the challenges lying before them. I myself regularly have consultations with the transport operators and due attention has been given to the issues impacting the public transport sector.

Mr Speaker, Sir, this is why, in order not to impair the financial position of the industry, we proceeded once more with the grant of subsidies to the bus operators for them to be in a position to meet their operating expenses in terms of diesel and wages subsidies, which are components accounting for up to 80% of their cost structure.

The House will appreciate, Mr Speaker, Sir, that in the absence of any support from Government, we would have no other option than to proceed with an increase in bus fares and this, by several falls, in order to reflect the real cost involved in the operation of buses, notwithstanding the fact that many operators, especially those operating on non-premium routes, would have had to surrender their licence and cease operation. This would have generated layoffs and absences of transport of facilities in respect of citizens residing in remote localities. Against this backdrop, to further assist the industry, amidst the new normal, we have increased the budgetary provision from Rs820 million to nearly Rs1.1 billion, Mr Speaker, Sir.

The transport industry is heavily subsidised by Government in terms of various financial supports to compensate the bus operators. The aim of providing all this support is to allow the transport cost – as I said – to remain as low as possible so that commuters from the poorest strata are not penalised by an abrupt and sharp increase in fares.

M. le président, in the face of representation made regarding the acute shortage of labour in the bus industry, namely, bus drivers, Government has agreed to authorise bus operators to source foreign bus drivers from specific countries and subject to strict conditions so that they

could palliate the shortage in labour. In the absence of such measures, Mr Speaker, Sir, the bus operators would not have been in a position to release their entire fleet and this would have been to the detriment of commuters.

Similarly, following serious concerns and representations made by bus operators as regards some type of buses entailing lower seating capacity and higher operating cost, we again, after careful analysis and taking into consideration the negative impact of low reliability buses on service level, authorised bus operators to source alternative types of buses other than semi-low floor buses. We also took into consideration the severe impacts which the COVID-19 pandemic had on the industry, leading to bus operators deferring their fleet replacement plan and for which measures had to be taken to encourage the operators to renew their buses, and I note that some of the bus companies have already initiated relevant actions in that regard.

Further, Mr Speaker, Sir, in a spirit of improving mobility and providing more flexibility in the delivery of service, we have reviewed the conditions and parameters under which public service vehicles currently operate so that they are in a better position to meet the needs of riders. In fact, in order to make our licencing regime more responsive and adapt to the evolving requirements of our passengers, we brought amendments to the Road Traffic Act last year in July so as to streamline the licencing process.

Furthermore, Mr Speaker, Sir, in order to address any non-compliance from transport operators as regards to the level of service, we proceeded with the setting up of a disciplinary committee at the level of the NLTA so as to keep operators to their toes and take such actions as may be required in order to ensure that they provide satisfactory service. This Disciplinary Committee has played a crucial role in making sure that disciplinary actions are taken against defaulters failing to provide satisfactory services.

M. le président, laissez-moi dire quelques mots sur la CNT, le National Transport Corporation. Mr Speaker, Sir, there is a need to give credit to the social role played by the National Transport Corporation, which operates on a large number of routes where there are either minimal ridership or long-distance ones and which allows residents of remote regions to have access to reliable public transport services.

Mr Speaker, Sir, we need to acknowledge that the NTC has, despite the fact that these routes are highly unprofitable and commercially unattractive to private bus operators, but without fail they continue to service these routes throughout all these years. *En passant, je voudrais rendre hommage, M. le président, à tous les employés du service du transport, inclut à la CNT pour le travail formidable qu'ils font au service de la population.* It is therefore, *M. le président*, more appropriate for Government to support the NTC in fulfilling its social obligations towards the nation.

In this context, necessary arrangements have been made to assist the NTC to renew its fleet so as to improve bus services, including the setting up of appropriate charging facilities. In this context, 20 brand new buses have been registered in the fleet of the NTC and arrangements are being made for 100 new buses with a view to further rejuvenate the fleet of the corporation. *La semaine prochaine ces 20 brand new buses, M. le président, seront mis sur nos routes.*

M. le président, laissez-moi aussi dire quelques mots sur the electric buses because we still believe that the operation of electric buses will be a game changer for the industry as it would not only allow Mauritius to meet its commitment towards the reduction of greenhouse gas emissions by 40% by the end of this decade, but would also enable the industry to reduce its operating cost with savings on diesel and maintenance as well as providing a better travel experience to the commuters in terms of quieter trips with less vibration.

In this context, we want the NTC to be the torchbearer for electric mobility and the corporation will, in the month to come, receive its first batch of electric buses. And here, Mr Speaker, Sir, allow me to extend my deepest gratitude to the Republic of India for its gracious assistance in allowing the NTC to renew its ageing fleet with new electric buses.

Mr Speaker, Sir, several comments have been made about this issue of electric buses. I wish to reiterate to the House that the decarbonisation of the land transport sector is high on the agenda of this Government. With this in mind, several measures have been introduced through the successive budgets to promote e-mobility and induce an uptake in electric vehicles. Accordingly, bus operators can now avail under the Bus Modernisation Scheme, a subsidy amounting to 30% of the cost of an electric bus subject to a maximum of Rs3.5 million per bus.

In addition, in order to reduce the finance cost linked with the acquisition of an electric bus, the leasing rates provided by the IFC, which is Government-owned, was reduced from 3% to 2%.

With regard to the vehicular fleet in Mauritius, the vehicle fleet in general, it is therefore not out of sheer luck that the number of electric vehicles and hybrid vehicles has increased significantly, witnessing a growth from 24% to 46% in the sales of new vehicles. With regard to the acquisition of these electric buses for the NTC, I have to inform the House, Mr Speaker, Sir, and the country at large that my ministry is constantly liaising with the Indian authorities for the sourcing of these 200 buses. It has been agreed in principle that 100 out of these 200 e-electric buses would be in the form of a grant component, while the other buses will be financed under a concessionary line of credit.

In this context, the technical specifications of these buses are being worked out, have been finalised in consultation with the Indian authorities and my ministry has regularly interacted with the Indian authorities in order to agree on the technical components on the buses. Same are now finalised, needful has been done to formalise the above arrangement. However, Mr Speaker, Sir, as this entails a government-to-government approach, there is a need to secure all relevant clearances and follow all established processes in connection with the above. A tendering exercise at the level of the Indian authorities; the Indian authorities would be responsible for the tendering exercise, Mr Speaker, Sir, prior to the placement of the purchase order.

Mr Speaker, Sir, coming to the National Land Transport Authority, I would like to make a few comments also because we are conscious of the various issues encountered recently with regard to the counter services of the NLTA.

Mr Speaker, Sir, I will comment on the implementation of the various measures that my ministry proposes to enhance the counter services at the NLTA in respect of the numerous operations carried out related to the current 650,000 vehicle fleet, which is increasing at a rate of 4% annually.

Mr Speaker, Sir, in accordance with the Road Traffic Act and the NLTA Act, the main transactions effected at the current 42 counters distributed at its Head Office at Cassis, 37 counters, and sub-offices are: Port Louis: 7 counters; Forest Side: 4 counters, and Flacq: 4

counters, include payment of motor vehicle licence for private company and other vehicles operating under a PSVL, issue of *Certificat de Gage sans Déplacement*, transfer of ownership, custom clearance, removal permits, issue/re-issue loss of registration book, that is the horse power, amendments to particulars of vehicle, re-registration, inscription, removal of lien, change of name and address, and copy of entry.

There are at least 800 customers who call at the NLTA counters daily and some 27,000 transactions are carried out on a monthly basis, with the highest frequency for the payment of Motor Vehicle Licence (MVL) or the issue of the horse power or the issue of the *Certificat de Gage sans Déplacement* and transfer of ownership of vehicles. By the way, Mr Speaker, Sir, all these transactions yield a revenue of about Rs2.8 billion at the NLTA counters per year to Government.

I come, therefore, to the Online Renewal of Motor Vehicle for Private Vehicles. Mr Speaker, Sir, the renewal of MVL, also commonly referred to as '*déclaration*', is one of the transactions recording the highest frequency at the NLTA counters. Despite the Online MVL Phase 1 in November 2018, in respect of motor vehicles other than public service vehicles and carriers involving some 350,000 vehicles, there has not been a proper uptake of the service.

Now, a cut-off date of 31 July 2024 has been set so that all renewals of MVL are made solely through the online platform instead of the NLTA counters. However, to cater for a smooth transition towards online services, a period of up to 01 December 2024 will be provided for such transactions to be physically effected at the Post Office. A helpdesk is being set up by the NLTA to assist users encountering problems while using the online system and a sensitization campaign will follow.

Furthermore, the second phase of the Online MVL Platform, involving all other types of vehicles, is in its testing phase and is expected to live before the end of this year. Hence, the renewal and payment of MVL by owners of private vehicles, I repeat, would have to be carried out solely through the Online MVL Platform as from 02 December 2024.

Mr Speaker, Sir, I come to the *Certificat de Gage sans Déplacement*. There are currently around 51,000 *Certificats de Gage sans Déplacement* issued on a yearly basis, mostly at the

Emmanuel Anquetil Building, by the NLTA to cater for the sale of motor vehicles, which involves three processes. Currently, the *Certificat de Gage sans Déplacement* is issued manually by the NLTA, while the registration of the vehicle is carried out at the level of the Registrar-General's Department. Thirdly, the transfer of ownership and issue of the registration book, known as horse power, are done manually at the level of the NLTA.

Mr Speaker, Sir, with a view to facilitating this process and making the transfer of ownership of motor vehicle less of a hassle, the Road Traffic Act is being amended to allow the Registrar-General's Department to ascertain, through its platform and lawful sharing of information between the NLTA, as to whether a motor vehicle or a trailer is burdened with a lien prior to the registration and transfer of the same. The aim is to make the process more convenient and less time-consuming for both the former and the new owner.

Being given that the Registrar-General's Department already has the appropriate platform which is providing the taxation and registration of transfer vehicle, this system would be enhanced to cater for the verification of any lien on a motor vehicle or trailer prior to the registration of transfer and transfer of ownership of same. The system would initially be introduced for cases for an individual to another individual. So, the NLTA would continue to cater for all other cases for the *Certificat de Gage sans Déplacement*. A sensitization campaign would be organised to inform the public on the new arrangements for the transfer of owner of a motor vehicle or trailer. Necessary amendments are being made under the Road Traffic (Amendment) Bill 2024.

Mr Speaker, Sir, I come now to the Online First Registration of Motor Vehicles by Motor Vehicle Dealers. There are currently hundred motor vehicle dealers, including some motor vehicle dealers for second hand vehicles. In line with the objective of promoting e-services, an Online First Registration of Motor Vehicles by Motor Vehicle Dealers was launched in May 2023. Currently, four major vehicle dealers are using this online facility and an MoU was signed between these motor vehicle dealers and the NLTA. Now, a similar MoU has been signed with Emcar for the registration of two wheelers at their end.

With a view to reducing the need for individuals to physically call at the NLTA for the registration of vehicles, additional vehicle dealers will be enjoined to avail of these online

services. The NLTA has been requested to ensure the registration of all MVDs, new and second-hand, within the next three months to reduce the number of customers calling at its counters. The NLTA is currently in consultation with DIVA, which is an association, Mr Speaker, Sir, of importers of vehicles, to explore the possibility of processing 'A' and 'B' Carrier's Licence by its members.

Mr Speaker, Sir, we are also making arrangements to cater for additional counter services. Thus, consideration is being given for NLTA to operate in a more conducive environment. What I mean to say is that it is being proposed for the NLTA to operate additional counters at the Victoria Urban Terminal for dedicated transactions, for which consultations are presently underway with the Ministry of Local Government. In the same breath, improvement of existing counter services will be prioritised at the Forest Side sub-office to enhance services provided thereat. Concurrently, arrangements are being made for the ticketing system to be introduced at the NLTA offices and it is expected that the system will be placed by July 2024.

Mr Speaker, Sir, a lot of the problems that have arisen are also due to the fact that the NLTA was not equipped with an adequate number of staff to handle the monitoring workload arising from the increasing number of transactions recorded at its counters. Actions have been taken to increase the staffing position, Mr Speaker, Sir, with the posting of additional officers to serve its counters. In fact, the number of officers at the counters is being increased from 27 to 69 so that all the 51 counters of the NLTA, including those at its sub-offices, will operate without hitches. 69 new officers are now being posted at the NLTA, Mr Speaker, Sir, and I would like to thank my colleague, the Minister of Civil Service, for his cooperation and collaboration. We are providing adequate, continuous training to these officers so that they can effectively attend and service members of the public calling at the NLTA.

Furthermore, Mr Speaker, Sir, the implementation of a roster system on a pilot basis for a period of 6 months at the counter services of the Head Office, and the Forest Side Office is also expected to be operational in some weeks. So, these are the measures, which I am sure will clear the situation and ease the situation at the NLTA counters, Mr Speaker, Sir.

I would like to thank the Prime Minister, the Secretary to Cabinet, the Minister of Civil Service, my Ministry, and the RTC. Together, we have designed this, if I can call it this master plan, this *feuille de route* in order to bring solace to the different members of the public.

Mr Speaker, Sir, one word on road safety. Road safety is one of the main concerns of this Government and my Ministry is leaving no stone unturned to improve the situation. Mr Speaker, Sir, we have invested millions of rupees in sensitisation, education, adoption of new laws, all the tools at our disposal have been used, for its safety campaigns to decrease the number of fatalities on our roads, but I would just like to make one point, Mr Speaker, Sir.

Members of the Opposition have come in this House to argue that *le nombre d'accidents fatal a augmenté, etc...* It is true, Mr Speaker, Sir, in the two years of 2021-2022, there were 108 fatalities and last year – 2023, the number increased to 130 and this is what provoked this ‘outcry’ from the part of the Opposition but I have the figures with me, Mr Speaker, Sir. *Savez-vous, M. le président, que sous le règne du Parti travailliste, en 2008, il y avait 162 accidents par année? En 2010:151, M. le président, 162 en 2008.* One is too many, Mr Speaker, Sir. I am not saying that we should be happy with the figures of *130 de l'année dernière*. No, Mr Speaker, Sir, but the Labour Party should first of all go back to the record and see during their term of office, the number of fatal accidents that took place in this country.

Mr Speaker, Sir, this is why we have strengthened the law. I give you one example concerning the law for the offence of driving motor vehicles under alcohol concentration above the prescribed limit. Mr Speaker, Sir, unfortunately we still have too many irresponsible drivers on our roads. Mr Speaker, Sir, *l'année dernière, 1,807 personnes* were disqualified by the Court from holding a driving license because they were convicted for the offence of driving with alcohol concentration above the prescribed limit. *1,800 personnes M. le président! Cette année-ci pour les derniers six mois, 657 personnes* have already been disqualified.

Pour la drogue, M. le président, 892 cases of drug driving for the last year, 219 for the first two months de cette année-ci. What I want to highlight is that the number of irresponsible Mauritians who are still driving constitute a threat *aux autres usagers de la route, M. le président. 1 817 condamnés l'année dernière sous l'influence de l'alcool, 657 pour la drogue l'année dernière.*

Mr Speaker: Try to conclude!

Mr Ganoo: So, my Ministry is still taking important decisions to curb road crashes, Mr Speaker, Sir. Unfortunately, I don't have much time to go into all the details, but I would like just to say a few words on the Metro. Thank you, MEL for making the Metro Express one of the most innovative and transformative projects in our country, but I would like, Mr Speaker, Sir, to comment on the fact that MEL is now endeavoring to implement photovoltaic farms near its railway alignment and the installations of photovoltaic panels on buildings which will make use of solar energy to produce electricity for its LRVs. This photovoltaic project of approximately 11.55 MW and distributed over multiple sites aimed to offset the energy consumed by the light rail system using 100% renewable and sustainable sources by 2030.

Mr Speaker, Sir, I would also like to thank the Taxi Operators Welfare Fund, qui a été un franc succès et a permis à bon nombre de nos taximen de bénéficier de divers avantages, mis à leurs dispositions par leur Welfare Fund. Ce gouvernement n'a pas oublié les taximen cette année-ci. Encore une fois, M. le président, des prêts à 2,5 % à travers le DBM pour le renouvellement de la flotte de taxis. C'est toujours dans cette optique que le montant alloué aux opérateurs de taxis a été revu de R 100,000 à R 120 000, soit une augmentation de 20 %.

Concernant les contract vans, M. le président, je dois dire à la Chambre, a technical committee will be set up under my Ministry to explore the possibility of allowing contract buses having access to the airport. Deuxièmement, to determine whether on obtaining the current maximum age of 18 ans, contract buses can be converted to goods vehicles and operate till the age of 25 years subject to being found road worthy by the NLTA.

M. le président, un dernier mot sur le PRB et le NRB. We took note that the trade unions have made representations to my Ministry to the effect that their 2050 employees are governed by the NRB regime while the pay and conditions of service of the remaining 115 employees of the corporation are governed by the PRB. We have set up a technical committee at my Ministry, Mr Speaker, Sir, which has come up with a report. The second meeting of the technical committee, also under the chair of the Secretary for Public Service has also discussed this issue and following a presentation of the salient features of a discussion paper, Mr Speaker, Sir, the following were noted: the committee looked into the workforce of the NTC, the specific nature

of the work of the NTC, the scheme of service, the financial implications. After discussion in view of the complexities of the subject matter, Mr Speaker, Sir, the technical committee has proposed that the PRB be requested to conduct an in-depth study and to come up with recommendations on the way forward to which my Ministry is agreeable.

M. le président, pour conclure deux minutes. M. le président, ce mois de juin 2024 – je serais très bref pour ma conclusion – marque le 42^e anniversaire de l'arrivée au pouvoir du MMM/PSM, dirigé par feu Anerood Jugnauth qui assumait pour la première fois la fonction de Premier ministre. M. le président, j'ai eu la chance d'appartenir à cette équipe qui balaya la vieille garde travailliste après que ce peuple admirable, écrasé par deux dévaluations : le chômage, l'inflation, la pauvreté, la dictature et la corruption, décida alors de prendre le destin de son pays dans ses mains, ce qui expliqua ce 60-0 historique et inédit. Tout un peuple se souleva pour dire « non » avec une seule voix contre l'oppression et la dictature et la situation catastrophique qui prévalait ces jours-ci. Gaëtan Duval lui-même, M. le président, qui était victime de ce raz-de-marée, disait alors qu'il n'avait jamais vu, de son vivant, une telle communion entre un peuple et ses gouvernants. Je fus élu comme le Speaker de l'assemblée et j'ai eu ainsi l'honneur de présider les travaux de cette auguste Assemblée, M. le président.

Malheureusement, après neuf mois, ce nouveau gouvernement s'échoua sur les récifs de l'égoïsme, s'écrasa sur le rocher des ambitions démesurées de certains. Hélas, M. le président, ce naufrage de 60-0 de 1982 brisa les rêves de toute une jeunesse en quête de nouvel avenir et annula toutes les espérances d'un peuple. C'est à juste titre que le Premier ministre et son gouvernement, samedi dernier, ont perpétué la mémoire de cet homme hors pair en dévoilant sa statue, une cérémonie imprégnée d'émotions fortes, M. le président. Je voudrais moi aussi rendre hommage à ce grand homme, bosseur et courageux. Cette illustre patriote visionnaire, homme pratique est connue pour son franc-parler, le père du développement économique de la république de Maurice. C'est lui-même qui a jeté les bases pour la transformation d'un *overcrowded barracoon* en un Dubaï de l'Afrique, M. le président.

Pour terminer, M. le président, laissez-moi dire que nous avons honoré notre pacte social avec la nation. Conformément à notre manifeste électoral de novembre 2019, malgré la pire crise économique de l'histoire récente, nous avons *deliver the goods*. Nous sommes fiers de notre bilan. Fort de ce bilan, demain est à nous, M. le président. Notre sincérité et notre capacité à

honorer nos engagements sont un gage pour l'avenir. En temps et lieu, les Mauriciens auront à choisir entre ce bilan et l'arnaque de l'opposition.

En effet, Maurice a un rendez-vous avec son histoire dans les mois à venir. Elle est à la croisée de son chemin. Choisir entre une équipe qui a dirigé dans la stabilité, la cohésion, dans l'unité, dans la discipline, guidée par une philosophie de justice sociale qui nous a permis d'atteindre les nouveaux sommets au niveau de nos économies ou permettre une alliance construite sur la haine, sur la soif du pouvoir, qui dirigera dans la vengeance, et qui mettra en péril tous les projets de développement prétextant, probablement, que la caisse est vide et qui reprendra tous les acquis de notre peuple.

Voilà le choix des électors, M. le président, parce que cette alliance, qui ne cesse de se faire et de se défaire, à l'image même du *musical chair* du poste du leader de l'opposition, n'existe que le temps d'une élection. Ce serait un exploit s'ils seront toujours ensemble après les prochaines élections. Nous faisons confiance au peuple, M. le président. Je suis convaincu que ce peuple nous fera confiance.

Merci. Vive la république de l'île Maurice ! Merci pour votre attention.

Mr Speaker: Hon. VPM Mrs Dookun-Luchoomun!

(11.32 a.m.)

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun):

M. le président, les sièges vides de l'opposition démontrent clairement leur irresponsabilité et leur manque de sérieux. C'est vraiment triste qu'ils fassent fi à leur rôle et à leur devoir de représentant du peuple. Ils ne se limitent qu'à la démagogie et font preuve d'une mauvaise foi flagrante. Ils se permettent de venir à l'Assemblée, débiter des propos sans fondement, malsains et même antipatriotes, mais ne trouvent pas le courage de venir écouter nos arguments. Ils ont la prétention, M. le président, de se présenter comme l'alternance. Je les laisse à leur conscience, et le peuple les jugera, M. le président.

Ceci, M. le président, est le 5^e budget de ce gouvernement et vous conviendrez, qu'il y a une constance. La relance économique, l'inclusion sociale et l'avenir avec nos jeunes. Malgré les aléas de la pandémie et les contraintes d'ordre géopolitique, Maurice a su transformer les défis en opportunités, se remettre sur pied et démontrer sa résilience de notre économie.

Tout cela a pu être réalisé grâce à la vision éclairée de notre Premier ministre, à cette détermination et à sa confiance sans faille dans la capacité du pays à faire face aux défis et à remonter la pente.

Permettez-moi, M. le président, de remercier tous ceux qui ont contribué à la préparation de ce budget avec un mot spécial pour mon collègue, l'honorable Dr. Padayachy, ministre des Finances, qui a su développer une stratégie de relance économique tout en assurant l'inclusion sociale.

L'opposition, M. le président, ne cherche qu'à minimiser ce *feel-good factor* qui prévaut dans le pays. Les mesures prises durant la période Covid et post-Covid, tant décriées par l'opposition, ont non seulement été louées par des institutions internationales, mais nous ont aussi permis de rebondir, M. le président.

Je citerai, comme l'a fait mon collègue avant moi, l'*IMF Report* de mai 2024. Je cite –

“The Mauritius authorities’ proactive efforts in recent years to address the economic crisis, strengthen the underlying economic structure, and implement an effective policy mixed have successfully driven a strong recovery from the pandemic. The economy is currently experiencing vigorous growth, exceeding earlier GDP projections, highlighting the government’s effective crisis management and positioning Mauritius well for a stable and sustained recovery (...)”

Je vais plus loin, M. le président.

“The Authorities stressed that the overall improvement in economic conditions was supported by bold measures taken by the Government and the Central Bank.”

M. le président, venir aujourd'hui dire que la population est mal en point, que l'avenir est sombre et que le gouvernement ne fait pas assez pour soulager le peuple relève de la mauvaise foi à l'outrance.

L'opposition, M. le président, a le culot de venir nous faire la leçon. Ont-ils oublié leurs frasques ? Peut-on faire l'impasse sur le passé, M. le président ? La NRPT, la double taxation sur l'épargne et les intérêts, l'arrêt de paiement des *fees* d'examens pour le SC et HSC, la pension ne dépassant pas les R 3,623, le *Hire and Fire Policy* de l'Employment's Rights Act. La liste est longue, M. le président. Et tout cela, M. le président, sans les défis majeurs internationaux auxquels nous faisons face aujourd'hui.

Mr Speaker, Sir, what makes this budget remarkable in itself is a lineup of pro-population measures that have been marshaled. Permettez-moi, M. le président, de ne mentionner que quelques exemples –

- l'augmentation importante de la revenue minimale à R 20,000 ;
- l'augmentation de la pension de vieillesse à R 15 000, au-delà de ce qui avait été promis, sans oublier la pension pour les orphelins, les handicapés et les veuves. Et, cette mesure, M. le président, touche près de 310 000 personnes ;
- la *Maternity Allowance* sur neuf mois pour les femmes attendant un bébé dans le but d'assurer que l'enfant reçoit les soins nécessaires dès le début ;
- l'investissement massif dans la relance de l'agro-industrie ;
- la santé publique, M. le président, la prise en charge complète des patients atteints du cancer, et
- à partir de cette année, les patients jusqu'à l'âge de 25 ans seront pris en charge totalement par l'État.

M. le président, notre auguste Assemblée a archi entendu le refrain concernant la provenance de l'argent et les ressources que ce budget va allouer dans les différents secteurs. L'argument mis en avant semble indiquer que cet argent vient de la poche des consommateurs. Soyons sérieux, M. le président, c'est tout à fait logique que cela soit ainsi. Les premiers revenus

de l'État proviennent de la taxation. Le budget est définitivement et essentiellement un exercice qui permet de démontrer les revenus de l'État et la planification des dépenses.

Donc, M. le président, c'est clair que les revenus de l'État proviennent des impôts et cela est le cas à travers le monde et on ne nous apprend rien et cela a toujours été le cas et pour peu importe quel régime.

M. le président, c'est ce gouvernement, sous le *prime ministership* de l'honorable, Pravind Kumar Jugnauth, qui a eu le courage de rediriger ces revenus vers les foyers mauriciens. M. le président, cette démarche a été tant décriée par l'opposition. Je peux citer, entre autres, les mesures suivantes, les mesures que nous avons prises dans l'intérêt du peuple mauricien –

- la *Negative Income Tax* ;
- prime à l'emploi qui a permis à plus de 5000 femmes de trouver un emploi;
- le soutien aux PME, aux planteurs, aux pêcheurs, *you name it* !

M. le président, je tiens à souligner que malgré l'augmentation des prestations sociales que nous avons mises en place, à aucun moment le gouvernement MSM n'a augmenté la TVA. Si la taxe nous ramène plus de revenus, ils sont redirigés systématiquement vers la population et vers le peuple, M. le président.

Mr Speaker Sir, apart from the financial support to households and businesses, this budget also comes up with economic diversification, investment in infrastructure, as well as in social housing, education and health care.

It is clear that emphasis has been placed on social measures, inclusive growth, taking care of the most vulnerable, as well as ensuring that the interests of one and all are taken care of. *Tout le monde se retrouve dans ce budget, M. le président.*

Mr Speaker, Sir, the Minister of Finance has already ticked off the success indicators registered in terms of figures and I will just briefly highlight some of them –

- A strong GDP growth rate of 7 percent in 2023.
- Total investment growing by 30.9 percent, compared to 7.8 percent in 2022.

- FDI inflows for 2023 amounting to Rs37 billion as against Rs33.5 billion registered the year before.
- Increased exports of goods and services by Rs30.8 billion in 2023 to reach, Mr Speaker, Sir, Rs347 billion.
- The unemployment rate as of the end of 2023 stood at 6.1 percent, compared to 6.8 percent at the end of 2022. The lowest rate in over 25 years, Mr Speaker, Sir.
- Decrease in headline inflation from 10.8 percent in 2022 to 7 percent in 2023.
- May I add, Mr Speaker, Sir, that the IMF has forecast a further decrease to 4.9% in 2024.

Ne pas reconnaître la portée de ces chiffres, ou encore questionner leur bienfondé relève de la malhonnêteté, surtout quand les institutions internationales, elles, reconnaissent la performance exceptionnelle du pays. We have been saying it for the last 10 years and we will maintain our credo, Mr Speaker, Sir, which is that we are a government that cares and we will always put people first.

M. le président, les mesures prises, les programmes sociaux ont mené vers une baisse du Gini coefficient. *The gap between the rich and the poor is narrowing, Mr Speaker, Sir*, n'en déplaie à certains de l'autre côté de la Chambre. M. le Président, à écouter les membres de l'opposition, nous avons l'impression qu'ils nagent dans la confusion totale. Ils disent tout et son contraire. Tantôt nous ne faisons pas suffisamment pour le peuple, nous ne soulageons pas le peuple et tantôt nous sommes en train de promouvoir l'assistanat, M. le président. Ils doivent savoir ce qu'ils veulent.

L'honorable Gungapersad disait qu'il est presque impossible aujourd'hui pour qu'un jeune couple puisse acquérir un lopin de terre ou construire une maison. Il ne semble pas savoir ou fait semblant de ne pas être au courant des mesures incitatives mises en place par ce gouvernement afin d'aider les jeunes à s'acheter ou construire une maison. M. le président, les frais d'enregistrement pour l'achat d'une maison ne sont plus appliqués. L'État rembourse un montant allant jusqu'à un demi-million de roupies pour ceux ayant pris un emprunt pour l'achat de leur maison.

Il a fait mention du taux élevé de *repo rate* rendant la vie difficile à ceux ayant pris un loan pour l'achat de leur maison. Il semble ne pas savoir ou oublier le *Housing Loan Relief Scheme* de R 1000 mensuellement que la *MRA* remet à ceux ayant contracté un *loan*. J'ai une forte impression que l'honorable Gungapersad a encore du *homework* à faire.

Par ailleurs, M. le président, n'oublions pas le grand chantier pour la construction de 8000 *social housing units* de la *New Social Living Development (NSLD)*.

The Prime Minister: After school hours!

Mrs Dookun-Luchoomun: After school hours!

Il a besoin de *coaching*. M. le président, vous conviendrez que ces propos venant d'un membre du Parti travailliste est fort surprenant. Ils ont totalement oublié la NRPT, proposée par leur parti. L'impôt sur l'épargne et l'intérêt, la double taxation. M. le président. Nous n'avons certainement pas de leçons à prendre du Parti travailliste.

M. le président, let me now come to the challenge of our time. The climate change has become a matter of absolute concern to the world. In our country itself, we have been exposed time and again to its severe, sometimes fatal, manifestations through disrupted weather patterns. This budget proposes a series of initiatives and action areas to mitigate the impact of climate crisis through –

- The promotion of solar energy and other green energy;
- Reforestation and tree plantation program across the island. The stated aim being to increase the tree coverage by 100 hectares annually over the next decade, and
- A national coral reef restoration and replantation program, among others.

Of course, consideration for climate is everybody's concern and everybody's business. No government can go at it alone. We need the support of the private sector and all other stakeholders, including NGOs and CBOs, to be able to mobilise the Rs300 billion that have been projected by this budget. Government is doing its fair share, as evidenced by the earmarking of Rs3.2 billion. The Corporate Climate Responsibility (CCR) levy, equivalent to 2% of company's profits, will also be of great help. This will concern companies with a turnover of more than Rs50

million, and this, Mr Speaker, Sir, is why Education for Sustainable Development-related concepts have been mainstreamed in the pre-primary, primary and secondary school curricula.

My ministry has seen to it that the Mauritius Institute of Education (MIE) mainstreams environmental and sustainability-related concepts in our teacher education programs. This would help empower educators to confidently teach environmental and sustainability-related concepts, including climate change education, using diverse pedagogies.

M. le président, let me now take up the education component that figures in this budget – Rs 21 billion for the education sector. This Government has transformed our education system across all sub-sectors, spanning from pre-primary through tertiary and technical education. *La vision du Premier ministre*, right from day 1, has been to eliminate all barriers towards the progress of our learners and he has been insistent on the need to eliminate these barriers. And this budget, Mr Speaker, Sir, has confirmed that under his leadership, government has been consistent in its determination to restore the true and real definition of free education from pre-primary to tertiary.

Mr Speaker, Sir, it is universally accepted that the early childhood years are the most significant years that determine the child's lifelong learning journey. These years are critical, not only in ensuring readiness for primary schooling but also the success in future learning. *C'est pour cela et dans l'esprit de l'équité que ce gouvernement a introduit la gratuité au pré-primaire donc plus d'équité, l'inclusion et une meilleure éducation de base.*

M. le président, quelle est la portée de cette mesure ? Premièrement, elle réduit l'écart et les disparités entre les enfants venant des différents milieux. Elle donne l'accès à l'éducation pré-primaire à tous nos enfants, et je dis bien, à tous nos enfants, sans exception ! M. le président, les disparités qui existent au niveau de l'école, très souvent, sont dues au fait que certaines élèves n'ont pas la possibilité d'aller au pré-primaire et entrent directement à l'école primaire. À partir de maintenant, nous n'allons plus avoir ce défi. M. le président, c'est ça notre but : assurer que nos enfants réussissent, assurer que tous les enfants puissent être scolarisés dès le pré-primaire, et là, M. le président, je voudrais aussi faire ressortir que nous apportons un soulagement aux parents. Un soulagement parce qu'ils n'auront plus à aller chercher les ressources pour pouvoir scolariser leurs enfants au pré-primaire.

We are alleviating their financial burden and this measure, Mr Speaker, Sir, will provide inclusion, equitable and quality learning for all our children. This budget provides Rs1.14 billion under this item, Mr Speaker, Sir. *84 % des enfants mauriciens au pré-primaire bénéficieront de cette mesure. M. le président, personne ne pourra nier que cette mesure a grandement soulagé plusieurs nombreuses familles mauriciennes.*

Mr Speaker, Sir, this budget obviously also addresses a number of other elements pertaining to the education sector. Les membres de l'opposition, M. le président, parlent d'un système éducatif qui est une menace pour les jeunes. Est-ce que revoir le curriculum pour le rendre plus pertinent représente une menace? Est-ce que quand nous avons introduit le *Nine Years of Continuous Basic Education*, un système, *totally comprehensive*, est une menace pour nos enfants ?

M. le président, we have been laying strong emphasis on assessment and now we are talking of assessment for learning, not just assessment of learning. We have introduced technology-enabled learning. We have rebranded technical education and we have established Polytechnics Mauritius and the ITET for diversified educational experiences. We have laid emphasis on the Whole Person Development including emphasis on health and wellness with the Health and Wellness Directorate at the Ministry. We have a new, revamped, better regulated higher education sector geared towards internationalisation. What is common to all of these is their reliance as well on sound educational infrastructure.

Mr Speaker, Sir, comme je l'ai souligné plus tôt, notre système éducatif a été transformé et nous sommes fiers de dire que nous sommes considérés comme étant un exemple. Nous avons introduit le *NYCBE*. Nous avons rendu le curriculum plus indépendant. Nous avons introduit l'*Early Digital Learning Programme (EDLP)* et nous avons consenti à investir énormément dessus, des milliards de roupies, M. le président. Nous avons installé, comme je l'ai dit plus tôt, *Polytechnics Mauritius*. Nous sommes venus avec le *Special Education Needs Authority (SENA)*.

Nous avons développé le *Holistic Education Programme*, l'*Early Support Programme*, *the high-speed connectivity* dans toutes nos écoles primaires. *The provision of meals in all Special Education Needs School, enhanced and hot meals in ZEP Schools, exemption of fees for SC and HSC examinations* et cette année-ci, avec la possibilité de permettre aux élèves qui

veulent reprendre les examens d'avoir la gratuité une fois de plus pour les *fees* d'examen de la SC et HSC. L'éducation, l'enseignement supérieur gratuit, l'introduction des *multiple pathways* pour s'assurer que tous nos enfants puissent arriver et réussir dépendant de leur potentiel. We are enhancing success opportunities for all.

Mr Speaker, Sir, the Leader of the Opposition dared to say that the system is a threat to the Mauritian child and society! He went as far as saying that our system is a jailhouse rock for misfits. May I ask him, Mr Speaker, Sir, who he is tagging as misfits? Is he talking of our children, Mr Speaker, Sir?

Je suis vraiment peinée, M. le président, d'entendre des choses pareilles. Il faut souligner, M. le président, que plus de 50 élèves mauriciens ont été top of the world *students* for SC and HSC exams sur les deux dernières années. M. le président, venir tenir des propos sans fondement à l'Assemblée nationale est vraiment très, très triste et je le trouve très lâche pour ceux qui n'ont même pas le courage de venir nous écouter maintenant !

M. le président, a number of actions have already been taken over the last few years, especially in the setting up of a properly structured Special Education Needs Authority. The measures spelt out in the budget aim at fostering further equity within our system to sustain the momentum. This covers the consolidation of existing measures such as the Hot Meal Scheme, taxi refunds, and therapy provision in schools, the services of teacher assistants and carers for students who have entered our main stream schools when required in inclusive setups, Mr Speaker, Sir.

We clearly see that this budget also provides for the purchase of equipment and pedagogical tools and materials, given that SEN learners do require learning materials and equipment that are adapted to their specificities. *M. le président*, nous avons procuré des *braille notes* pour tous les enfants ayant des problèmes visuels dans nos écoles. A special mention here needs to be made to the provision of digital eyeglasses and the brail notes for all low-vision learners of primary and secondary schools.

M. le président, c'est cela notre action. Nous voulons que tous nos enfants puissent avoir les meilleures conditions pour réussir. M. le président, j'ai entendu plusieurs membres de l'opposition, notamment l'honorable Dr. Boolell, l'honorable Duval, parler de coupures

draconiennes des fonds alloués aux collèges privés. Soyons très clairs là-dessus, M. le président, cela n'a jamais été le cas. En fait, le financement des écoles privées subventionnées par l'État a augmenté de R 415 million en 2014 à R 889 million en 2024. Les fonds n'ont jamais été diminués. Ce qu'on nous reproche, c'est que les autorités demandent plus de transparence, de *good governance*, de responsabilité et de redevabilité de la part de ces écoles dans l'utilisation des grants.

Mr Speaker, Sir, the State provides compensation for the use of school premises which ranges from Rs350,000 to Rs750,000 per month and the authority does not query at all on the use of this money. It goes to the managers of schools. The State also provides for the direct costs, the administrative costs and the non-recurrent costs of the schools and the managers are required to provide documentary evidence on the utilisation of these funds. What is wrong with this, Mr Speaker, Sir? The authority also pays for the salary of all staff members of private secondary schools.

Now, we are talking of a substantial amount of money earmarked for private aided schools. An amount of Rs5.1 billion was earmarked in last year's budget, and this year, it has reached almost Rs6 billion to cater for the schooling of 45,000 students. Mr Speaker, Sir, there has never been any intention of interfering in the operational processes of private secondary schools. However, to the extent that Government grants are involved, beneficiaries are expected to adhere to and ensure compliance with the mechanism put in place for the disbursement of grant. The grant must be used for the intended purposes.

I reiterate, Mr Speaker, Sir, these measures should not be construed as a means to interfere with the management of schools. What is a pre-requisite is the adherence to best practices as far as public funds are concerned. These are public funds for which the Ministry and the Private Secondary Education Authority are both accountable. Mr Speaker, Sir, we are talking about public funds and let me borrow the words of the hon. Members of the Opposition, we are talking here, Mr Speaker, Sir, of hard earned taxpayers money.

The PSEA will work according to its mandate, following principles of good governance. Mr Speaker, Sir, managers of private secondary schools have been reiterating that the cost of maintenance of schools is high and that they would rather have the state take care of this,

although the Landlord and Tenant Act requires that owners be responsible for maintenance of rented premises. However, Mr Speaker, Sir, following the recurrent demands from managers of the PSS, Government has decided to allow private schools to use grant money for the maintenance of the school premises. The Ministry is finalising the mechanism to be put in place for this item. However, as stated earlier, the pre-requisite will be the adherence to best practices as far as financial matters are concerned. Transparency, good governance and accountability will remain fundamental.

Permettez-moi maintenant, M. le président, d'apporter des éclaircissements concernant la déduction fiscale allant jusqu'à R 60,000 pour ceux dont les enfants sont scolarisés dans les institutions privées payantes. J'étais surprise, M. le président, d'entendre les propos des membres de l'opposition qui trouvèrent à dire que l'État a choisi de promouvoir la prolifération des écoles privées payantes au détriment de l'école publique. Dans quel monde vivons-nous, M. le président ?

Notre gouvernement ne croit pas dans l'école unique. Nous croyons dans la diversité de l'offre au niveau des institutions éducatives et nous avons les collèges d'état, les collèges subventionnés incluant les collèges confessionnels et les collèges privés payants. Cela a toujours été le cas, M. le président, le choix de l'institution éducative pour leur enfant revient aux parents. M. le président, ces enfants fréquentant les écoles payantes sont nos enfants, les enfants de la République. Est-ce qu'ils sont moins méritants que les autres ?

N'ont-ils pas droit à la considération de l'État ? Ils disent que l'État est en train de choisir à mettre de l'argent dans les écoles payantes et n'investir pas dans les écoles publiques. M. le président, je ne reviendrai pas sur les projets éducatifs dans le secteur public, je l'ai déjà fait plus tôt. Mais venir parler de la prolifération des écoles privées payantes est un faux débat. On vient nous dire que nous n'investissons pas dans nos écoles et que nous sommes en train de pousser nos enfants vers les écoles payantes. M. le président, *educational institutions, whether fee-paying or not, are ultimately the nurseries from which we draw our precious human capital. We have and will continue to invest in our children.*

M. le président, ils viennent nous dire quelques fois que nous ne faisons pas assez pour la classe moyenne. Là, nous apportons un soulagement aux parents. Ce n'est qu'une exemption

fiscale. Nous sommes en train de dire aux parents : « vous avez investi dans l'éducation de vos enfants, nous allons vous apporter un soulagement ». Mais, franchement, je ne comprends vraiment pas leur raisonnement.

Nous allons continuer à offrir une panoplie d'opportunités pour que chaque enfant mauricien puisse réaliser son potentiel. L'opposition fait fausse route. Ils diront que nous ne faisons pas assez pour la classe moyenne et quand nous venons avec des mesures pour les soulager, ils trouvent à en redire !

Let me now come to the Extended Programme, Mr Speaker, Sir. In spite of all the good work done in the education sector, some people tend to limit themselves to the performance in EP. The philosophy of the Nine Years of Continuous Basic Education is to provide learning opportunities for all our students so that they can achieve according to their abilities and strengths. It aims at ensuring inclusive, equitable quality education and lifelong opportunities for all. We want to guarantee that all students get the basic education for the development of knowledge, skills and competencies that prepare them for a successful life, Mr Speaker, Sir.

Ils n'ont rien compris. Ils sont toujours fixés sur un certificat. Nous, nous parlons d'*attainment*. Nous avons compris, on a suivi ces enfants, on a fait une évaluation et c'est la première fois que cela se fait. Nous faisons une évaluation et nous prenons les mesures correctives. Nous pensons qu'il est inacceptable qu'on ne donne pas l'opportunité à ces enfants. On ne peut pas pousser un enfant à l'âge de 10 ans, suite à un échec au primaire, à suivre une voie différente et à lui enlever le droit à une éducation de base comme tout autre enfant. C'est leur droit, M. le président. Nous les avons suivis. Nous avons fait une évaluation et même s'ils n'arrivent pas à avoir un certificat de NCE, ils ont quand même développé les compétences de vie. C'est la première fois qu'ils sont suivis et *monitored*. Et, dans l'ancien système, M. le président, *no evaluation was done. No evaluation was conducted to determine the effectiveness of the programme whereas in the present case, we have studied their performance, we have noted weaknesses in the system, and we have come up with corrective measures.*

Auparavant, il n'y avait pas de données, M. le président. No data at all. We, here, based on evidence, the MES has introduced a new mode of assessment, including a school-based component on top of the written exams. This will allow us to gauge the knowledge, skills and

competencies acquired by the students in lower secondary schooling. They will be awarded a NCE-EP Assessment Certificate. They will thus either join Grade 10 or the MITD for NC3 or join the Bright Up Programme.

M. le président, de ce côté de la Chambre, le mot-clé reste l'accompagnement de chaque enfant selon ses aptitudes et ses capacités. On ne peut dire à un enfant qu'il est destiné à suivre une voie différente et qu'il n'a pas droit comme les autres à une éducation de base. Bien au contraire, je maintiens que nous créons des opportunités pour tout un chacun et que chacun a droit à une seconde chance. Je crois, M. le président, en leur potentiel et je suis persuadée que c'est de notre devoir de leur offrir l'opportunité de compléter ce cycle d'éducation de base de 9 ans comme tous les autres enfants.

Mr Speaker, Sir, Government introduced the full payment of SC/HSC fees for all our students in 2017. Remember that this facility was withdrawn by the Labour Government. This year, as I have stated earlier, we are providing additional funds to allow for the payment of SC and HSC fees for students who wish to enlist for a second attempt.

Mr Speaker, Sir, on a beaucoup entendu parler des trois et des cinq *credits*. Nous voulons, M. le président, demander aux jeunes de faire l'effort nécessaire pour réussir. Pour avoir une éducation de base solide, pour être capable de mener un *lifelong learning*. Et, pour les élèves qui ont moins de cinq *credits* et qui souhaitent reprendre le SC, ce gouvernement leur donne cette opportunité en finançant le *second attempt*. Nous voulons donner à chaque enfant sa chance, M. le président. Je dois faire ressortir qu'un enfant ayant eu quatre *credits* l'année d'avant avait pris la forme 5 une nouvelle fois, a obtenu ses cinq *credits* et finalement a pu avoir une bourse du HSC Pro. Cela démontre que quand on fait l'effort, on réussit, M. le président.

Si je vais citer toutes les autres mesures, M. le président, cela me prendra beaucoup de temps. Permettez-moi d'en parler que de certaines –

- Le *Child Allowance* de R 2 500 pour les enfants jusqu'à l'âge de 3 ans. Un soutien énorme pour les parents afin d'assurer un bon démarrage dès la petite enfance.

- Le *School Allowance* aux enfants de 3 à 10 ans pour apporter un soutien additionnel aux parents pour qu'ils puissent mieux subvenir aux besoins de leur enfant, encore une fois, un soulagement.

M. le président, je dois remercier le ministre des Finances qui n'est pas resté insensible à la requête de mon ministère pour une hausse dans les allocations aux boursiers de l'État.

Mr Speaker, Sir, I will not take the time of the House to elaborate exhaustively on the review of our education schemes. But suffice it to say that this budget provides for –

- An increase in the living allowance for Mauritian students who are beneficiaries of scholarship schemes by 50 percent;
- A fully funded scholarship, at par with others, for the HSC Professional Scholarship holders;
- An annual living allowance of Rs100,000 for beneficiaries of the Scholarship to Children from Vulnerable Families.

Mr Speaker, Sir, these are the scaffolds; the scaffolds that this Government is providing to our brightest students so that they excel without having to bear the burden of financial stress.

M. le président, a lot has been said about brain drain. We all agree that we have an ageing population, a declining population and there is a need to retain our brains. Budgetary measures have been taken to incentivise Mauritian diaspora to return to their homeland and contribute to our economic growth. However, we also know that we are encouraging foreign students to remain in Mauritius after their studies and work for the country. We are hoping for a brain gain through these students and other talents wishing to contribute to the development of our country.

Mr Speaker, Sir, the Free Tertiary Education Scheme, launched in 2019, has truly transformed our educational landscape. This initiative, championed by the hon. Prime Minister, has allowed all eligible students to obtain a first degree in public higher education institutions. To date, 41,678 students have benefited from this scheme and Rs2.9 billion have been disbursed. The ongoing budgetary support underscores our commitment to equitable access to higher

education. We are not just funding; we are also encouraging our public higher education institutions to enhance efficiency and embrace internationalisation. I am glad to announce that Mauritius is now a provisional member of the Washington Accord, which allows the recognition of our engineering degrees and will enhance the international mobility of Mauritian engineers.

Mr Speaker, Sir, Government is now moving forward with the provision of a free monthly data package to all citizens aged 18 to 25 years, and this initiative will directly impact approximately 80,000 young people, providing them with an internet-driven gateway to knowledge, innovation, and critical personal and professional development resources.

Mr Speaker, Sir, our educational hub is now taking shape. Mauritius currently hosts around 3,000 international students and we are hoping to boost up this number. Continuous international strategic partnership is being forged. Our public higher education institutions have strengthened global collaboration with prestigious universities. There is a clear and visible mutualisation of benefits, brain circulation and brain gain, collaborative research, as well as academic exchanges. The Higher Education Commission has created the National Credit Value and Transfer System, which now serves as a bridge between universities and crucially between the TVET and higher education. This vital connection enables all students to aspire to complete their academic journey with a university degree through various educational pathways. This includes elements of recognition of prior learning, the recognition of micro-credentials, highlighting the stackable nature of such learning.

Mr Speaker, Sir, the establishment of numerous pathways is precisely one of the transformations that we have brought to the system. Today, the options exist for students to go to university education or join the world of technical education or even enter the world of work. The demand for skills has taken a quantum leap today. Globalisation, an ageing workforce, skills shortages and mismatch, shrinking birth rates, evolving aspirations of youth and technological shifts call for a new era in skills development and upliftment.

Education systems across the world have revamped their skills ecosystem, putting more emphasis on Technical and Vocational Education and Training to cater for higher productivity and competitiveness. The same applies for us in Mauritius since we aim at driving the country to its next phase of development towards a high-income status.

We are now guaranteeing through the creation of pathways that wherever learners are to be found, whether in secondary school, in vocational or technical or higher education institutions, early, middle, or late career, opportunities will exist for them to take the next step towards an inclusive future.

Mr Speaker, Sir, Polytechnics Mauritius is today a success story. Students entering Polytechnics Mauritius manage to get employment before they leave the institution. This is where we are heading. Mr Speaker, Sir, I could not agree more that ‘Tomorrow is Ours’. Indeed, it is ours to shape.

Nous croyons en l’avenir de ce pays, nous voyons une île Maurice forte, résiliente, capable de satisfaire les aspirations de tout un chacun, que ce soit les enfants, les jeunes, les adultes, ou encore, nos aînés.

C’est même très remarquable que chacun se retrouve dans ce budget. On n’a qu’à voir le sourire sur le visage de nos citoyens. Ce budget, M. le président, permet la réalisation des aspirations de tout un chacun. Admettons-le, M. le président, il fait bon de vivre à Maurice.

M. le président, nous misons sur le bien-être de nos citoyens et, à travers ce budget, et d’autres que nous certainement présenterons dans le prochain mandat, nous mettons tout en place pour nous assurer la croissance de l’économie et l’amélioration de la qualité de vie dans une République moderne et prospère.

Demain, M. le président, est à nous. Merci pour votre attention.

Mr Speaker: I now call the hon. DPM Obeegadoo!

(12.13 p.m.)

The Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism (Mr S. Obeegadoo): Merci, M. le président.

M. le président, chers collègues, mesdames et messieurs les députés, je ne voudrais pas m’attarder sur le fait que, comme à l’accoutumée, les sièges de l’opposition parlementaire restent

vides. Ma collègue, la ministre de l'Éducation qui m'a précédée, a déjà formulé les remarques, mais je veux tout simplement insister sur la gravité de la chose.

Cette attitude continue à saper les fondements mêmes de notre démocratie. Parce que, M. le président, adoptons pour un instant une vision cauchemardesque : imaginons que le Parti travailliste se retrouve au gouvernement après les prochaines élections - cauchemar - et que l'opposition adopte la même attitude, et que, cinq ans plus tard, il y a un changement de gouvernement et que l'opposition adopte la même attitude. Notre démocratie parlementaire pourrait-elle y survivre ? Évidemment que non ! Et cette attitude courtermiste, hystérique du Parti travailliste, et à laquelle s'associe de manière tout à fait honteuse depuis peu le MMM, est grave pour la démocratie et je n'ai cessé de le répéter. Mais, évidemment, les médias dits indépendants, les commentateurs soi-disant indépendants n'y verront pas de mal. Bon, passons.

M. le président, c'est le dernier budget de la présente mandature. C'est sans doute le dernier débat de politique générale au sein de l'hémicycle. C'est donc l'occasion de faire le bilan de quatre ans et demi de ce gouvernement. Et de prime abord, il faut noter le fait que de ces quatre ans et demi, deux ans ont été vécus sous l'impact du Covid et les deux années suivantes ont été caractérisées par l'effort de récupérer, de revenir au niveau où nous étions avant le Covid. Rappelez-vous, nous avons pour la première fois de notre histoire atteint le seuil des pays à hauts revenus. Donc, c'est un mandat où, bien malgré nous, nous avons été placés dans une posture défensive. Résister, démontrer de la résilience face au Covid, tenir le coup pour pouvoir rebondir, c'est l'essentiel de ces quatre dernières années. Et c'est pour cela qu'on le dit et qu'on le répète : jamais un ministre des Finances, depuis l'indépendance de notre pays, n'a eu à faire face à un tel défi, face à l'inconnu du Covid. Et jamais un gouvernement, malgré la crise économique, les dépréciations à succession à la fin des années 70 et 80, n'a connu une telle récession économique et n'a dû faire face à de tels problèmes que ce que nous avons vécu ces dernières années.

En période de crise, les dépenses publiques sont à risque. Quand j'ai été des années de cela cadre de l'Unesco, on parlait de la nécessité de - permettez-moi l'expression anglaise - *the ring-fencing of public spending*. En temps de crise où il faut tailler dans le budget, comment protéger les investissements essentiels en matière de santé publique, d'éducation, de logements, de la

sécurité sociale. Sir Anerood Jugnauth nous avait donné l'exemple au début des années 80 en refusant, en rejetant les recommandations du FMI à l'époque qui étaient de couper dans le budget de la sécurité sociale et de reculer par rapport à l'éducation gratuite, et ce gouvernement, et je n'en suis pas peu fier, a fait de même. Alors que la Nouvelle-Zélande de la Premier ministre Ardern, tant saluée sur le plan international, mettait fin au programme de construction de logements sociaux, nous avons, envers et contre tout, maintenu le cap, et je n'en suis pas peu fier.

D'ailleurs, je voudrais, ici, rappeler - c'est toujours utile - les commentaires auxquels nous avons eu droit pour notre gestion du Covid sous la direction de notre Premier ministre. En octobre 2020, l'OMS écrit –

“Mauritius is among the few countries in the world which has been able to contain COVID-19.”

En avril 2021, je cite le *World Bank Macro Poverty Outlook* d'avril 2021 qui parle de, “*a successful roll out of vaccines*” –

“Mauritius delivered a successful health response to the global COVID-19 pandemic through hard lockdowns, quarantine measures and a comprehensive vaccination programme.”

Et qui va plus loin pour dire –

“Mauritius responded to the COVID-19 shock with one of the largest support packages in the world as a share of GDP.”

En 2022, *Article IV Report, July 2022 of the IMF* –

“The public health impact of the pandemic was well managed, including by a remarkable vaccination campaign covering over 90 percent of the eligible population by May 2022. On- and off-budget support measures, amounting to 28 percent of GDP, helped cushion the economic impact of the pandemic (...)”

Et dernière citation, *World Bank Mauritius Systematic Country Diagnostic* de janvier 2022 –

“A plethora of measures were implemented by the government, Bank of Mauritius, and parastatals to support the private sector in coping with the effects of COVID-19. While not all these measures can be easily costed, the big-ticket items alone add up to approximately 32 percent of GDP, making Mauritius’ COVID-response package one of the most comprehensive in the world.”

Bravo à notre Premier ministre et à notre ministre des Finances ! Je cite ici l’OMS, le FMI, la Banque mondiale dont l’indépendance ne pourrait être contestée par qui que ce soit, y compris de l’opposition.

Donc, malgré toutes ces difficultés, ces deux années du Covid, ces deux années consacrées à récupérer du Covid, notre convalescence, dirais-je, nous avons accompli une remarquable œuvre de progrès économique et social, indéniable.

Le Premier ministre a joué son rôle, dirigeant, coordonnant l’action gouvernementale. Le ministre des Finances a été exemplaire et je voudrais aussi saluer la solidarité, l’unité au sein de l’Alliance Morisien qui a tenu bon, et au contraire, à travers une action coordonnée et solidaire, a donné des résultats qu’il fallait.

M. le président, je voudrais rappeler qu’en 2019, lorsque mon parti fait le choix de se joindre à cette alliance tout comme le MPM de mon collègue Alan Ganoo, nous prenions un pari sur l’avenir. Nous avons considéré l’œuvre sociale accomplie entre 2014 et 2019, je ne reviendrais pas dans les détails, mais nous savons tous les pas en avant historiques avec le salaire minimum, la portabilité des pensions, la hausse dans les pensions de vieillesse et ainsi de suite. Donc, nous avons pris un pari sur l’avenir et je suis heureux aujourd’hui, quatre ans et demi plus tard, de constater que nous avons raison, car nous avons poursuivi et nous sommes allés encore plus loin dans l’œuvre d’accomplir en matière de progrès économique et social d’avant 2019.

Des années de cela, au MMM, le parti auquel comme mon collègue Alan Ganoo, j’ai consacré l’essentiel de ma vie politique, nous définissions les principes du militantisme. Le premier étant l’unité, le combat sans relâche, sans compromis contre toute forme de racisme et de communalisme et le deuxième principe et ces principes étaient un peu notre boussole politique et ils le sont toujours. Le deuxième principe était le développement mais un

développement dans la justice sociale. Donc, je me suis posé la question – quatre ans et demi au gouvernement, y a-t-il eu développement malgré le confinement ?

Aujourd'hui, nous avons fait la preuve de notre résilience et tous les principaux indicateurs économiques sont au vert et j'en veux pour preuve le dernier rapport du FMI qui passe en revue et je ne vais pas répéter ce que d'autres ont dit avant moi: la croissance, l'inflation, le chômage, le déficit du compte courant, la dette publique etc. mais je pense qu'il est important de faire la comparaison historique et je vais prendre deux exemples.

L'inflation : le précédent régime, celui qui a gouverné notre pays de 2005 à 2014, a connu une situation beaucoup plus confortable, une grande stabilité de 2005 à 2008 et après 2008, il y a eu l'impact déflationniste de la crise financière et malgré cela, l'inflation cumulative ; *cumulative headline inflation* a connu une moyenne de 70 % entre 2005 et 2014, alors que dans notre cas, depuis 2015 à 2024, *cumulative headline inflation* tournerait autour de 45 et 46 % Expliquez-moi cela. Alors que j'entendais le député Paul Béranger nous dire que la priorité des priorités, c'est l'inflation. Comment on compare notre bilan à celui du Parti travailliste qui aujourd'hui ose nous montrer du doigt ?

Deuxième exemple : le chômage. Pendant 10 ans, de 2005 à 2014, la moyenne du taux de chômage tournait autour de 8 %. Dans notre cas, de 2015 à 2024, malgré le Covid, malgré la guerre en Ukraine, malgré tout ce qui s'est passé avec ces bouleversements mondiaux que n'a jamais connus le Parti travailliste au gouvernement, la moyenne du taux de chômage pour toute cette période a été de 6,7 % et aujourd'hui, le FMI salue le fait que le chômage est au plus bas depuis 27 ans, M. le président. Le chômage des jeunes, le plus difficile, ayant été réduit de 25 à 17 %. Donc, d'une perspective historique, cela, les absents du jour n'ont pas le droit de nous montrer le doigt et c'est peut-être pour cela qu'ils ne sont pas présents aujourd'hui, pour ne pas écouter ces vérités indéniables, pour reprendre les paroles du député Xavier-Luc Duval.

Au-delà de ce fameux rapport de la banque du FMI, c'est le dernier rapport international qui est éloquent. Il parle de, je vais me permettre de citer brièvement –

“The economy has rebounded strongly from the pandemic.”

C'est le message clé: *"The economy has rebounded strongly from the pandemic"*. Et comment cela s'est-il réalisé ? D'abord la croissance sectorielle *beyond tourism, social housing construction and financial services* et tous les titres de ce rapport –

- *Fiscal imbalances;*
- *Narrowed public debt;*
- *Declined monetary policy stands accommodative;*
- *External current account deficit sharpened narrowly;*
- *Financial sector risks contained;*
- *Bank of Mauritius (BOM) adequate range of micro prudential tools to manage systemic risks;*
- *Exposure of banking sector;*
- *Declining headline inflation projected to ease.*

Et ainsi de suite.

Ce rapport qui a fait l'objet de débats vigoureux, même si, et c'est tout à fait normal, le rapport souligne d'une part la nécessité d'évoluer à partir des mesures non-conventionnelles exceptionnelles prises pendant le Covid et attire notre attention sur les défis fondamentaux qui restent les nôtres : le vieillissement de la population, la soutenabilité des dépenses en faveur des inactifs par rapport au vieillissement de la population, les mesures à prendre face aux changements climatiques, ainsi de suite. Ce rapport est un rapport globalement très positif qui vient dire que nous avons eu une gestion réussie du Covid, que nous avons réussi la récupération à partir du Covid et que *the outlook is positive*.

Pour citer le rapport, les indicateurs économiques sont au vert, le chemin est dressé pour continuer à progresser sur le plan économique et social parce que le rapport vient nous dire –

"Inequality and other social indicators have improved, reflecting robust growth and public sector programmes. The authorities have been focused on reaching high income country

status while fostering inclusive growth by protecting households impacted by the rising cost of living since 2022 broadening social benefits to the most vulnerable.”

Eloquent ! Cela vient du FMI et nous n’aurons cessé de le répéter. Je ne suis pas peu fier que les deux ministères dont j’ai la charge, le ministère du Tourisme et celui du Logement, responsable de la construction des logements sociaux, ont joué un rôle-clé. D’ailleurs, les économistes attribuent la moitié du facteur de valeur ajoutée à notre accroissement de croissance ; l’accélération de la croissance au tourisme. Et je voudrais rappeler que c’était le secteur le plus menacé par la Covid. Nous l’oublions très vite, mais pendant un an et demi, nos frontières ont été fermées. Le nombre de touristes arrivant à Maurice passe d’environ 1,380 millions de touristes en 2019 à 180 000 touristes en 2021 ; nous étions à genoux.

N’était-ce pas pour l’intervention de l’État, cela aurait été la fin du tourisme à Maurice. Nous l’oublions trop vite. Cette contribution de l’État à travers les différents moyens utilisés – le *MIC* qui est venu soutenir par des injections de capitaux les industries, les hôteliers, mais pas seulement pour faire face à leur endettement, l’exemption du paiement des *bonds* et des permis, le *Wage Assistance Scheme* qui compta pour plus de R 10 milliards des dépenses, presque la moitié du total, dont bénéficièrent 51 000 employés et le *Self-Employed Assistance Scheme* R 338 millions bénéficiant à 4000 personnes.

Aujourd’hui, M. le président, les revenus par touristes comparés au pré-Covid ont augmenté de 46 %. Les revenus du tourisme sont passés de R 63 milliards en 2019 à R 86 milliards aujourd’hui – une augmentation de 45 %. En terme réel, même en tenant compte de la dépréciation de la roupie, de l’effet inflationniste dont ne cesse de parler l’opposition – en terme réel, le revenu par tourisme et le revenu total issu du tourisme ont augmenté. Évidemment que Maurice n’est ni les Maldives ni les Seychelles ; tout nous sépare de ces pays, tant par la structure économique, les caractéristiques naturelles, la politique de développement. Comparons ce qui est comparable.

Aujourd’hui, ce qui est vrai, c’est que le tourisme a rebondi et les chiffres des arrivées touristiques pour janvier à mai nous démontrent que nous avons déjà dépassé le niveau de 2019. Aujourd’hui, en termes d’arrivées des touristes, depuis le début de l’année, nous faisons mieux. Nous avons récupéré et nous avançons au-delà en termes d’arrivées touristiques. Mais les défis

demeurent importants, les défis de la connectivité, du nombre de compagnies aériennes desservant notre pays, des ports d'embarquement, des sièges disponibles – évidemment, ce sont des défis auxquels nous sommes confrontés.

Nos marchés font très bien : les marchés français, les marchés britanniques sont en croissance. Les investissements sont en hausse avec 19 nouveaux projets hôteliers recensés par EDB avec des investissements de R 21 milliards prévus pour l'année financière, le nombre des chambres d'hôtels ayant augmenté de 21 600 à 22 000 en 2023. Il y a des défis – défis des ressources humaines, de la qualité de l'environnement, certes, mais comme pour l'économie nationale, les indicateurs sont au vert et nous progressons très rapidement.

Il y a eu des développements – dois-je rappeler que malgré la Covid, nous continuons à progresser. Notre PIB par tête d'habitant nous plaçait à la 82^e position en l'an 2000, en 2015 nous avions très peu progressé – nous étions 84^e. En 2022, au lendemain de la Covid, nous étions déjà 75^e et je n'ai aucun doute que le prochain classement démontrera le progrès de notre pays.

Un autre exemple, l'index de développement humain – 78^e en l'an 2000. Malgré la Covid en 2022, nous sommes à 72^e, et là aussi, je n'ai aucun doute que la prochaine publication de cet index démontrera les progrès réalisés et déjà en termes du combat contre la pauvreté. Ce que nous faisons est salué par la Banque mondiale. Donc, il y a eu une gestion efficace de l'économie malgré les défis, il y a eu un effort de développement qui est répertorié par les organisations internationales.

Mais ce développement a-t-il été accompagné d'un approfondissement de la justice sociale ? Question capitale pour le militant que je suis, parce qu'à quoi servirait une bonne gestion économique, à quoi servirait une croissance accélérée, un développement qui ne s'accompagne pas de justice sociale ? D'abord, je rappellerai ce que nous disait l'économiste français Jacques Généreux : c'est que la seule finalité légitime de l'économie est la qualité de vie des hommes et des femmes, à commencer par celle des plus démunis. Ce message correspond à la philosophie économique de notre ministre des Finances. Notre ministre des Finances qui, de par son action, a réhabilité le rôle central des dépenses publiques et de la volonté politique – du volontarisme – dans la construction du développement économique.

Son approche correspond aux nouvelles théories de la croissance, celle de la croissance partagée qui nous rappelle la loi du partage efficient, c'est le dada de notre ministre Dr. Kishen Padayachy. La loi du partage efficient selon laquelle il existe un effet positif et significatif de l'égalité et de la distribution des revenus sur le taux de croissance à long terme. C'est la philosophie économique qui anime notre ministre et le gouvernement. En se faisant, nous avons redéfini, je dirais, le contrat social qui sous-tend notre État providence et notre société.

Vous me permettez, quand je dis contrat sociale – *forgive me for lapsing into English, Mr Speaker, Sir, I am talking of what is to be provided to everybody and by whom.*

C'est que, Minouche Shafik, the President of Columbia University, the erstwhile Director of the London School of Economics, translates as 'what we owe each other', in her recent book by the same name, where she calls upon us to heed the bellwether that a new social contract is needed based on three broad principles –

- First, everyone should be guaranteed the minimum required to live a decent life, which includes, of course, basic healthcare, education, benefits associated with work, and a pension that protects against poverty.
- Second, everyone should be expected to contribute as much as they can and be given the maximum opportunities to do so, with training throughout life, and public support for childcare so women can work, etc.
- Third, the provision of minimum protection around some risks, such as sickness, unemployment and old age is better shared by society rather than asking individual families or employers to carry them.

C'est la philosophie qui aujourd'hui fait débat et c'est la philosophie qui nous anime. En regardant et en constatant ce budget, j'en reviens au principe fondateur de l'État providence – le fameux « *from cradle to grave* » du rapport Beveridge de 1942 que citait je crois mon collègue, le ministre Dr. Husnoo, la semaine dernière, qui se traduit : la solidarité sociale du berceau au tombeau. Et en considérant ce que nous faisons, je n'aurais pas le temps probablement de passer en revue tout ce que ce budget prévoit, mais bon ! Allons-y rapidement.

Les allocations de maternité, avant-même la naissance de l'enfant – les nouvelles allocations, les prestations qui viennent d'être introduites pour les femmes enceintes, the

Maternity Allowance, à partir du sixième/septième mois de la grossesse, les prestations sixième ou septième mois qui vont se poursuivre et qui sont liées avec les examens médicaux que doivent subir les femmes enceintes.

Toutes les prestations pour soutenir l'enfance : 0-3 ans, maintenant 3 à 10 ans – R 2000 selon le cas ou R 2500. L'aide à l'enfance de manière générale, maladie grave, cancer, prise en charge de tous les frais médicaux, même à l'étranger par l'État. Les enfants handicapés, 5000 enfants bénéficiant de prestations additionnelles qui viennent s'ajouter au préscolaire gratuit désormais, au primaire gratuit, à l'éducation et l'enseignement de deuxième degré – l'éducation secondaire, comme nous disons, gratuite qui va se poursuivre jusqu'à l'âge adulte avec l'enseignement supérieur public gratuit et la formation professionnelle gratuite et les frais d'examen pour les redoublants désormais pris en charge par l'État. Et puis, à l'âge adulte, une prestation ; un geste ; d'un don de l'État arrivé à 18 ans.

Les frais d'internet, au travail – le revenu minimal, d'abord le salaire minimum, le revenu minimum, les allocations pour le chômage, les aides, *social aid* se poursuivant jusqu'à la fin de la vie active, les pensions pour les personnes âgées, mais aussi les veuves, les orphelins, les handicapés qui ne cessent d'augmenter et finalement à la mort aussi – *le Funeral Grant* pour les plus vulnérables, et ce n'est qu'effleurer quelques exemples. From *cradle to grave* : l'essentiel de l'État providence, cet approfondissement de l'État providence, ce développement dans l'injustice sociale dont parle le MMM depuis 1969, nous le faisons, nous le réalisons aujourd'hui au gouvernement, M. le président, et c'est pour cela que je ne cesse de répéter que pour les militants, les adhérents du MMM, le peuple de gauche comme on l'appelle, il y a un choix autre que le Parti travailliste du Dr. Navin Ramgoolam. Ce choix, c'est d'être avec nous pour poursuivre l'œuvre de développement économique et social de notre pays.

Et les travaillistes en Angleterre parlent de politique *for the many and not for the few*, et c'est précisément ce que fait ce gouvernement : aller vers les plus pauvres, les plus vulnérables sont le plus grand nombre. Savez-vous, M. le président, que les bénéficiaires de la CSG aujourd'hui, ce sont plus de 320, 000 individus parce que la CSG ne bénéficie pas uniquement, comme on peut le croire, à ceux qui gagnent moins de R 20 000. Le budget l'explique. Nous avons des allocations allant jusqu'à R 1500 par mois pour ceux touchant jusqu'à R 50 000. Les bénéficiaires de la pension, c'est 310 000 individus, les bénéficiaires du revenu minimum, c'est

110 000 personnes, le salaire minimum concerne 85 000 personnes, les allocations pour l'enfance 0 à 3, 3 à 10 ans, c'est 116 000 enfants et je pourrais aussi vous parler des 12 000 mères qui vont bénéficier de l'allocation de maternité, les 5000 enfants handicapés et ainsi de suite et face à cela que nous dit l'opposition ? *Money illusion!*

Donc l'argument principal aujourd'hui, c'est que tout cela ne vaut rien parce que, comme le disait M. le député Bérenger, suivant cela ces nouveaux alliés travaillistes « ce qu'on vous offre d'une main, on le reprend de l'autre ».

M. le président, il existe *Statistics Mauritius* qui calcule l'inflation à partir de ce qu'on appelle '*a basket of goods*', c'est-à-dire, un panier dont la composition reflète la consommation, le poids des différents items dans la consommation courante des ménages. Ce panier n'a pas été contesté dans la composition depuis belle lurette ; même pas par l'opposition. Ces chiffres quant à l'inflation sont recalculés par le FMI et la Banque mondiale, et c'est quoi la vérité ? C'est que le taux d'inflation cumulative de 2014 à ce jour – je prends en considération les derniers chiffres de l'inflation – monte à 45-46 %. Ce qui veut dire que la pension de R 3600 de 2014, s'il fallait tenir compte uniquement de l'inflation, aurait dû être aujourd'hui au niveau de R 5100 mais la pension est passée à R 14000. Elle va passer à R14000, pratiquement à quatre fois plus que ce l'était en 2014. Même en tenant compte de l'effet de la dépréciation et de l'inflation. Donc, en terme réel, la pension a augmenté de 2,8 près de trois fois en termes de valeur réelle.

Donc, comment parler de *money illusion* ? Aujourd'hui, certains médias prennent n'importe quel prix d'un article ou de deux articles pour comparer, mais nous avons toujours les économistes qui se basent sur les chiffres de l'inflation : le CPI – le *Consumer Price Index*. Et encore une de ces – comment disait le député Xavier-Luc Duval – vérités indéniables, *undeniable truths* que porte n'importe quel effort de démagogie que l'on ne pourrait effacer.

Ce gouvernement, tout en réalisant, en acceptant, en reconnaissant le vrai problème de la vie chère, le vrai problème du pouvoir d'achat qui est un phénomène mondial et notre inflation à Maurice est essentiellement une inflation importée. Ce gouvernement a fait le choix de donner plus à ceux qui ont moins, et c'est la seule façon de les aider à faire face à la vie chère et aux difficultés de la vie de tous les jours.

M. le président, j'ai parlé de l'inflation cumulative ; une autre mesure, c'est le coefficient de Gini. *The Gini coefficient*, c'est la mesure d'inégalité de revenu au sein d'une

société reconnue de tous les gens sérieux, pas des démagogues de l'opposition. J'ai été revoir, comme je le fais chaque année, tous les chiffres disponibles depuis 1975 quand le coefficient de Gini est calculé pour la première fois par maintenant, ça s'appelle *Statistics Mauritius*. Avant, cette même institution était connue d'un autre nom et cela nous révèle que le pic. Le moment où notre société était la plus inégalitaire, c'était en 1980-1981, la première récession économique après l'indépendance et le deuxième pic était en 2012. Aucun commentaire quant à qui était au gouvernement à ces différents moments : 1980-1981 et 2012 ; mais en 2023, malgré le Covid, malgré la guerre en Ukraine, malgré la plus grave récession économique de notre histoire, le coefficient de Gini est au plus bas et ces chiffres sont ceux de 2023 et ne tiennent pas compte de ce que nous avons fait dans ce budget qui va certainement, et le FMI le dit, continuer à rabaisser le niveau du coefficient de Gini à cause de l'accroissement des transferts sociaux annoncés par le gouvernement.

Troisième preuve, M. le président, j'ai parlé de l'inflation cumulative, j'ai parlé du coefficient de Gini. Un autre instrument très important, un autre document très important rendu public, c'est le *Household Budget Survey*, cette étude de l'État des dépenses, du revenu des ménages qui est effectuée tous les cinq ans selon des critères reconnus internationalement et qui sont repris d'ailleurs. C'est la base même des calculs sur la pauvreté qu'effectue la Banque mondiale.

Cinq points sur lesquels je voulais passer rapidement. Le poids des transferts sociaux (*Transfer Income*), c'est-à-dire les pensions, les prestations sociales, ce qui passe aux familles et aux ménages sans qu'ils aient à rembourser quoi que ce soit. Le poids dans le revenu d'un ménage passe de 19 % en 2017 à 25 % en 2023. Donc, aujourd'hui, ce qu'une famille moyenne gagne en termes de transferts sociaux pèse beaucoup plus lourd dans le revenu d'un ménage. Résultat, c'est que l'*average household disposable income*, le revenu dont dispose un ménage en moyenne, passe de R 36 800 en 2017 à R 55 600 en 2023, un accroissement de 22 %. Le *median household disposable income* parce que peut-être me diriez-vous : la moyenne, ça ne compte pour rien. Allons diviser la population mauricienne en deux ; allons prendre la famille qui se trouve juste entre les deux, son revenu *household disposable income* passe de R 23 000 en 2017 à R 45 000 en 2023.

Avez-vous besoin d'une autre preuve ? Le pourcentage de ménages gagnant moins de R 10 000 par mois est passé de 8,4 % en 2017. Oui, en 2017, il y avait encore plus de 8 % des ménages à Maurice gagnant moins de R 10, 000 par mois, aujourd'hui ils en sont à 0.7 %. Et dernier chiffre, le pourcentage de ménages au sein de la population gagnant plus de R 40 000 par mois est passé de 31 % en 2017 à 57 % en 2023. Ce sont des preuves tangibles, concrètes, incontestables de ce que nous avons fait en termes de justice sociale, de répartitions plus égales du revenu économique au sein de notre société et dans notre pays, M. le président. Vérité indéniable et je mets au défi qui que ce soit de venir contester ces chiffres que nous venons de citer.

M. le président, le bilan du logement, mon collègue le ministre de la Santé a fait, de manière tout à fait éloquente l'autre jour, le bilan de son ministère du secteur de la santé qui n'a pas fini de m'impressionner, je ne reviendrai pas dessus. Tout à l'heure, ma collègue a parlé de nos efforts en matière d'éducation pour défendre le droit à l'éducation qui est un principe fondamental. Ce gouvernement cherche aussi à affirmer le droit au logement dans les faits.

Et là aussi, une perspective historique est très importante : le gouvernement ayant construit le plus de maisons en un mandat jusqu'à présent aura été le gouvernement qui était en place de 1991 à 1995. Celui mené par Sir Anerood Jugnauth avec celui à qui je rends régulièrement hommage Jayen Cuttaree qui va créer la NHDC, ce gouvernement-là a construit 3 900 maisons en presque 5 ans, de 1991 à 1995. C'est le plus qu'on ait construit en 5 ans et le plus bas, c'est de 2011 à 2014, suivez mon regard, 500 maisons – j'arrondis à la centaine près, 500 maisons.

En fait, de 2005 à 2014, ils ont construit un peu plus, entre 2005 et 2010, au total sur 10 ans, ils construisirent 2 500 maisons, 1991-1995, c'était 3 900 et notre bilan fin 2019, le début de ce mandat à juin 2024, nous en sommes à 2 700 et à la fin du mois, parce que nous livrerons les maisons de La Valette la semaine prochaine, nous serons à 2 900 maisons. En quatre ans et demi, sans même que la première maison de la NSLD ait été livrée, nous aurons livré à la fin du mois 2 900 maisons en quatre ans et demi, comparé à 2 500 sur les 10 ans du régime travailliste de 2005 à 2014.

Sans même que nous ayons livré la première maison de la *NSLD*. Mais la *NSLD* aujourd'hui, c'est 37 chantiers de construction et le 38^e à Riambel va s'ouvrir dans un mois ou deux. Auquel il faudrait ajouter encore 5 chantiers de la *NHDC*. Donc, nous avons plus d'une quarantaine de chantiers de construction de maisons, de logements sociaux à travers l'île Maurice, sur l'île Maurice seulement. Ce qui fait que d'ici la fin de notre mandat, la fin de novembre, nous prévoyons de livrer encore 3 600, c'est-à-dire que le total sur le mandat va aller au-delà des 6 000 pour tourner autour des 6 500 maisons livrées d'ici la fin du mandat.

Sans précédent historiquement. Même 1991-95, ce sont 3900 maisons. Les maisons de la *NSLD*, nous allons commencer à les livrer d'ici deux mois et les chantiers qui sont prêts pour la livraison commencent à faire queue : Olivia, Grand Bel Air ainsi de suite, je ne veux pas faire la liste ici sinon le Premier ministre n'aura pas le temps de parler aujourd'hui. Je vais donc me limiter à cela pour dire que l'une des preuves les plus éloquentes de notre engagement social, c'est le logement social.

Et toutes les critiques de l'opposition, Monsieur Uteem viendra dire qu'on paye trop les gens à la tête de la *NSLD*. Quel est le bilan du Parti travailliste ? Viendra-t-on nous dire qu'il aurait mieux fallu ne pas construire 12 000 maisons pour payer moins ceux qui sont à tête, c'est ça l'argument ? Et s'ils auraient pu mieux faire eux, pourquoi ne l'ont-ils pas fait auparavant ? Monsieur, je ne sais plus, Dr. Boolell qui viendra nous parler de retard dans la livraison de ces logements, ben voilà, je vous ai donné les chiffres. Quant au député Osman Mahomed, il s'est permis l'autre jour de revenir dire qu'il avait eu maldonne. Maldonne dans les allocations des contrats et je vais une fois de plus le mettre au défi de répéter cela en public parce qu'il n'ose pas le faire.

(Interruptions)

C'est ce qui se dit, c'est ce qui se dit. La vérité sera révélée en temps et lieu.

En tout cas, M. le président, permettez-moi de rappeler brièvement qu'aujourd'hui nous nous focalisons sur ceux qui gagnent moins. Ce sont les ménages ne gagnant pas plus de R 30 000 par mois qui auront la priorité dans l'allocation des maisons de la *NSLD* et l'État prend à sa charge deux tiers des frais de construction de maisons, c'est sans précédent, même auparavant ce n'était jamais le cas, 67 % du coût d'une maison est aux frais de l'État. Une estimation de R 2,7

millions par unité, par appartement, celui qui en fait l'acquisition paiera R 900 000 et ces R 2,7 millions ne comptabilisent même pas les autres frais additionnels, off site expenditure, les connexions au tout-à-l'égout, etc., les routes qui doivent être agrandies, tous les autres investissements sociaux de l'État.

Et, dernier mot, rénovation NHDC 2019 à ce jour, R 586 millions. *Roof Slab Grant*, R 435 millions bénéficiant 5 500 familles et nous avons tout changé. Aujourd'hui, alors qu'en 2014 pour le *Roof Slab Grant*, on pouvait obtenir au maximum R 65 000, aujourd'hui on offre jusqu'à R 130 000. Donc, dans le domaine du logement, il y a tant qui a été fait et nous aurons l'occasion de revenir là-dessus.

M. le président, je n'ai pas d'hésitation à parler de ce budget comme étant un budget militant, un budget de gauche. D'autres ont dit budget socialiste ou progressiste. C'est un budget qui fait le choix de soutenir, de se solidariser avec les démunis, les plus vulnérables, les plus pauvres ; ceux qui ont le plus besoin de l'État providence et de l'aide de l'État.

Nous avons et continuons à observer tous ces grands principes dont je vous parlais. De l'unité, aujourd'hui, l'hôpital public dessert tout le monde. L'éducation, c'est pour tout le monde. Il n'y a pas de considération de race, de communauté, de circonscription, de couleur politique, tout le monde y a droit à condition de satisfaire les éléments d'éligibilité en termes de vulnérabilité. La démocratie, elle est toujours aussi vivante à Maurice. Si l'opposition n'est pas là, ce n'est pas que nous soyons dans un pays où il n'y a pas d'opposition. C'est qu'elle fait le choix de ne pas être là. Les journaux opèrent en toute liberté. Les gens donnent leur opinion, disent leur avis. La démocratie, elle, est aussi vivante, sinon plus vivante aujourd'hui qu'elle l'était en 2014 ou en 2019. Le combat contre la fraude et la corruption, la création de la *Financial Crimes Commission* a été saluée sur le plan international comme témoignant d'un effort accru de répondre aux exigences de ce combat.

Dans le combat contre les drogues illicites, le Premier ministre rappelle régulièrement combien des recommandations de la Commission sur la drogue ont été traduites en pratique. Mais aussi, la défense de l'intégrité territoriale, nous ne faiblissons pas dans nos revendications concernant les Chagos. L'écologie, mon collègue, le ministre de l'Environnement, a parlé longuement de ce que nous faisons en termes de la transition écologique. La cause féministe,

aujourd'hui la prime à l'emploi, dont a parlé avant moi Madame Dookun-Luchoomun, *addressing the gender disparity on the labour market*. Je pourrai citer les chiffres, le ministre des Finances l'a fait pour démontrer le progrès réalisé depuis l'introduction de la Prime à l'emploi face à un des problèmes les plus intraitables, les plus difficiles auxquels ont fait face tous les gouvernements – comment encourager une meilleure participation féminine sur le marché du travail ? Donc, tous ces principes sont scrupuleusement respectés dans l'action gouvernementale.

Je ne voudrais pas être beaucoup plus long, M. le président. Je voudrais rappeler qu'en 2000-2005, nous avons fait du beau travail au gouvernement. Mon collègue, le Premier ministre, y était d'ailleurs comme Premier ministre adjoint à la fin de cette mandature-là. Mes collègues, Alan Ganoo, Joe Lesjongard, Leela Devi Dookun-Luchoomun parmi d'autres y étaient. Et pourtant, cette alliance s'était fait battre à cause d'une campagne basée sur la haine, une campagne que je n'hésiterai pas à qualifier de raciste, une campagne de mensonge face au MSM-MMM. Et, c'est pourquoi aujourd'hui, en voyant comment le MMM se rabaisse pour s'agenouiller devant le Parti travailliste et le suivre dans tous ses...

An hon. Member: Shame!

The Deputy Prime Minister: ... comportements tout à fait ignobles, c'est une véritable alliance de la haine, de la haine contre ce gouvernement et en particulier notre Premier ministre ; une alliance de la honte entre deux partis qui n'ont jamais pu travailler ensemble, une alliance qui n'a que pour seul objectif de faire tomber le gouvernement.

Mais cette fois, cela ne passera pas. Cela ne passera pas parce que, d'une part, le bilan du Parti travailliste est connu. Un bilan catastrophique de 2005 à 2014 que nous allons remettre devant le peuple. Et le bilan du MMM, lui qui n'en a pas puisqu'il n'est jamais au gouvernement et quand il est aux affaires, il ne reste pas longtemps. Par rapport à quoi, nous avons un bilan ; un bilan élogieux dont je viens de donner quelques exemples et que nous allons faire fort de présenter à la population. Mais pas seulement un bilan, mais aussi une vision ; une vision basée sur les principes fondamentaux que sont la poursuite du développement économique tant que la justice sociale. En consolidant l'unité de notre population, la méritocratie, l'égalité de chance pour tous, en préservant et en enrichissant notre démocratie et en poursuivant un combat sans

relâche contre la fraude, la corruption et les drogues illicites. Je n'ai, comme mes prédécesseurs, aucun doute que le moment venu, la population mauricienne fera le bon choix.

Je voudrais saluer notre ministre des Finances pour sa constance dans les choix à la fois idéologiques et pragmatiques qu'il a faits à travers ces cinq budgets qu'il nous a présentés. Je voudrais aussi saluer une fois de plus le leadership du Premier ministre qui nous a permis à tous les différents ministres de travailler en toute liberté pour mettre en œuvre le programme gouvernemental, mais en nous soutenant et en coordonnant de manière ô combien efficace l'action gouvernementale. Je souhaiterais saluer aussi tous les alliés au sein de l'alliance gouvernementale – le MSM, le MPM, le ML, pour ce travail remarquable, pour avoir pu conjuguer nos efforts dans la mise en pratique de notre programme.

Je suis très sincèrement fier du bilan de l'action gouvernementale. Nous sommes à présent prêts à le présenter à la population. Le moment viendra, la fin du mandat approche, de présenter ce bilan, de présenter notre vision de l'avenir ayant pu faire la preuve que l'on peut allier dans l'effort de développement gestion économique responsable, action économique efficace et d'acter le principe de solidarité sociale pour une transformation socialiste et la transition écologique de notre société. Pour moi, le travail continue jusqu'à la fin du mandat. Ce budget nous en a donné les moyens et la lutte pour une île Maurice plus juste se poursuit jour après jour avec l'Alliance Morisien et je suis confiant que nous allons au-delà de ce budget vers une grande victoire.

Je vous remercie, M. le président.

Mr Speaker: Hon. Members, I suspend the Sitting for one hour and a half.

At 1.11 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 2.48 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

Mr Speaker: Please be seated! Hon. Prime Minister, please.

The Prime Minister: M. le président, permettez-moi d'abord d'exprimer toute ma tristesse d'avoir appris hier après-midi le décès de Dev Manraj, que nous tous dans cette Chambre avons connu et côtoyé.

Secrétaire financier jusqu'à ces derniers jours, il a servi sous différents gouvernements avec dévouement et assiduité. J'ai eu l'occasion de bénéficier de ses services et conseils quand j'ai été ministre des Finances et aussi depuis que j'assume les fonctions de Premier ministre. Et pas plus tard que le 1^{er} juin dernier, il était à mes côtés avec le ministre des Finances pour finaliser le Budget 2024-2025.

Un fin intellectuel, un professionnel hors-pair, Dev Manraj était un visionnaire, un homme de confiance, et je dois dire, un parfait gentleman. Il aura tout donné à sa patrie en termes de temps, d'idées et ses loyaux services.

C'est un moment, ou je dois dire, le jour même de la grande lecture de mon collègue, le ministre des Finances, où tout d'un coup il est tombé malade et sa situation s'est détériorée rapidement. Donc, c'est un monument qui nous a quittés et son départ laissera sans aucun doute un vide qui sera très difficile à combler. La nation en tout cas perd un serviteur respecté. Et je me permets, au nom de tous ceux présents dans cette Chambre, de présenter à sa famille et à ses proches, nos sincères condoléances et sympathies.

M. le président, c'est avec un sentiment de devoir dûment accompli que je m'adresse à la Chambre lors de ces débats sur le Budget 2024-2025. Cinq ans de cela quand le peuple confiait à *l'Alliance Morisien* la destinée du pays suite au bon travail abattu durant le mandat du gouvernement de *l'Alliance Lepep*, nous avons pris des engagements envers la population, des engagements à développer le pays davantage et bâtir une société plus juste, durable et inclusive. La confiance et la détermination étaient de mise, car nous avions, à partir de décembre 2014, remis l'économie sur des bases solides et ramené le sourire sur les lèvres de nos compatriotes après neuf ans de règne catastrophique du Parti travailliste.

Alors que ce gouvernement se préparait à mettre en œuvre son programme gouvernemental, survenait la pandémie de Covid-19 qui allait paralyser le pays, mettre l'économie à genoux, bouleverser les priorités et la vie de nos citoyens. Mais, nous n'avons jamais abdiqué. Nous avons assumé nos responsabilités avec courage et détermination. Nous avons sauvé des vies, des entreprises et des emplois, alors que l'opposition parlementaire et extra-parlementaire agissait en pyromanes et prophètes de malheur. Ils voulaient voir des cadavres par centaines ; ils souhaitaient des pertes d'emplois par milliers ; ils voulaient que les

entreprises ferment leurs portes. En somme, ils tablaient sur un scénario apocalyptique pour faire un coup d'état politique.

Mais, M. le président, mon gouvernement a prouvé que ces oiseaux de malheur avaient tort. On a géré la situation tellement bien que l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale nous ont félicité. Pas besoin de répéter ce que le *Deputy Prime Minister* a dit lors de son discours avec maintes citations de ces rapports, que ce soit du Fonds Monétaire International, de la Banque mondiale ou de l'Organisation mondiale de la santé car nos promptes initiatives et décisions ont permis de renverser la vapeur. Aujourd'hui, l'économie a retrouvé son dynamisme et sa robustesse en dépit du fait qu'on a vécu une crise sanitaire et économique sans précédent, sans oublier les séquelles de la guerre en Ukraine et des conflits au Moyen Orient. Le Fond Monétaire Internationale, donc, a reconnu dans son dernier rapport que la performance économique de Maurice est mieux en 2024 qu'avant la pandémie, grâce à nos décisions. Aujourd'hui, nous sommes fiers en tant que peuple d'avoir fait preuve d'une solidarité et d'une résilience exemplaires pour se relever de la Covid-19 et rebondir avec confiance.

Le fait demeure, M. le président, que mon gouvernement a réussi haut la main son pari de relancer l'économie et de poursuivre sa politique visant à moderniser le pays et à améliorer le pouvoir d'achat et la qualité de vie de la population. Nous avons réussi parce que nous avons agi avec humanisme et n'avons jamais laissé qui que ce soit au bord de la route.

En dépit de tout ce qu'on a dû subir, nous avons présenté le dernier budget de notre présent mandat la tête haute vis-à-vis du pays et de nos concitoyens. Nous avons respecté nos engagements envers la nation et, dans bien des cas, on est allé au-delà de nos promesses, comme pour les pensions de base. C'est pour cela que j'ai dit au début de mon intervention que j'ai le sentiment de devoir dûment accompli.

M. le président, le Budget 2024-2025 épouse la philosophie socio-économique qui met le peuple au centre de l'action gouvernementale. Cela est en ligne avec la philosophie socialiste de mon gouvernement et bien sûr de mon parti qui a toujours mis l'économie au service du peuple.

C'est pourquoi nous disons fièrement que ce dernier budget de notre mandat est un budget pour le peuple comme l'ont été tous les budgets que moi-même et l'honorable Padayachy avons

présentés. Nous avons toujours soutenu la population dans les moments difficiles et récompensé l'effort de nos compatriotes quand il y a embellie économique.

Le Budget 2024-2025 a également le mérite d'adresser les défis économiques du moment, liés au changement climatique en particulier, et trace la voie en vue d'un développement encore plus résilient, durable et inclusif.

M. le président, l'histoire retiendra les grandes avancées sociales sous ce présent gouvernement. Premièrement, avec ce budget, un enfant est pris en charge par le gouvernement depuis sa conception jusqu'au moment où il atteint l'âge d'adulte et effectue ses études tertiaires.

En effet, après six premiers suivis médicaux au début de la grossesse, la maman de l'enfant à naître touchera une allocation de R 3 000. Une *Maternity Allowance* de R 2 000 sera ensuite versée pendant neuf mois à partir de la 28^e semaine de grossesse. Cela s'ajoutera au *Child Allowance* de R 2 500 par mois depuis la naissance jusqu'au moment où l'enfant atteint l'âge de trois ans. À partir de trois ans, un *School Allowance* de R 2 000 par mois sera payé jusqu'à l'âge de 10 ans. Pour mieux s'occuper des nouveau-nés, les congés de maternité passent à 16 semaines. Les pères pourront désormais se prévaloir de congés de paternité d'un mois.

Sans oublier que l'éducation pré-primaire, secondaire et tertiaire est gratuite dans les institutions publiques ou accréditées. Les frais des examens du SC et de la HSC seront subventionnés pour tous les étudiants et en deux occasions pour ceux ou celles qui ne réussissent pas la première fois. À 18 ans, une allocation spéciale de R 20 000 sera versée à ce jeune pour qu'il puisse aborder sa vie d'adulte avec confiance.

Dans les cas où un enfant ou un jeune de moins de 25 ans est atteint de cancer, les frais de soins à Maurice ou à l'étranger seront totalement pris en charge par le gouvernement. De même, pour les autres maladies graves, le gouvernement couvrira la totalité du coût de traitement à l'étranger pour les jeunes âgés jusqu'à 25 ans.

Tout cela est sans précédent, M. le président. Le peuple, les parents, les jeunes sauront apprécier. C'est leurs réactions positives au budget qui compte pour nous, pas la démagogie de l'opposition.

Deuxièmement, l'augmentation du Revenu Minimum Garanti à R 20 000 témoigne de la considération continue que mon gouvernement accorde aux travailleurs au bas de l'échelle. Désormais, aucun travailleur à plein temps ne touchera moins de R 20 000 par mois. Nous soutiendrons en même temps les familles avec des revenus mensuels inférieurs à R 20 000 en leur versant une *Equal Chance Allowance* de R 2 000. L'augmentation des différentes allocations CSG est aussi la preuve de notre compassion envers les travailleurs qui produisent la richesse nationale.

Troisièmement, l'augmentation de la pension de vieillesse à R 14 000 par mois à partir du 1^{er} juillet 2024 témoigne, encore une fois, de notre considération et reconnaissance envers nos aînés qui ont tant contribué pour bâtir la nation que nous sommes aujourd'hui. Il faut rappeler que la pension de vieillesse de base se chiffrait à seulement R 3 623 en 2014 avant que le peuple nous confie la gestion du pays. Nous avons donc augmenté cette pension de R 10 377, soit de 286,4 %. Jamais dans l'histoire de notre pays on a eu de telle augmentation.

M. le président, je dois dire que le temps maintenant a montré à la population que nous sommes allés au-delà de notre promesse de porter la pension de vieillesse de base à R 13 500. Les augmentations touchent aussi les autres bénéficiaires des pensions de base, notamment les veuves, orphelins et invalides.

Sans oublier que nos aînés âgés de 65 à 74 ans toucheront R 15 000 par mois ; ceux âgés de 75 ans jusqu'à 89 ans percevront R 16 500 par mois. Ceux âgés entre 90 et 99 ans toucheront R 24 210 par mois et les centenaires percevront R 29 210 par mois.

L'année prochaine, à partir de janvier, avec bien sûr la bénédiction de nos aînés et du peuple, nous augmenterons la pension de vieillesse de base à R 15 000 par mois. Les pensions pour les catégories 65 ans à 74 ans, 75 ans à 89 ans et 90 ans à 99 ans augmenteront à R 16 000, R 17 500 et R 25 210, respectivement. Les centenaires toucheront alors R 30 210 par mois. Les Mauriciens savent, comme j'ai l'habitude de dire, « parole donnée, c'est parole sacrée ».

Le Budget 2024-2025 fait aussi provision pour qu'un individu puisse déduire R 30 000 de sa déclaration d'impôt pour l'emploi d'une personne chargée de s'occuper de ses parents ou de ses grands-parents. Jamais aucun gouvernement auparavant n'a fait autant pour nos aînés. C'est un fait indéniable et nous en sommes très fiers.

Il faut aussi souligner que l'opposition PTr-MMM trouvait en 2014 qu'elle ne pouvait pas payer plus pour la pension de vieillesse. L'opposition PTr-MMM disait que la proposition de l'*Alliance Lepep* d'augmenter la pension de vieillesse à R 5 000 nécessiterait une hausse de 50 % de la TVA. On a prouvé que cette opposition faisait de la fausse propagande car, après notre victoire aux élections, la pension de vieillesse a bel et bien été augmentée comme annoncé, sans aucune hausse de la TVA.

Après les élections de 2019, cette même opposition est allée jusqu'à qualifier la hausse de la pension de vieillesse à R 9 000 de *bribe* électorale. Elle a porté l'affaire en Cour et même est allée jusqu'au *Privy Council* mais a été justement déboutée par ces Cours de justice. Voilà le traitement que l'opposition PTr-MMM a infligé aux personnes du troisième âge. Gare à la malédiction qui les attend au tournant !

Quatrièmement, M. le président, le Budget 2024-2025 favorise le recrutement des femmes avec un 'Prime à l'Emploi' de R 15 000 par mois. Les jeunes âgés de 18 à 25 ans bénéficieront d'un forfait d'internet mobile gratuit et auront accès à des emprunts sans intérêts de la Banque de Développement pour l'acquisition de matériels informatiques. De plus, nous augmentons les primes pour récompenser nos meilleurs athlètes qui font honneur au pays aux Jeux Olympiques et Paralympiques. Nous continuons à doter les villes et les villages d'infrastructures sportives pour favoriser l'épanouissement de nos jeunes.

En outre, M. le président, le Budget 2024-2025 répond aux attentes de chaque secteur socio-économique : les planteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les propriétaires de taxis, les entrepreneurs et j'en passe. Leurs commentaires d'appréciation d'ailleurs en témoignent.

Nous augmentons les subsides sur le riz, la farine, le gaz ménager à presque R 5 milliards. La bonbonne de gaz ménager de 12 kilos se vend désormais à R 190 alors qu'elle aurait dû se vendre à R 560. Sans ces subsides, le riz aurait coûté R 35 le kilo au lieu de R 10.80. Nous maintenons également le prix du pain maison à R 2.60 l'unité.

D'autre part, M. le président, nous démontrons, une nouvelle fois, notre considération pour les organisations religieuses et socio-culturelles qui jouent un rôle important à promouvoir les valeurs religieuses, culturelles et linguistiques pour plus d'épanouissement, de cohésion et d'harmonie intercommunautaire dans notre société arc-en-ciel. C'est donc en reconnaissance du travail formidable qu'elles abattent que nous augmenterons leurs subsides à R 200 millions contre seulement R 74 millions en 2014. Et là, nous sommes en train de travailler pour pouvoir

accorder également des facilités pour que nos compatriotes de différentes communautés puissent effectuer des pèlerinages religieux.

M. le président, si l'opposition parlementaire trouve que ce budget est décevant, elle ne sait pas à quel point elle se ridiculise et se discrédite.

Les réactions objectives et sincères dans les rues constituent un véritable désaveu pour l'opposition, pour ne pas dire une claque magistrale.

C'est un budget qui donne satisfaction à l'ensemble de la population et inspire confiance dans l'avenir.

L'opposition parle de budget électoraliste qui fait « la bouche doux ». Si c'est un budget électoraliste, alors tous nos budgets ont été électoralistes, car nous n'avons jamais cessé de soutenir la population, de protéger son pouvoir d'achat et d'améliorer sa qualité de vie.

Contrairement à eux, surtout le Parti travailliste, nous agissons avec humanisme. Nous avons fait de l'autonomisation de nos compatriotes et de l'avancement de la nation notre mantra quotidien. Pour nous, la priorité a toujours été le peuple. Eux, les travaillistes au pouvoir, se plaisaient à torturer le peuple – comme on disait à l'époque '*percer met sek*' – avec l'introduction de nouvelles taxes, la *National Residential Property Tax*. Savez-vous comment les gens appelaient cette taxe ? *Navin Ramgoolam Property Tax* !

La taxe sur les dépôts de nos compatriotes en banque et ils ont le culot – je ne vais pas répéter ce qui a été dit – l'honorable Dr. Gungapersad ! Je ne voulais pas citer son nom pour ne pas lui donner de l'importance mais allez voir – je ne sais pas en quelle année il est entré au Parti travailliste – allez voir ce que le Parti travailliste a fait dans le passé, l'honorable Gungapersad.

La taxe sur les SMS, la taxe sur les produits pétroliers due à leur *hedging* désastreux, la taxe sur les sociétés coopératives au service des planteurs, des éleveurs et des pêcheurs, s'il vous plaît. Pour faire quoi ? Pour donner des jackpots financiers à leurs copains dans les affaires et l'élite corporative.

D'ailleurs, M. le président, la situation qui prévalait avait été dénoncée, pas par nous, mais par un membre influent de leur propre entourage, en l'occurrence l'ancienne vice-présidente de la Commission pour la démocratisation de l'économie mise sur pied sous le gouvernement de l'Alliance dite Sociale. Je parle là de Nita Deerpalsing. Dans une lettre adressée à son Premier ministre, elle avait fustigé l'injustice que subissait la population en ces termes, et je cite –

“Since this government [the Labour government] took office, it has been a one-way street towards the economic elite in terms of handouts.”

Elle dit bien que le gouvernement d’alors ne se souciait guère de la population.

Les Mauriciens, j’en suis sûr, n’ont pas oublié comment un gouvernement travailliste avait mis fin à la distribution de pain dans les écoles. L’honorable Gungapersad, allez voir aussi comment ce gouvernement avait aboli les subsides sur les frais d’examens du SC et de la HSC.

Alors, il y a une grande différence de philosophie entre eux et nous. Si l’opposition PTr-MMM nous accuse injustement de faire « la bouche doux » – par injustement, je veux dire d’une façon démagogique – je dois poser la question : la population peut-elle comprendre que cette opposition PTr-MMM va faire « la bouche amère » si jamais elle arrive au pouvoir ? C’est cela que les Mauriciens mettront dans la balance lors des prochaines élections générales.

L’opposition argumente que le gouvernement augmente les taxes pour financer le budget. Totalement faux ! Ni la TVA, ni l’impôt sur les revenus n’ont augmenté. Au contraire, avec le présent budget, ceux touchant jusqu’à R 30 000 par mois ne paieront aucune taxe et l’année dernière, avec la réforme fiscale effectuée, les contribuables paient moins de taxes. La classe moyenne en bénéficie pleinement. Parler d’augmentation de la taxe encore une fois relève d’une campagne de fausseté. Avec l’accroissement des activités économiques, il est tout à fait normal que les recettes fiscales soient plus importantes.

Concernant les reproches faits au gouvernement par rapport à la dépréciation de la roupie, je note que l’opposition a fait totalement abstraction de la pandémie du Covid-19 qui avait mis notre économie, comme je l’ai dit, à genoux et mis à sec l’entrée de devises dans le pays. C’est ce manque de devises qui l’a provoqué et qui a eu un impact négatif sur la valeur de la roupie. La situation s’améliore certes et la Banque de Maurice en tient compte évidemment. Mais il n’y a pas eu de dépréciation volontaire de la roupie, comme veulent faire croire certains membres de l’opposition, contrairement à ce qu’on avait témoigné durant la période 2006-2009 sous un gouvernement travailliste où la faible croissance économique était dopée par une dépréciation volontaire de notre monnaie. Cela peut être confirmé par les déclarations des économistes, y compris, M. le président, des économistes proches du Parti travailliste, dans les médias. Nombre d’articles et de commentaires avaient été faits à l’époque et on se souviendra surtout de la bagarre entre le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque centrale de l’époque, l’un privilégiant une roupie faible et l’autre, une roupie forte.

Cette dépréciation massive et délibérée de la roupie sous l'ancien gouvernement avait provoqué une cascade d'augmentations de prix. Le peuple souffrait de la perte du pouvoir d'achat mais le gouvernement d'alors – travailliste – ne s'en souciait guère. Au lieu de soutenir la population, savez-vous, M. le président, ce qu'ils avaient fait ? Ils avaient créé un mécanisme bidon pour trafiquer la compensation salariale, pénalisant ainsi cruellement les travailleurs et les familles mauriciennes. Le pouvoir d'achat n'était pas leur problème. Aujourd'hui, ils daignent se présenter en donneurs de leçon !

M. le président, nos réalisations depuis décembre 2014 anéantissent les campagnes mensongères de l'opposition sur la gestion du pays.

En 2019, avant la pandémie de Covid-19, Maurice avait rejoint la ligue des pays à revenu élevé après cinq ans de gestion exemplaire du gouvernement de l'*Alliance Lepep*. Durant et après la pandémie, mon gouvernement a été au chevet de notre économie. Nous avons osé et nous avons réussi à redresser la barre et à enregistrer une reprise robuste, comme l'a si bien dit le Fonds Monétaire International. Nous avons enregistré une croissance économique de 7 % en 2023 et la croissance pour 2024 est estimée à 6,5 %. Le taux d'inflation a baissé à 7 % en 2023 et est estimé à 4,9 % pour cette année.

Par ailleurs, il faut souligner que le taux de chômage a baissé de 9,2 % en 2020 à 6,1 % en 2023, le taux le plus bas depuis 1996. Le *Foreign Direct Investment* qui avait baissé à R 17 milliards en 2020 a atteint R 37 milliards en 2023.

M. le président, contrairement aux fausses affirmations de l'opposition, notamment du député Aumeer, le revenu mensuel moyen des ménages a augmenté de 51 % entre 2017 et 2023 pour atteindre R 55 600 alors que l'inflation cumulative pour la même période se chiffre à 31,7 %. Le revenu minimum va augmenter de R 9 000 en janvier 2018 à R 20 000 le mois prochain, soit une hausse de 122 % contre une inflation cumulative d'environ 33 %.

M. le président, permettez-moi de souligner que depuis décembre 2014, le gouvernement a constamment agi pour protéger et améliorer le pouvoir d'achat. Les revenus additionnels et les économies enregistrées par les familles mauriciennes grâce aux mesures de soutien en témoignent. Quelques chiffres donneront une indication de la portée financière des mesures prises et implémentées par le gouvernement –

- R 117,6 milliards en termes de compensation salariale uniquement ;
- R 108 milliards pour le paiement des pensions de base ;

- R 47,9 milliards pour le *PRB* 2016 et 2021 ;
- R 20,5 milliards en termes de subsides sur le riz, la farine et le gaz ménager ;
- R 12 milliards pour le transport gratuit des personnes âgées et des étudiants ;
- R 11,3 milliards déboursées sous l'allocation CSG ;
- R 2,5 milliards en termes de subsides sur les frais d'examens *SC* et du *HSC*.

Et j'en passe, M. le président.

C'est la raison pour laquelle je rejoins le ministre des Finances pour dire haut et fort que nous avons considérablement amélioré le pouvoir d'achat et le niveau de vie de nos concitoyens.

Eu égard aux critiques de l'opposition concernant le réaligement des salaires dans les secteurs public et privé suite au réajustement du salaire minimum, je confirme les propos du ministre du Travail pour donner l'assurance qu'un exercice est en cours au niveau des institutions concernées et prochainement, le réaligement des salaires sera une réalité.

M. le président, le ministre des Finances est venu, cette année encore, avec des mesures pour propulser chaque secteur économique. Les opérateurs économiques ont d'ailleurs salué ces mesures.

Nous poursuivons avec les investissements pour moderniser les infrastructures et aménités publiques. Dans la même foulée, nous continuons à améliorer le climat des affaires et accélérons le processus, je dois dire, de digitalisation de l'économie et l'utilisation de l'intelligence artificielle. Ce budget vient encore avec une série de mesures ciblées à cet effet.

M. le président, le Budget 2024-2025 va permettre d'accentuer nos initiatives en vue de mitiger les effets néfastes du changement climatique sur notre territoire, notre peuple et l'économie nationale, qui en souffre, d'ailleurs. L'introduction du *Corporate Climate Responsibility (CCR)* nous permettra de mobiliser les moyens pour mieux protéger notre écosystème terrestre et marin et avancer avec confiance sur notre agenda de développement durable. Le défi est certes colossal, mais je suis convaincu, qu'ensemble avec la population, on parviendra à protéger notre environnement et ainsi apporter notre contribution à sauver la planète.

M. le président, en relation aux commentaires de certains membres de l'opposition concernant les courses hippiques et le Champ de Mars, je dois dire et je maintiens que la réforme, basée sur les recommandations de la commission d'enquête présidée par le britannique Richard Parry, était impérative tellement la situation était pourrie. Un ancien président du *Mauritius Turf Club* disait lui-même en 2014 que de multiples mafias opéraient dans le circuit hippique après neuf ans de règne du Parti travailliste. Depuis la réforme, il y a eu des avancées, mais je constate que certaines pratiques controversées subsistent. Les multiples mafias ont certes été mises au pas mais elles résistent et nuisent encore. Nous agissons en conséquence.

Je dois aussi souligner que jamais moi-même ou mon gouvernement n'a voulu écarter le *Mauritius Turf Club* de l'organisation des courses hippiques. Le *MTC* s'est exclu de par ses propres agissements en 2022, par la faute de son ancien président qui voulait que son club privé continue d'opérer comme un État dans un État, faisant du chantage son arme de prédilection. J'ai beaucoup à dire sur ce que moi-même, j'ai vu, j'ai témoigné et je connais. Ce n'est pas cette plateforme aujourd'hui, on va en parler plus tard.

Mais, pour la saison 2022, sa filiale *Mauritius Turf Club Sports & Leisure Ltd (MTCSL)* avait finalement organisé les courses conjointement avec le nouvel organisateur, *People's Turf (PLC)*. Mais, pour les saisons 2023 et 2024, même si la porte était toujours ouverte jusqu'au dernier moment pour le *MTCSL* et ensuite le *MTC Jockey Club Ltd*, ils ont choisi de s'exclure eux-mêmes et j'espère que la nouvelle filiale du *MTC* soumettra son application au moment venu aux autorités concernées pour organiser les courses à l'avenir.

Le message que je veux faire passer aujourd'hui est que tout organisateur des courses, quel qu'il soit, devra respecter les lois et les institutions concernées ainsi que les professionnels au service de ces institutions. Aucun écart ne sera toléré. L'État soutient déjà l'industrie hippique en y injectant presque R 100 millions annuellement en finançant les différentes fonctions de la *Horse Racing Division*. Cela est un précieux acquis pour ce secteur.

M. le président, j'aborderai maintenant les secteurs et dossiers tombant sous ma responsabilité directe en tant que Premier ministre, ministre de la Défense, des affaires intérieures et des communications extérieures, ministre de Rodrigues, des îles éparses et de l'intégrité territoriale.

Mr Speaker, Sir, the safety and security of our citizens are of paramount importance and have always been high on the agenda of my Government. The 2024-2025 Budget provides significant allocations for strengthening our national security infrastructure. Investments in modernising our armed forces, enhancing cybersecurity, and improving intelligence capabilities are crucial in ensuring that our nation remains safe from all forms of threats and challenges.

The Mauritius Police Force has reviewed its strategy to better address the drug scourge, road fatalities and property crimes and come up with new measures to counter emerging threats to public order, trafficking in persons and disaster management.

To this end, the total provision allocated to the Police Force is being increased by more than 15 percent from Rs10.8 billion to Rs12.6 billion.

The Police Force has embarked on the implementation of an Automated Biometric Identification System estimated at around Rs110 million. An amount of Rs40 million has been provided in this budget for that project.

Moreover, to enhance effective maritime surveillance, joint operations, and policing at sea, a larger ship, that is, an offshore patrol vessel will be acquired. The ship will also provide outer island support in Agaléga as well as carrying out patrolling in the waters of the Chagos Archipelago.

A new Coastal Surveillance Radar System will be installed to ensure effective coastal surveillance and monitoring of movements of vessels. This project will be financed through a grant extended by the Government of Japan. Presently, a bidding exercise is being carried out by the Japanese Authorities for the procurement and implementation of the modern radar system.

Furthermore, the construction of the Mauritius Disciplined Forces Academy at Côte d'Or will provide a common training platform for the Police, Prison and Fire & Rescue Services. The project will also include new Police Headquarters. The project is being financed through an Indian Line of Credit.

The fleet of vehicles of the Police Force will be renewed to increase the operational capabilities of the Police Force and to that effect, a sum of Rs140 million has been provided.

It is also envisaged to recruit some 1,000 additional Police Officers, both male and female, during the next financial year to increase the number of front liners and also to be responsive to the growing public demands for Police service.

Mr Speaker, Sir, the sustainable development of Rodrigues has always been high on the agenda of this Government. An amount of Rs6.4 billion is being provided in the forthcoming financial year to modernise the economy of Rodrigues and to further improve the standard of living of its population. It is inclusive of an amount of Rs75 million from the Projects Development Fund for the construction of track roads and Rs40 million from the National Environment and Climate Change Fund for the implementation of several environmental projects on the island.

Government has taken note of the revised and updated ten-year Sustainable and Integrated Development Plan for Rodrigues and other related documents, namely the Tourism Development Plan for Rodrigues, the Physical Development Strategy, the Land Use Plan, and the short term Costed Action Plan for five years. Priority projects have been included in the budget for implementation during the financial year.

In order to address the enduring water shortage in Rodrigues, Rs1 billion is being invested and the Special Purpose Vehicle set up for that purpose, namely the Rodrigues Public Utilities Corporation, has already entered into an agreement with the Mauritius Investment Corporation for a first disbursement of Rs540 million.

Mr Speaker, Sir, the new runway project at Plaine Corail Airport is nearing its implementation phase. Government is in the process of signing a Loan Agreement of USD 184 million with the World Bank after securing a grant of 16 million euros from the European Union.

Government is maintaining the Special Rodrigues Holiday Package until September 2025. 113,246 persons have benefited from the scheme for the period July 2023 to April 2024, representing an amount of Rs78 million.

Additionally, 41,421 persons have benefited from the Subsidy on Airfare from Rodrigues representing an amount of Rs28 million. This scheme is also being renewed until September 2025.

Mr Speaker, Sir, Agaléga's socio-economic development has been ignored for a long time prior to January 2015, with little focus on the needs and expectations of its residents, resulting in them having only the basics for survival. With the construction and operationalisation of the new airstrip and jetty, totally financed by the Government of India, Agaléga is now ready to begin its transformative journey towards a new promising future for the Agalégans and their descendants.

The new airstrip and jetty will play a key role in the protection and safeguard of our vast Exclusive Economic Zone covering an extent of 2.3 million square kilometres.

I wish to seize this opportunity here to again extend my gratitude to the Government of India for its unwavering support in the development of Agaléga and also for the implementation of several other projects in our Republic.

A Masterplan for Agaléga is also being prepared at the level of my Office in consultation with Ministries concerned. The Masterplan will encompass different important elements which will not only bring more sustainable development on the islands but also improve the standard of living of the inhabitants thereat.

Mr Speaker, Sir, with regard to the Chagos Archipelago, it is a matter of regret that the recent talks with the United Kingdom have not yielded results as per our expectations. But that has not deterred us in our resolve to pursue the fight till we are able to complete our decolonisation process and effectively exercise our sovereignty over the islands. We remain committed to implementing a resettlement programme in the Archipelago. And as at now, I will refrain from making further comments on this issue because there is now a general election in the United Kingdom so let us wait, first of all, for the outcome of that general election. And then, of course, I will be making other comments with regard to this issue. But as mentioned in the budget, visits will be organised to the islands to lay the ground work for a proper resettlement, and to that effect, a provision of Rs50 million has been made in the budget.

Mr Speaker, Sir, my Government will pursue with renewed vigour its relentless combat against the drug scourge. I wish to emphasise that the establishment of the High-Level Drugs and HIV Council under my chair, reflects Government's firm commitment to tackling the drug problem in a strategic and holistic manner.

From January 2015 to 30 May 2024 the total street value of drug seized is estimated at around Rs16.4 billion with 25,243 arrests for the same period.

The Commission of Inquiry on drug trafficking made some 390 recommendations, out of which 96% has already been addressed as at date. One of the recommendations was the setting up of the Financial Crimes Commission which brings under one roof the different agencies involved in combatting financial crimes and corruption. Another major milestone achieved through the implementation of these recommendations is the setting up of the Drug Users Administrative Panel to help deal with victims of substance abuse in a holistic way in order to break the cycle of dependence and enable these people to find their way back to society.

A National Campaign against Drugs, namely “*Unis Contre La Droque*” was launched by my Office with the objective to mobilise and create awareness among the population on the dangers and the risks of drug use and to promote the prevention of drug abuse.

The National Drug Secretariat under my Ministry is currently planning the formulation of the forthcoming National Drug Control Master Plan with the collaboration of the United Nations Office on Drugs and Crime.

Mr Speaker, Sir, regarding the new Forensic Science Laboratory, I wish to inform the House that URC Construction Private Limited, an Indian company has been awarded the contract for its construction for the sum of around USD17.6 million. The project is being funded by a Line of Credit and Grant from the Indian Authorities. Works on site have contractually started on 29 November 2023 and are expected to be completed by September 2025.

The Forensic Science Laboratory is also in the process of implementing the Electronic Drug Case management, which will drastically reduce the turnaround time for generating reports of drug cases. A dedicated service for drug analysis has also been introduced, which allows for suspected drug cases to be analysed on a 24/7 basis.

Mr Speaker, Sir, the Department for Continental Shelf, Maritime Zones Administration & Exploration of my Office will pursue and consolidate its activities to securely and sustainably manage our Maritime Zones.

It will also continue to ensure that the Mauritius-Seychelles Joint Management Area is sustainably managed by fostering and undertaking Marine Scientific Research to advance ocean knowledge in the region.

Mauritius has set up a Centralised Ocean Observatory E-Platform. We are going to strengthen and consolidate the Ocean Observatory so that a larger community can benefit from such a facility to access geographical information pertaining to the marine environment.

The collaboration with the University of Stanford has proven to be instrumental in enhancing our capacity to carry out an inventory of the Mauritius Underwater Cultural Heritage (MUCH) and ensure its protection. Again, this Budget has provided funds for the Department to continue its survey of historical shipwrecks and contribute to the protection and promotion of our cultural heritage.

Mr Speaker, Sir, Government has been investing continually to improve the Mauritius Prisons Service.

During the current financial year, 139 Prison Officers have been recruited. Moreover, around 1,000 Prison Officers have been trained in diverse fields, such as Detainee Behaviour Management, Suicide Prevention, Human Rights, Convention Against Torture, Juvenile Management, Case Management, Drug Abuse Offences, and Occupational Health and Safety, among others.

Prison security has been reinforced in all prisons through the use of CCTV Surveillance cameras. Moreover, two Full Body Scanners, costing a total of around Rs10.6 million are operational at the Grand River North West Remand Prison and the Eastern High Security Prison, since 13 December 2023 and 10 January 2024, respectively. Five Parcel Scanners, costing a total of around Rs7.8 million, have been installed, of which three are already operational at the Central Prison at Beau Bassin, the Eastern High Security Prison in Melrose and the Grand River North West Remand Prison. The remaining two Parcel Scanners installed at the Women Prison and New Wing Prison, Beau Bassin would be operational in a month's time.

Mr Speaker, Sir, the National Environment Cleaning Authority which falls under the aegis of my Office, is spearheading the national cleaning agenda through its cleaning and

embellishment programmes with a view to keeping Mauritius green and clean. A commendable work is being done and the difference is visible on our road sides and public spaces.

The National Environment Cleaning Authority has embarked on a national sensitisation programme aiming at raising awareness among the younger generation on the impact of climate change and the importance of a green and clean environment. It is also in the process of implementing the One Million Tree Plantation Programme.

Funds have been provided to the Authority for the cleaning of all primary and secondary roads, motorways and lateral roads in towns and villages, 500 major public sites, 100 highly visited beaches and 500 kilometres of drains and watercourses, especially in high flood prone areas.

Mr Speaker, Sir, the Citizen Support Unit, which I launched a few years ago, has lived up to the expectations of our citizens. Out of 312,000 tickets registered on its portal, 91% have already been resolved.

On this side of the House, we are proud to say that we have walked the talk when it comes to putting our population at the core of development. Indeed, the CSU is facilitating access to public services and keeping the population informed with regard to Government policies and measures. It is also leading the *ANSAM KONT LADROG* campaign where many victims accompanied by their parents and grandparents are coming forward for help. CSU 2.0 will soon be a reality with more facilities and services in the pipeline.

Mr Speaker, Sir, let me now comment on the budgetary measures with respect to the aviation and port sectors. Our seaport and airport are catalysts for economic development. They equally play a critical role in putting us on the global stage. They connect us to the world.

An amount of Rs403.5 million is being provided to the Department of Civil Aviation for the proper discharge of its safety and security oversight responsibilities and obligations in line with the requirements of the International Civil Aviation Organisation. This includes the installation of a new electronic-Aeronautical Information Management System costing around Rs30 million which will improve consistency, integrity and usability of documents, resulting in enhanced safety and provision of real time digital Aeronautical Information Service.

Improvement in passenger service delivery at the Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport remains high on my agenda as it impacts on the image of Mauritius as a tourist destination. Following two site visits which I effected in August and October 2023, a number of observations were made and remedial actions are being taken to provide better services and enhance travellers' experience. In this respect, we shall also fast-track the implementation of the e-gate and e-passport projects.

My Government is equally strongly committed to invest in the modernisation and expansion of the port infrastructure and port operations with a view to improving productivity and transforming the Port Louis Harbour into a major transport logistics and maritime hub connecting Europe, Africa and Asia.

The inauguration of the Port Louis Cruise Terminal Building which necessitated an investment of Rs900 million reflects this commitment. It is expected that the Terminal will help Mauritius to position itself as a world class cruise hub in the region.

Moreover, the Mauritius Ports Authority is currently carrying out a Port Master Plan Study which will pave the way for new port development projects. The final report is expected next month.

With a view to improving port productivity and efficiency, a number of bold measures, enunciated in the Annex to the Budget Speech, will be implemented. These include –

- additional facilities and equipment at the Cargo Handling Corporation Ltd and the use of the Multi-Purpose Terminal for handling small feeder vessels, thereby allowing the Mauritius Container Terminal to accommodate bigger vessels;
- acquisition of 2 big Tugs, 4 small Tugs, 2 Super Post Panamax Cranes, 6 Rubber-Tyred Gantry Cranes, 20 Trucks and 20 Trailers over the next two years by the Mauritius Port Authority (MPA);
- development of the 56 hectares of reclaimed land at Fort William to provide additional space to potential operators;

- introduction of a booking appointment system for truck arrivals in collaboration with Customs and Port stakeholders to enable efficient scheduling and reducing wait times at the gates;
- enhancing coordination between all port stakeholders to facilitate seamless movements of containers between the Mauritius Container Terminal and the Multi-Purpose Terminal, thus reducing transit times and enhancing overall port connectivity;
- implementing digital solutions like automated container tracking systems and online documentation platforms to ensure transparency, reduce paperwork, and improve overall operational efficiency;
- minimising dwell time through the enhancement of yard management to create space capacity, and
- improving Vessel Turn Time by enhancing pilotage services and berthing manoeuvres and by optimising ship scheduling and coordination with vessel operators.

In addition, a feasibility study will be conducted with a view to exploring the possibility of developing a second seaport in the region of Mahebourg or Vieux Grand Port/Bois des Amourettes. An amount of Rs15 million is accordingly being earmarked for this study.

To reinforce security, the Ports Act will be amended to deter vessels from staying idle in the port for a period exceeding 6 months and address illegal parking of vehicles and trailers in the port area.

Mr Speaker, Sir, at the heart of the 2024-2025 Budget lies a profound dedication to social upliftment and economic advancement. We are investing in initiatives that enhance the quality of life for all citizens, ensuring that our nation progresses in a manner that is inclusive, equitable and sustainable. Our vision extends to building a robust and dynamic economy. This budget outlines strategic investments in infrastructure, technology, and innovation, designed to stimulate economic growth and create sustainable employment opportunities. By fostering an environment

conducive to business and entrepreneurship, we aim to create more wealth and ensure our economy is resilient to global challenges.

The hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development deserves our heartfelt congratulations for preparing and presenting such a brilliant budget to the House. Well done Minister!

Our congratulations and thanks also go to the Financial Secretary, Mr Dev Manraj, who passed away after contributing to one of the best Budgets that our Republic witnessed, and, of course, to the dedicated staff of the Ministry of Finance.

M. le président, mon gouvernement aborde la fin de son mandat avec sérénité et confiance, pleinement satisfait de son bilan en dépit des crises successives que se sont dressées sur notre chemin. Je suis plus que jamais pleinement convaincu que nos compatriotes réalisent à quel point nous nous sommes dédiés à travailler dans leur intérêt pour que leur avenir et celui de leurs enfants soient meilleur. Nous avons fait la preuve de notre sérieux et de notre capacité à gérer le pays dans les pires des situations. Je suis également convaincu qu'aucun Mauricien responsable ne souhaiterait se lancer dans une aventure avec des politiciens démagogues de l'opposition qui ne proposent rien de nouveau sinon que des slogans creux, des promesses irréfléchies et un langage haineux. Je fais confiance à mes compatriotes et je sais pouvoir compter sur leur intelligence et sagesse quand ils seront appelés à prendre leur décision lors des prochaines élections générales. Je n'ai aucun doute que notre bilan et notre vision d'avenir ont convaincu et convaincront.

Ensemble, nous vaincrons. Parce que Demain est à Nous !

Merci.

Mr Speaker: Hon. Minister of Finance, your Budget, your time!

(3.55 p.m.)

The Minister of Finance, Economic Planning and Development (Dr. R. Padayachy):
M. le président, pour la cinquième et dernière fois de ce mandat, je me présente devant cette auguste Assemblée pour clôturer les débats qui ont suivi la présentation du Budget 2024-2025.

Au cours des cinq dernières années, la préparation et l'implémentation de budgets successifs à un moment historique pour le monde et pour Maurice, a été une tâche considérable pour le Gouvernement de l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, les institutions publiques et l'ensemble des officiers à qui je tiens à rendre hommage aujourd'hui.

Le premier d'entre eux a été mon Secrétaire Financier. En ce jour, je voudrais rendre hommage à Dev Manraj qui nous a quittés hier soir après avoir consacré sa vie entière à la construction de notre jeune nation. Comme il aimait le souligner, il avait travaillé sous tous les Premiers ministres et tous les ministres des Finances. Il était passionné par son travail, rigoureux et humain, libéral, social et surtout lumineux. Il était parmi les plus grands, pas simplement de par sa taille mais avant tout de par sa loyauté envers notre République.

Pendant 50 ans, il a été de tous les combats pour la population mauricienne. Il a été l'un des piliers de nos institutions et restera, dans notre mémoire nationale, un colosse qui inspire le respect. Un mentor pour beaucoup, il a été pour moi un appui infatigable. Pendant cinq ans, Dev m'a accompagné avec ferveur et engagement. Rendant possible la préparation et l'implémentation de chacun de mes budgets, il a été présent jusqu'à la présentation du budget ce vendredi 7 juin. Lors de notre dernière conversation ce week-end, nous avons parlé du Budget et de ces retombées. Il avait cet éclat dans les yeux qui illuminait son visage et nous tous autour. Aujourd'hui, je lui dis adieu et merci. Je présente mes sympathies à sa famille et à ses proches. Il nous manquera. Il me manquera.

M. le président, au moment de l'investiture de ce Gouvernement, en novembre 2019, nous étions loin de nous douter de ce qui se profilait à l'horizon. Jamais nous n'aurions pu anticiper la responsabilité qui nous serait donnée d'amener notre nation vers de nouveaux sommets, alors que la terre entière s'apprêtait à être confrontée à la pire crise jamais vécue.

La suite de l'histoire, nous la connaissons tous. C'est celle de la Covid-19. Une catastrophe sanitaire qui a anéanti des millions de vies sur terre, détruit d'innombrables familles et mis un terme à des années et des années de progrès continu. Au niveau international, il est estimé que ce sont 3 années d'efforts vers l'éradication de l'extrême pauvreté qui ont été perdues.

L'ampleur de la pandémie, M. le président, ne doit pas être sous-estimée, que ce soit en termes médical mais aussi économique et social. Selon la Banque mondiale, environ 97 millions

de personnes supplémentaires vivent avec moins de 1,90 dollar par jour à cause de la pandémie. Ce à quoi s'ajoutent 163 millions de personnes supplémentaires qui vivent depuis avec moins de 5,50 dollars par jour.

La Covid-19 a ainsi fait tristement passer le taux de pauvreté mondial de 7,8% à 9,1%. Et pourtant, ici à Maurice, nous n'avons jamais fléchi dans notre détermination. Nous n'avons pas renoncé à la promesse que nous avons faite à la population lorsque nous nous sommes rentrés dans l'arène pendant les élections.

Nous avons pris l'engagement d'améliorer la qualité de vie des Mauriciens, de réduire les inégalités et de faire de Maurice un pays plus prospère, plus juste, plus moderne et plus sûr.

M. le président, si le mandat du gouvernement actuel a été marqué par des chocs externes d'une ampleur inimaginable, ce qui est resté constant, c'est notre vision de faire triompher la population. La réussite du Gouvernement, à cette période charnière de la grande histoire, tient dans le pacte de confiance scellée avec la population.

Plus de 90 % de la population éligible a été vaccinée avec succès dans un laps de temps extrêmement limité. C'est grâce aux efforts combinés des différents ministères, des opérateurs privés et de tous les citoyens mauriciens que nous sommes sortis de cette crise plus forts que jamais. Contre vents et marées, accroître notre résilience et notre attractivité a été notre priorité.

M. le président, ce gouvernement a fait le choix stratégique de se tenir aux côtés de sa population et de ses entreprises. Toute ma vie, je me souviendrai de ce moment de bascule, le 20 mars 2020, où j'ai reçu l'appel d'un haut représentant du secteur privé m'annonçant que les salaires du mois ne pourraient pas être versés. Laisser les familles mauriciennes sans salaires à la fin du mois et les entreprises sans *cash-flow* n'était pas une option envisageable pour ce gouvernement. Nous sommes alors intervenus pour éviter que les moyens de subsistance de la population ne tombent à zéro du jour au lendemain. En 48 h à peine, nous avons mis en place le *Wage Assistance Scheme* et le *Self-Employed Assistance Scheme*, qui ont bénéficié à plus de 500 000 personnes.

La Banque de Maurice, grâce aux réserves du pays, a également soutenu nos industries d'importance systémique par le biais de l'incorporation de la MIC. En allouant 32 % de notre PIB

au sauvetage du pays, comme l'indique la Banque mondiale, nous avons ainsi évité les défauts de paiements, les faillites en cascade et une flambée du chômage. Nos efforts continus en faveur de l'intégration et de la résilience économique sont illustrés par le taux de chômage le plus faible depuis 27 ans enregistré l'année dernière. Nous avons adopté une approche centrée sur l'humain qui vise à protéger économiquement les groupes les plus vulnérables. Nous ne voulons pas que les plus démunis soient exclus du système. Nous avons fait le choix de mettre en œuvre des politiques qui favorisent l'inclusion, le progrès, le travail et la production.

M. le président, la présentation d'un budget national n'est pas un exercice en huis-clos, en isolation du monde extérieur. Je discourrai donc aujourd'hui de la direction que nous avons choisie, ici à Maurice, malgré tous les vents contraires de la conjoncture économique internationale. Ce budget est la somme des décisions que ce Gouvernement a prises au cours des 5 dernières années. Ce budget est l'aboutissement d'un travail de fond engagé sous le leadership de notre honorable Premier ministre. Ce budget est la somme de toutes nos actions, dont l'impact est considérablement plus grand que la somme de ses parties.

Alors, avant d'entrer dans le vif du sujet et d'aborder les points soulevés au cours des débats, permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier tous les orateurs pour leurs interventions. Je voudrais en particulier remercier notre Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, pour sa vision humaniste, sa confiance invariable et son soutien indéfectible tout au long du mandat et jusque dans son discours d'aujourd'hui. Nous devons, moi le premier, beaucoup à ce Premier ministre qui a complètement repensé le sens de l'action publique au service de la population. Alliant la grandeur d'esprit et la grandeur de cœur, il a fait du progrès social le bras armé de la croissance économique. Je voudrais également saluer l'ensemble de mes officiers, avec en tête de file, le Secrétaire Financier, Dev Manraj, qui a été un véritable roc à mes côtés durant ces 5 années de travail acharné.

J'en reviens aux débats budgétaires et salue les précieuses contributions de mes collègues ministres, des PPS et des parlementaires de la majorité pour leur engagement sans faille dans l'accomplissement de notre programme et la réalisation de nos objectifs. À tous ceux qui ont permis à notre pays d'avancer dans la bonne direction et de présenter un budget dont nous sommes fiers, je leur dis merci.

M. le président, les contributions de l'autre côté de l'Assemblée ont également été bien prises en compte. À mon regret, il aurait été dans l'intérêt du pays d'entendre des approches plus constructives, à l'exception de certains qui se reconnaîtront. Agiter le chiffon rouge sur l'inflation, la dette et la valeur de la roupie avec beaucoup d'amateurisme, sinon de mauvaise foi, a été leur seul rempart contre cette vague orange qui a produit les résultats escomptés. La plupart des membres de l'opposition se sont malheureusement lamentés de manière itérative sur des termes généraux sans aucune recommandation crédible ou analyse solide. Nous les avons patiemment écoutés, j'ose espérer qu'ils seront au moins capables de faire pareil aujourd'hui.

M. le président, dans la continuité de la philosophie de ce gouvernement, le Budget 2024-2025 est un budget d'union, d'inclusion et d'ambition. Aux antipodes de cette approche humaniste, l'opposition a tiré à boulets rouges, sans aucune retenue ni même honnêteté intellectuelle sur chacune des mesures en faveur de la population. Comme s'ils avaient fait mieux quand ils étaient au pouvoir. Ils avaient épousé les idées et les fondamentaux de l'ultralibéralisme et de l'antisocial avec une violence ultime contre les travailleurs, mauriciens ou étrangers, contre les plus âgés, contre les plus démunis, contre les plus vulnérables, contre les orphelins, contre les invalides, contre les sans voix.

Oui, M. le président, ils avaient mis les travailleurs à genoux et ont inexorablement enrichi les puissants, sans une once de cœur ni de valeurs. Ils se sont érigés fièrement en défenseurs du darwinisme économique, fondé sur une soi-disant sélection naturelle entre ceux qui réussissent et ceux qui échouent. Ils ont fait leur, les paroles du funeste discours de Bruges de Thatcher qui déclarait qu'entre les individus et la nation, il n'existe rien, en proclamant fièrement : « *Je ne sais pas ce que c'est que la société* ». Le déni de la société. Voilà ce qu'est le Parti travailliste.

M. le président, permettez-moi de rafraîchir la mémoire des honorables membres de l'opposition sur l'héritage qu'ils ont légué à la population après le départ du pouvoir en 2014. Savez-vous que la dette publique dont ils ne ratent pas une occasion de faire mention avait pourtant augmenté de 84 % durant leur mandat ? Oui, M. le président, vous avez bien entendu, 84 % ! Et qu'ont-ils fait de cette dette ? Pensez-vous que cette dette a été contractée pour améliorer le quotidien des Mauriciens ?

Certainement pas ! La preuve en est avec leur bilan. Lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir en 2005, le taux d'épargne, *savings rate* était de 22,6 %. À la fin de leur mandat en 2014, ce taux avait chuté à 13,8 %, signe que les Mauriciens s'étaient appauvris. Le taux d'investissement est passé de 21,5% du PIB en 2005 à 18,5% du PIB en 2014, signe que les entreprises avaient perdu confiance. Le taux de chômage s'élevait à 7,8 % en 2014 et le chômage des jeunes à 25,4 %, signe que le manque d'opportunités d'emploi pour les Mauriciens les a poussés à quitter le pays. Le fameux *brain drain* dont ils sont à l'origine. Les réserves officielles en devises étrangères n'étaient que de 3 milliards de dollars, soit une maigre couverture d'import de 6 mois, signe de la faillite de leur gestion économique et monétaire.

M. le président, c'est ici même, dans cette auguste Assemblée, qu'on nous a taxés de favoriser la consommation. Saviez-vous que la croissance travailliste était une croissance portée presque uniquement par la consommation ? En 2014, la consommation représentait 87,3 % du PIB. Et que dire de leur fameuse politique de roupie surévaluée ? Sinon qu'elle n'a fait qu'accroître l'inflation. L'on se souvient qu'en 1980, alors que le dollar était à 7.60 roupies, l'inflation était, tenez-vous bien, de 42 % ! La roupie artificiellement forte n'a nullement permis de contenir l'inflation, car elle provoque un déséquilibre économique. Car, à ma connaissance, seule une poignée de Mauriciens déjà fortunés possède un intérêt personnel pour une roupie surévaluée. Ce sont ceux qui pensent en dollars américains ou livre sterling plutôt qu'en roupies mauriciennes. Ce sont ceux qui pensent en dollars américains ou livre sterling plutôt qu'en roupies mauriciennes. Je vous le concède, ils sont aussi peu nombreux qu'égoïstes. Ce diktat de la roupie artificiellement forte a pourtant été mis en joue à de maintes reprises.

Je le répète, une roupie surévaluée n'a de sens que pour *les happy few* qui achètent des Rolls Royce en Angleterre. Ce n'est rien d'autre qu'une politique économique et monétaire ultra-libérale, inégalitaire et déséquilibrée. Beaucoup de rapports, à commencer par ceux du FMI, ont indiqué que la surévaluation de la roupie était un risque pour l'économie mauricienne. Et ils avaient raison car c'est bien cette politique économique et monétaire qui a apporté l'inflation.

Oui, M. le président, l'inflation n'a jamais été aussi élevée que sous les travaillistes et les arguments qu'ils ont avancés sont la raison même pour laquelle ils ont été laissés dans l'opposition pendant une décennie. Incohérents, inconsistants et démagogues. Permettez-moi de

faire un voyage dans le passé et de rappeler à tous ce qu'ils ont fait. Montrons ce qu'ils nous ont légué après 10 ans de pouvoir –

- Le pain maison, qui était à 1,35 roupies en 2005, avait doublé pour atteindre 2,70 roupies en 2014.
- La farine, qui était à 5,50 roupies par kg en 2005, avait augmenté de plus de 113 % pour atteindre 11,70 roupies par kg en 2014.
- Le gaz, dont le prix était de 214 roupies pour la bonbonne de 12 kg en 2005, avait augmenté de plus de 54 % pour atteindre 330 roupies en 2014.
- Le lait en poudre, dont le prix était de 100 roupies par kg en 2005, avait augmenté de plus de 108 % pour atteindre 210 roupies en 2014.
- Les lentilles, dont le prix était de 12,70 roupies en 2005, avaient augmenté de plus de 106 % pour atteindre 26,10 roupies en 2014.
- Le riz ration, qui coûtait 7 roupies par kilo, avait augmenté de 54 % pour atteindre 10,80 roupies en 2014.
- Les *dry-noodles* dont le prix était de 4,40 roupies en 2005, avaient augmenté de 67 % sous le régime travailliste pour atteindre 7,32 roupies en 2014.
- Le bœuf congelé, qui était à 124 roupies par kg en 2005, avait augmenté de plus de 93% pour atteindre 240 roupies en 2014.
- Le mouton congelé, qui était à 151 roupies par kg en 2005, avait doublé pour atteindre 307 roupies en 2014.
- Le poulet congelé, dont le prix était de 67 roupies par kg en 2005, avait plus que doublé pour atteindre 142 roupies en 2014.
- Le bœuf frais, j'en ai plein, dont le prix était de 183 roupies par kg en 2005, avait augmenté de 107 % pour atteindre 379 roupies en 2014.
- Le poisson congelé, qui était de 75 roupies par kg, poisson La Perle en 2005, avait augmenté de plus de 129 % pour atteindre 172 roupies en 2014.

- Le poisson salé, le snoek, avait augmenté de 88 %, passant de 146 roupies en 2005 à 276 roupies en 2014.
- Les sardines, dont le prix était de 15 roupies en 2005, avaient augmenté de 66 % pour atteindre 25 roupies en 2014.
- Le thon, qui était à 14,5 roupies en 2005, avait augmenté de plus de 210 % pour atteindre 44,9 roupies en 2014.
- L'huile de cuisson, qui coûtait 30,8 roupies par litre en 2005, avait augmenté de plus de 66 % pour atteindre 51,3 roupies en 2014.
- Les petits pois, dont le prix était de 15,05 roupies en 2005, avaient augmenté de plus de 125 % pour atteindre 33,85 roupies.
- Le prix du sel est passé de 10,43 roupies pour un demi-kilo en 2005 à 15,4 roupies pour un demi-kilo en 2014, soit une augmentation de 47 %.
- Le prix du fromage était de 39 roupies à l'époque. En 2005, il avait augmenté de plus de 76 % pour atteindre 68,9 roupies en 2014.
- Le prix du sucre, alors là, nous qui fabriquons le sucre, a été passé de 5,08 roupies par kg en 2005 à 30,20 roupies par kg en 2014, soit une augmentation de plus de 494 %.
- Le prix de l'essence, M. le président, qui était de 25 roupies à leur arrivée au pouvoir en 2005, avait doublé pour atteindre 49,50 roupies en 2014.
- Le prix du diesel, qui était de 17,25 roupies en 2005, avait atteint 41,17 roupies en 2014, soit une augmentation de 140 %.

M. le président, à l'époque, de nombreux employés gagnaient moins de 1 500 roupies par mois, il n'y avait pas de salaire minimum, pas de revenu garanti, pas d'allocations mensuelles aux ménages et les compensations salariales étaient bien maigres.

170 roupies de compensation en 2006, avec une inflation de 8,9 %. Qui dit mieux ? Eux-mêmes, M. le Président ! 135 roupies de compensation en 2007, avec une inflation de 8,8 %.

Imaginez la vie de nos travailleurs et de nos pensionnés confrontés à de fortes augmentations des prix des produits de base sans aucune raison apparente, sauf celle d'appauvrir les plus pauvres. De nombreux membres de l'opposition ont pourtant, dans leur discours cette semaine, parlé du coût de la vie et de la qualité de vie des mauriciens en 2024. Entre 2006 et 2014, qu'ont-ils fait ? Ils avaient créé une inflation de plus de 62 %. Leur mantra de la roupie surévaluée, qu'a-t-il apporté de positif aux Mauriciens ? Je me le demande encore. Je le répète : alors que le pays n'était confronté à aucune crise, l'ancien gouvernement avait créé une inflation de plus de 62 %. Rendez-vous compte ! Ils resteront dans l'histoire comme le régime qui a engendré le plus haut niveau d'inflation cumulée. 20 points de pourcentage de plus que l'inflation mondiale à l'époque ! Tel est leur héritage.

Rappelons-nous aussi, M. le président, lorsque le taux d'intérêt directeur de la Banque de Maurice, le *repo rate*, était de 9,25 % et que le *Prime Lending rate* était de 12,25 %. Une période sombre de l'histoire économique mauricienne, qui a empêché de nombreux Mauriciens d'accéder à la propriété. Je parle ici de cette politique économique restrictive, qui a fait en sorte que les familles et les ménages n'aient pas la possibilité de financer entièrement leur maison à l'aide d'un prêt immobilier. Les foyers vulnérables et ceux de la classe moyenne devaient trouver jusqu'à 30 %, voire plus, du coût de la maison sous forme de capital et d'épargne, pour prétendre à l'obtention d'un prêt.

De nombreuses familles n'ont pas été en mesure de le faire et ont vu leurs rêves partir en fumée. Mais ceux qui étaient au pouvoir à l'époque trouvaient cela tout à fait normal. Ils préféraient des taux d'intérêt élevés, des politiques restrictives en matière de prêts aux ménages et une roupie artificiellement et injustement forte.

Certains responsables publics étaient fiers d'annoncer –

« Nous ne sommes pas là pour sauver des emplois. « Nous ne sommes pas là pour sauver les canards boiteux. Nous devons trouver de nouvelles sources de productivité pour rendre le pays viable en tant qu'économie. Nous devons trouver notre voie dans un environnement qui a complètement changé. Ce message ne s'adresse pas uniquement à nos exportateurs. C'est aussi un message pour nos travailleurs. Ils sont en effet habitués à recevoir une subvention salariale annuelle, que leur employeur gagne de l'argent ou non. Ils veulent aussi recevoir un coup de pouce sous la forme d'un ajustement de salaire. »

Il poursuivait en déclarant –

« Profitons de cette crise pour revoir beaucoup de choses que nous faisons et la manière dont nous les faisons ».

Et comment ? Qu’avaient-ils en tête ? Le démentiement de notre *welfare state* ? La suppression de l’éducation gratuite ? Des pensions universelles ? De la santé gratuite ? Ce sont les mêmes qui aujourd’hui disent devant nous que rien dans ce budget n'a été fait pour préserver ou améliorer le pouvoir d'achat des ménages. Et ce, alors qu'ils ont fait tout l'inverse pendant leur douloureux passage au pouvoir entre 2005 et 2014.

M. le président, nous, de ce côté de la Chambre, sommes portés par l’accomplissement du devoir et la réalisation de la mission qui nous a été confiée. Nous prôtons une économie du travail, de la productivité et de l’inclusion. Une économie de l'humain. Une économie qui apporte du bien-être et de la satisfaction à tous les Mauriciens. Une économie qui ne favorise pas les importations sans raison apparente, sauf celle d’appauvrir les Mauriciens vulnérables et ceux de la classe moyenne. Alors oui, M. le président, je le dis haut et fort : à une économie de l’importation, je prône une économie de la production. À une économie de la roupie surévaluée, je prône une économie de la roupie juste. À une économie du moins-disant, je prône une économie du mieux-disant. À une économie de *jobless growth*, je prône une économie du plein emploi. À une économie déséquilibrée, je prône une économie dynamique. À une économie du favoritisme des élites, je prône une économie de justice sociale. À une économie ultralibérale, je prône une économie progressiste. À une économie de l’entre-soi, je prône une économie de la bienveillance. À l’économie du Parti travailliste, je prône l’économie de Pravind Kumar Jugnauth. C’est une économie qui croit en chaque Mauricien, qui donne à la population la possibilité de prospérer, de s’épanouir, de rêver. Oui, M. le président, de rêver plus grand pour soi, pour ses enfants et ses petits-enfants, car demain est à nous.

M. le président, avec humilité et reconnaissance, nous avons été profondément touchés par l’accueil que la population, de tous bords et de toutes classes, a réservé à ce Budget. Il me vient à l’esprit les sincères mots de remerciements que j’ai pu recevoir ce week-end même sur le terrain quant à –

- l’introduction d’un revenu minimum garanti à 20 000 roupies par mois ;

- la hausse du montant de la *Child Allowance* à 2 500 roupies par mois pour les enfants de 0 à 3 ans ;
- l'introduction de la *School Allowance* à 2 000 roupies par mois pour les enfants de 3 à 10 ans ;
- la mise à disposition d'un package mensuel de data mobiles pour les 18-25 ans ;
- la double revalorisation des pensions de base à 14 000 roupies puis à 15 000 roupies dès le 1^{er} janvier 2025 ou encore,
- l'introduction de l'Allocation d'égalité des chances de 2 000 roupies par mois pour les foyers vulnérables.

Des mesures qui changent la vie, des mesures qui donnent du sens à la vie. Au travers du Budget 2024-2025, les travailleurs, les personnes âgées, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les malades, tous ont reçu le soutien et l'attention qu'ils méritent de la part de ce gouvernement. Leur confiance est notre plus beau faire-valoir.

M. le président, les opérateurs économiques et les représentants de la société civile n'ont pas été en reste et nous les remercions de leur soutien suite à la présentation du Budget 2024-2025. Permettez-moi de citer quelques-unes des réactions recueillies depuis.

M. Reaz Chuttoo, Confédération des Travailleurs du Secteur Privé a déclaré, je cite –

« *C'est un budget qui fin address a ban demand mais surtout ban grand defi societe et global. Ena ban mesure kin encadre l'economie de nous pays dans boku bann secteur* ».

D'ailleurs, selon l'article du Défi en date du 9 juin 2024, les réactions des syndicalistes ont été les suivantes –

« Qu'il s'agisse de Reez Chuttoo, de la Confédération des travailleurs des secteurs privé et public, de Vinod Seegum, président de l'*All Civil Service Employees Federation*, ou de Deepak Benyadin, président de la *Federation of Parastatal Bodies and Other Union*, tous sont unanimes à reconnaître que « les travailleurs étrangers, quelle que soit leur nationalité, contribuent à l'avancement de l'économie » ».

Du côté de la MCCI, selon le Mauricien du 8 Juin 2024, Monsieur Charles Harel, Président de la Chambre de Commerce, se réjouit des annonces au sujet de la main d'œuvre, du climat des affaires et des incitations pour le secteur manufacturier, incluant *l'Export Development Council* et autres mesures annoncées pour soutenir les exportations et diversifier les marchés. Il salue également l'abolition du ratio dans le recrutement des travailleurs étrangers pour certains secteurs et les mesures pour promouvoir l'économie circulaire et l'énergie renouvelable.

M. Julien Audibert, vice-président de l'Association of *Mauritian Manufacturers*, fait état de satisfaction puisque l'AMM avait proposé l'introduction de dix boutiques pour les produits Made in Moris, proposition qui a été retenue et annoncée dans le Budget. Il trouve tout aussi positif le fait de reconnaître les entreprises de recyclage comme des entreprises manufacturières.

Pour ce qui est du patronat, Monsieur Kevin Ramkaloan, *CEO de Business Mauritius*, a parlé de budget globalement satisfaisant. S'attardant sur la mesure autour de la création d'un fonds pour l'adaptation climatique, il parle d'une démarche nécessaire, inscrite dans une stratégie économique de développement durable à long terme. Il a déclaré, je cite –

« C'est une collaboration publique-privée importante, et on devra s'assurer que cette mesure porte ses fruits en renforçant les capacités du pays vers le changement climatique. »

Le président de Business Mauritius note aussi un –

« ... alignement avec la communauté des affaires sur certaines priorités nationales, notamment en ce qu'il s'agit du changement climatique, du *ease of doing business* et de la main d'œuvre ».

Pour Monsieur Anil Currimjee, les mesures d'investissements annoncées sont donc pertinentes. Monsieur Daniel Essoo, CEO de la *Mauritius Bankers Association*, a lui aussi expliqué que plusieurs mesures suggérées ont été incluses dans le discours du budget, incluant le *Centralized KYC* pour les étrangers et les incitations à l'investissement. Il salue au passage le développement d'un marché obligataire qui va « dynamiser le secteur financier ».

Monsieur Dominique de Froberville, président de la *Mauritius Export Association*, trouve lui aussi qu'une grande partie des mesures annoncées va permettre d'améliorer la croissance dans le secteur des exportations. Il a parlé dans les meilleurs termes du renouvellement des *Schemes* existants et de l'*Export Development Council*. Mme Lilowtee Rajmun-Jooseery, Directrice de la MEXA, souligne qu'au sein de MEXA, les mesures annoncées dans ce secteur sont accueillies favorablement. L'introduction des « *Manufacturing regulations* » est également saluée.

Plus encore, *Mauritius Finance* note avec satisfaction l'annonce de la mise en place d'un nouveau mécanisme par la *FSC* pour réduire les délais dans le traitement des nouvelles demandes de licences. L'organisme accueille aussi favorablement les amendements apportés à la loi régissant les actifs virtuels. Selon son *CEO*, Monsieur Samade Jhummun –

« Le Ministre des finances a annoncé une série de mesures pour diversifier l'offre du secteur des services financiers, notamment avec l'accélération de la transition vers l'économie numérique et capitaliser sur des produits financiers à haute valeur ajoutée. »

M. le président, voilà quelques témoignages recueillis en guise d'introduction à la clôture de budget qui prend à la fois la forme d'un bilan quinquennal et d'un nouveau projet dans la continuité de ce mandat pour plus de prospérité, de croissance et d'emploi. J'en viens donc à l'aspect économique et aux principaux indicateurs. Ces dernières années ont été marquées par des défis importants, qui ont mis à l'épreuve notre résilience et exigé une action décisive. Malgré les crises, je suis fier d'appartenir à un gouvernement qui a donné la priorité à sa population.

Malgré les crises, je suis fier d'appartenir à un gouvernement qui a donné la priorité à sa population, un Premier ministre qui pense à son peuple en premier. En soutenant le pouvoir d'achat des Mauriciens, en portant une politique du plein emploi et en favorisant un environnement économique dynamique, nous avons surmonté ces obstacles avec une force remarquable.

Nous avons enregistré des taux de croissance élevés du PIB de 8,9 % et 7,0 % en 2022 et 2023, et un taux de croissance de 6,5 % est prévu pour 2024. Cela se traduit par une augmentation significative de notre produit intérieur brut, estimé à 880,3 milliards de roupies en 2024-2025, contre 798,5 milliards de roupies cette année. Cela signifie aussi une économie

florissante en passe de devenir une économie de 1 000 milliards de roupies d'ici 2030. Cet objectif dépend en partie de la promotion d'un environnement favorable aux entreprises, de l'attraction d'investissements toujours plus importants et de l'adéquation de notre main-d'œuvre.

M. le président, l'investissement total a augmenté de 30,9 % en 2023, contre 7,8 % en 2022, suite à une croissance de 20,3 % de l'investissement privé et de 73,5 % de l'investissement public. De plus, les entrées des IDE pour 2023 se sont élevées à 37,0 milliards de roupies, dépassant le précédent record de 33,5 milliards de roupies enregistré l'année précédente. Pour 2024, nous prévoyons que les IDE, le *FID*, dépasseront les 40 milliards de roupies. En sus, les exportations de biens et de services ont elles augmenté de près de 9 % en 2023 pour atteindre 347 milliards de roupies.

En outre, le taux de chômage à la fin de 2023 s'élevait à 6,1 %, contre 6,8 % à la fin de 2022, soit le taux le plus bas depuis plus de 25 ans. Des initiatives gouvernementales telles que la "Prime à l'Emploi" et le "Revenu Minimum Garanti" ont manifestement augmenté l'employabilité des jeunes. Nous nous engageons en outre à promouvoir l'inclusion en renforçant la participation des femmes et des personnes handicapées à la main-d'œuvre, ce qui se traduira par un niveau d'emploi actif encore plus élevé.

Enfin, la lutte contre l'inflation, et j'y reviendrai en détail dans quelques instants, a donné des résultats positifs. Le taux global de 10,8 % en 2022 diminuera à moins de 6 % en 2024.

M. le président, il ne fait aucun doute que notre économie est sur une pente ascendante. Et nous avons pleinement tiré parti de cette dynamique pour avancer au pas de course vers notre objectif d'une société plus inclusive. Promouvoir notre philosophie humaniste nous a permis de veiller à ce que les fruits du progrès soient redistribués de manière juste et équitable entre les Mauriciens.

Et je vous en donne la preuve. Le revenu mensuel moyen des ménages a augmenté de 89 % entre 2012 et 2023, passant de 29 421 roupies à 55 600 roupies. Le revenu mensuel médian disponible des ménages a plus que doublé depuis 2012, passant de 21 850 roupies à 45 000 roupies en 2023. La proportion de ménages gagnant moins de 10 000 roupies par mois a, dans

cette dynamique, diminué, passant de 14,4 % en 2012 à 0,7 % en 2023, soit de 53 280 ménages en 2012 à 2 500 ménages en 2023.

M. le président, permettez-moi de comparer l'excellente performance de l'économie mauricienne à ce qui s'est passé dans le reste du monde. La croissance du PIB mondial en 2023 est estimée à 3,2 % par le FMI et à 2,6 % par la Banque mondiale, et devrait se poursuivre au même rythme en 2024. Nos performances nationales dépassent de loin ces chiffres, ainsi que la moyenne régionale pour l'Afrique subsaharienne, à environ 3 % de croissance, et les économies avancées à environ 1,5 %. Pour l'avenir, les deux institutions prévoient que Maurice maintiendra sa forte trajectoire de croissance, surpassant les tendances mondiales et régionales au cours des trois prochaines années.

En ce qui concerne notre déficit, les déficits budgétaires mondiaux se sont creusés en 2023 alors que celui de Maurice a diminué. En moyenne, les pays ont enregistré des déficits de 5,5 % du PIB, soit une augmentation de 1,6 point de pourcentage. À l'opposé, le déficit budgétaire de Maurice a baissé à 3,9 % du PIB au cours de l'année fiscale 2022-2023 et devrait continuer de diminuer à 3,4 % du PIB au cours de l'année fiscale 2024-2025.

La dette publique au niveau international a également augmenté, atteignant une moyenne mondiale de 93,2 % du PIB, soit une hausse de 2 points de pourcentage. Cette tendance devrait se poursuivre, les projections du FMI suggérant que la dette mondiale pourrait approcher 100 % du PIB d'ici 2029. Au milieu de ces déficits et dettes en augmentation dans le monde, Maurice fait figure de bon élève. Le ratio de la dette du gouvernement sur le PIB n'a cessé de diminuer. Il est passé de 69,7 % du PIB en juin 2023 à 65,4 % en juin 2024, et devrait encore baisser à 63 % d'ici la fin de la prochaine année fiscale.

À l'avenir, notre stratégie de consolidation fiscale est de continuer à donner la priorité à la croissance et à la résilience. Nous sommes le premier Gouvernement à avoir pris le sujet de la baisse du ratio de la dette au sérieux. La rigueur en matière de consolidation fiscale post-Covid a été une constante dans notre action. J'y reviendrai aussi dans quelques instants.

M. le président, en évaluant le rapport 2024 au titre de l'article IV, les administrateurs du FMI se sont félicités de la forte reprise économique de Maurice après la pandémie, qui a été

portée par la politique de soutien des autorités. En outre, ils ont salué le nouveau cadre de politique monétaire, qui a contribué à contenir les pressions inflationnistes. De plus, le FMI a aussi salué le renforcement du cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et a encouragé la poursuite de ces progrès conformément aux engagements de ce Gouvernement.

Le rapport 2024 au titre de l'Article IV a également noté que l'inégalité et d'autres indicateurs sociaux à Maurice se sont améliorés, portés par une croissance robuste et des programmes sociaux publics. Les services du FMI ont aussi indiqué que le chômage a reculé pour atteindre son niveau le plus bas depuis des décennies et que l'écart de production est presque comblé. Le FMI a ainsi déclaré que la Prime à l'Emploi est un pas dans la bonne direction pour augmenter la participation des femmes au marché du travail.

Enfin, le rapport du FMI au titre de l'Article IV souligne un autre aspect positif : celui de la structure de la dette de Maurice. Il s'attend à ce qu'elle reste favorable, la majeure partie de la dette étant financée au niveau national et assortie d'échéances plus longues. Il indique donc que le risque de tensions souveraines à Maurice est atténué par une composition favorable de la dette en termes de devises et d'échéances. Comme ces chiffres en attestent, nous avons mis en place l'écosystème adéquat pour permettre à nos secteurs de prospérer.

Les mesures budgétaires 2024/2025, comme l'ont souligné à juste titre mes collègues ministres, donneront une nouvelle vigueur à toutes nos industries existantes et nouvelles, revitalisant ainsi notre économie pour un avenir toujours plus prometteur. Je ne peux pas non plus omettre l'un des aspects les plus importants de ce Budget : la lutte contre le changement climatique. Nous introduisons la *Corporate Climate responsibility* de 2 % des bénéfices pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions de roupies.

Cette contribution sera investie dans un fonds pour le climat et la durabilité nouvellement créé, le *Climate and Sustainability Fund*, pour soutenir les initiatives nationales visant à protéger, gérer, investir et restaurer l'écosystème naturel du pays pour lutter contre les effets du changement climatique. Notre plan prévoit notamment la restauration de plus de 26 kilomètres de côtes et la remise en état de 30 zones dégradées.

M. le président, économie, environnement, mais aussi protection sanitaire et sociale ont été mis au diapason à l'occasion du Budget 2024-2025. Nos concitoyens Mauriciens méritent de meilleurs soins de santé, et c'est pourquoi notre engagement à rendre les soins de santé plus abordables et plus accessibles à tous les Mauriciens qui en ont besoin n'a pas faibli.

Pour l'exercice en cours, les mesures budgétaires sont manifestement axées sur l'équité face aux maladies graves, notamment le cancer, pour toutes les générations. C'est une mesure audacieuse que de voir l'engagement affiché en faveur de l'amélioration des soutiens aux soins de santé, en particulier pour les populations vulnérables comme les enfants. L'extension de la couverture des soins pédiatriques contre le cancer jusqu'à l'âge de 25 ans et l'élimination des obstacles financiers aux traitements à l'étranger pour les affections graves sont des mesures importantes.

Ces initiatives permettent aux jeunes patients de recevoir des soins complets sans avoir à supporter de charges financières. Car la santé ne devrait pas être seulement réservée à ceux qui en ont les moyens.

Car nous, contrairement à l'opposition, nous savons défendre les droits et le pouvoir d'achat des Mauriciens. M. le président, ils ne comprennent pas vraiment ce qui est entendu par pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat désigne la capacité financière d'acheter des produits et des services, et, M. le président, il s'agit en ce sens de la relativité des revenus par rapport aux dépenses.

Permettez-moi donc de faire une comparaison de l'évolution des indicateurs relatifs au pouvoir d'achat qui mettrait en lumière l'évolution du niveau de vie. En 2006-2007, le revenu disponible mensuel moyen par ménage était de 19 083 roupies, tandis que les dépenses de consommation mensuelles moyennes des ménages s'élevaient à 14 301 roupies, soit une possibilité d'épargne d'à peine 4 782 roupies par mois. En 2023, le revenu disponible mensuel moyen par ménage était de 55 600 roupies, tandis que les dépenses de consommation mensuelles moyennes des ménages s'élevaient à 41 890 roupies, soit une possibilité d'épargne qui a presque triplé, à 13 710 roupies par mois.

Ceci est la conséquence directe des mesures que ce gouvernement a introduites ces dernières années pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix, qui existe, oui, mais que nous avons largement compensée. Les augmentations des pensions de base, les allocations CSG, les compensations salariales et les réformes fiscales ont permis à chaque Mauricien d'être plus aisé qu'il ne l'a jamais été.

Permettez-moi de rappeler à l'Assemblée le sort en 2006 qui était auparavant réservé à un retraité qui avait pourtant passé toute sa vie à contribuer au progrès de la nation. Lorsque le *Basic Retirement Pension* était de 2 365 roupies par mois. Lorsque les dépenses moyennes en produits alimentaires étaient de 5 068 roupies pour le ménage mauricien moyen, et de 3 179 roupies pour les ménages mauriciens vivant dans une pauvreté relative.

M. le président, la pension de retraite de base ne suffisait même pas à couvrir les dépenses alimentaires. « Marche ou crève », voilà le peu de soin que ce gouvernement travailliste leur avait accordé. Aujourd'hui, je suis fier de voir ce Gouvernement porter cette même pension à 15 000 roupies par mois au 1^{er} janvier prochain. Il s'agit d'une augmentation historique de 534,76 % par rapport aux années précédentes. Il ne s'agit pas seulement d'une augmentation en nombre, mais d'un reflet de notre respect et de notre engagement à l'égard des personnes âgées, mais aussi des handicapés, des orphelins et des veuves.

Les bénéficiaires des pensions de base ne sont pas les seuls à avoir vu leurs conditions améliorées. Nous avons veillé à ce que les fruits de la croissance économique soient équitablement répartis entre les membres de la population active.

La compensation salariale de cette année a été la plus élevée jamais accordée par un gouvernement, avec un minimum de 1 500 roupies et un maximum de 2 000 roupies supplémentaires par mois. Entre 2005 et 2014, la compensation salariale versée par le Gouvernement travailliste oscillait entre 135 roupies et 420 roupies, la plupart des employés recevaient moins de 200 roupies pour compenser les taux d'inflation élevés.

En effet, M. le président, sur l'année fiscale 2006-2007, le taux d'inflation était de 10,7 %. Un travailleur gagnant moins de 3 000 roupies – car oui, à l'époque, M. le président, certains travailleurs gagnaient moins de 3 000 roupies – recevait au maximum 261 roupies de

compensation par mois. Selon leur théorie, c'était une compensation juste et si on avait donné une compensation plus élevée, cela aurait entraîné une spirale inflationniste. Et ils osent parler de préserver le pouvoir d'achat des ménages ?

En 2014, 216 000 ménages, soit 57,7 % de notre population, avaient un revenu inférieur à 25 000 roupies. Ils ont reçu une compensation salariale de 300 roupies. 300 roupies, M. le président.

Comme vous vous en souvenez, c'est sous la direction de l'honorable Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth, que le salaire minimum a été introduit. Aujourd'hui, nous accordons un Revenu Minimum Garanti de 20 000 roupies. Un ouvrier à plein temps, qui gagnait environ 3 000 roupies à l'époque, gagne aujourd'hui 20 000 roupies, auxquelles s'ajoutent d'autres allocations telles que la *Maternity Allowance*, *Child Allowance* et la *School Allowance* pour les jeunes parents. Cela montre clairement comment ce gouvernement a amélioré la vie de nombreuses familles mauriciennes.

De même, M. le président, en 2007, un couple de la classe moyenne en activité avec un enfant handicapé percevait un revenu mensuel moyen de 19 083 roupies et bénéficiait d'une pension d'invalidité de base de 2 130 roupies. Aujourd'hui, ce même ménage perçoit un revenu total de 58 000 roupies par mois, compte tenu du niveau des salaires, de la *Basic Invalid's Pension* de 15 000 roupies et de l'aide supplémentaire pour les enfants à handicap scolarisés de 3 000 roupies par mois.

M. le président, ce budget place le bien-être du peuple mauricien au centre de ses préoccupations. Nous nous attaquons de front à la pauvreté et à la vulnérabilité, en donnant la priorité à ceux qui en ont le plus besoin.

Commençons par le fondement de notre filet de sécurité sociale : les pensions. Les pensions de base – retraite de base, d'invalidité et de veuvage – ont considérablement augmenté, passant de 5 450 roupies en 2017 à 13 500 roupies en avril de cette année. Ce budget renforce encore ce filet en augmentant les pensions de base à 14 000 roupies par mois en juillet et à 15 000 roupies en janvier 2025. Cela permettra à nos citoyens les plus vulnérables – les personnes âgées, les veuves, les invalides et les orphelins – de vivre dans la dignité.

Nous luttons sans relâche contre la pauvreté et les inégalités. L'allocation mensuelle minimale de subsistance, introduite en 2016, a été progressivement augmentée pour atteindre 1 500 roupies dans ce budget. En outre, le nouveau *Poverty Reduction Fund* a été créé pour éliminer la pauvreté et réduire les inégalités dans ce pays. Sur la même lancée, les ménages gagnant moins de 20 000 roupies par mois, je pense notamment aux *Self-Employed*, recevront une allocation d'égalité des chances mensuelle de 2 000 roupies, ce qui leur permettra de répondre à leurs besoins de base.

M. le président, de ce côté de la Chambre, nous reconnaissons l'importance d'un salaire décent. C'est le Gouvernement de Pravind Kumar Jugnauth qui a introduit, en plus du salaire minimum, le revenu minimum garanti de 15 000 l'année dernière. En janvier 2024, nous avons porté ce montant à 18 500 roupies. Et dans ce budget, le Revenu Minimum Garanti a été augmenté à 20 000 roupies, apportant un soulagement financier bien nécessaire pour les personnes à faibles revenus.

Les honorables Assirvaden et Dr. Gungapersad disent eux-mêmes que 20 000 roupies représentent 3 mois de ration. En portant le revenu minimum garanti à 20 000 roupies, c'est ce Gouvernement qui fait en sorte que chaque employé reçoive au moins 3 mois de ration chaque mois. Telle est notre philosophie et nous sommes fiers de ce que nous avons fait pour notre population.

Cette augmentation du Revenu Minimum Garanti, prise en charge par le Gouvernement, est soutenue par l'*Income Allowance*, une structure à plusieurs niveaux ayant été mise en place avec des allocations revues à la hausse de –

- 3 000 roupies pour ceux qui gagnent moins de 20 000 roupies,
- 2 500 roupies pour ceux qui gagnent moins de 25 000 roupies,
- 2 000 roupies pour ceux qui gagnent moins de 30 000 roupies, et de
- 1 500 roupies pour ceux qui gagnent moins de 50 000 roupies.

L'opposition peut bien prétendre que ces mesures ne sont pas viables, il n'en est rien.

M. le président, les fruits de cette politique économique humaniste ont engendré plus de progrès et d'équité. Une étude menée par Maurice Stratégie montre une importante baisse du coefficient Gini, estimé à 0,304 en 2022, par rapport à un indice de Gini estimé à 0,414 en 2014. Pour rappel, le coefficient de Gini avait augmenté de 0,371 en 2005 à 0,414 en 2014, indiquant une hausse significative des inégalités sur cette période.

Que l'opposition le veuille ou non, les faits démontrent que l'inégalité de revenus a clairement baissé sous le Gouvernement de l'honorable Pravind Kumar Jugnauth.

M. le président, à les entendre parler, les membres de l'opposition parlent de la protection des plus vulnérables comme d'un péché capital. Pour eux, la réduction des inégalités est un gros mot, un anathème. C'est peut-être leur philosophie, mais ce n'est pas la nôtre. Et nous en sommes fiers. L'opposition fait croire que rien n'a été fait pour la classe moyenne. Permettez-moi justement de rappeler à l'Assemblée ce que nous avons fait pour la classe moyenne. Alors que l'opposition remet sans cesse en question notre capacité à soutenir les personnes à revenus moyens, elle ne doit pas oublier que c'est ce gouvernement qui a pris l'initiative audacieuse de revoir le système d'imposition injuste des revenus d'avant sur la période 2006-2014 afin de les rendre plus progressif.

Le revenu minimum pour qu'un individu sans personne à charge soit soumis à l'impôt sur le revenu est désormais de 30 000 roupies. Dans ce budget, nous avons également introduit la *School Allowance* qui, nous le savons, contribuera à alléger la charge financière des parents d'enfants de moins de 10 ans. Permettez-moi également d'attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que le revenu moyen des ménages a plus que doublé en dix ans, passant de 25 663 roupies en 2012 à 53 037 roupies en 2023. Cela démontre une amélioration substantielle du niveau de vie, avec une augmentation cumulée des revenus de 106,7 %, nettement supérieure à l'inflation cumulée de 44,6 % sur la même période.

M. le président, l'accession à la propriété est le rêve de nombreux ménages, et notamment de la classe moyenne. Nous pensons que les taux d'intérêt élevés ne doivent pas pénaliser le rêve des jeunes ménages. Nous avons donc redoublé d'efforts pour rendre l'accès à la propriété plus abordable grâce au *Home Ownership Scheme* et au *Home Loan Scheme*, avec un remboursement de 5 % du montant du prêt, ce qui a profité à plus de 24 000 ménages.

Conscients des coûts liés à la jeune enfance, nous avons introduit la *Child Allowance*, qui fournit une allocation mensuelle pour les enfants jusqu'à l'âge de trois ans. Ce budget prévoit une augmentation de 25 % de cette allocation, qui passe à 2 500 roupies par mois.

En outre, une nouvelle allocation de maternité de 2 000 roupies par mois sera versée pendant neuf mois, à partir du troisième trimestre de la grossesse. Ces mesures garantissent le bien-être des enfants et des mères au cours des étapes cruciales de leur développement.

M. le président, le développement et l'avenir de nos enfants sont le fondement d'une société prospère. À compter du 1er juillet 2024, une allocation mensuelle de 2 000 roupies sera versée pour les enfants âgés de 3 à 10 ans. Cette mesure permettra d'alléger la charge financière des familles et de favoriser l'accès aux ressources éducatives.

Là où nous voyons le verre se remplir pour les Mauriciens, et notamment pour les plus vulnérables et la classe moyenne, l'opposition fait semblant de voir le verre se vider. Leur analyse de la dette en est un autre stupéfiant exemple.

Je vais maintenant élaborer sur le sujet et remettre une bonne fois pour toutes les pendules à l'heure. M. le président, comme l'adage le dit, qu'ils balayent devant leur porte avant de vouloir donner des leçons d'économie à d'autres.

Lorsque l'opposition était aux commandes, ils ont toujours créé des dettes, et la dette n'a cessé d'augmenter d'année en année. Ils n'ont jamais eu de budgets équilibrés. Ils n'ont jamais présenté un budget excédentaire. Les budgets ont toujours été déficitaires. Les déficits, sous l'ère Travilliste, ont atteint des niveaux très hauts alors qu'aucune crise ne justifiait leur laxisme budgétaire. Pas de crise, pas de covid-19, pas de fermeture des frontières, et pourtant, en 2006, ils affichaient un déficit de 4,7 %, et l'année suivante de 3,8 % en plus.

M. le président, l'opposition ne cesse de parler du niveau d'endettement en volume et de la dette pour chaque enfant né comme la plus grande des calamités. S'ils souhaitent jouer à ce jeu, jouons-y complètement. La dette sous le régime travailliste de 2005 à 2014 a augmenté de plus de 84 %. Ils osent parler de dette, alors qu'ils ont eux-mêmes augmenté la dette de chaque citoyen de plus de 100 000 roupies !

Mais surtout, nous ne pouvons pas parler uniquement de la dette, nous devons également parler de la richesse créée pour chaque enfant né. Alors comparons ce qui est peut l'être. En dix ans, entre 2006 et 2014, le PIB par habitant, c'est-à-dire la richesse nationale par citoyen, a augmenté de 136 868 roupies. C'est honorable, mais nous avons fait bien mieux. Durant notre mandat, et malgré la plus grave crise, nous avons créé 245 572 roupies supplémentaires de richesse pour chaque citoyen. Le PIB par habitant est aujourd'hui de 563 006 roupies pour chaque citoyen, contre 306 237 roupies en 2014. En dollars, le PIB par habitant est passé de 9 058 dollars en 2014 à 12 973 dollars en 2024.

M. le président, plus encore, parlons d'un enfant né le 1er juillet 2024 et dont les parents ouvrent un compte *Savings* à sa naissance pour y déposer les allocations enfance et scolarité du gouvernement. Il bénéficiera de la *Child Allowance* de 2 500 roupies pendant 3 ans et d'une *School Allowance* de 2 000 roupies de 3 à 10 ans. À l'âge de 10 ans, l'enfant aura, y compris les intérêts accumulés, une somme de plus de 349 000 roupies sur son compte bancaire. 349 000 roupies à l'âge de 10 ans grâce au Gouvernement Jugnauth, vous avouerez que ce n'est pas mal du tout !

Poursuivons le développement de cet enfant jusqu'à la majorité. À ses 18 ans, en laissant simplement fructifier cette somme sur un compte *Savings* et en y ajoutant le montant de l'*Independence Scheme*, la somme totale disponible sur son compte bancaire sera de plus de 500 000 roupies. Oui, M. le président, un demi-million de roupies à 18 ans. De quoi démarrer sa vie d'adulte avec de beaux projets en tête. Un terrain, une maison, des études, une entreprise. Chaque enfant né aujourd'hui aura donc un patrimoine de 500 000 roupies à l'âge de la majorité. Telle est la réalité de ce que ce gouvernement et c'est le Premier ministre actuel qui a pu le rendre possible.

M. le président, les investissements sociaux prévus dans le Budget 2024-2025 vont encore jouer en faveur de la croissance économique. L'augmentation des dépenses publiques tant récurrentes qu'en capital, devrait contribuer de manière significative à la croissance du PIB. L'analyse d'impact économique et social de Maurice Stratégie prévoit un taux de croissance du PIB nominal de 13,4 % et un taux de croissance du PIB réel de 7 % pour l'exercice 2024-2025.

L'augmentation des dépenses récurrentes du gouvernement de 25,7 milliards de roupies stimulera la demande globale, entraînera plus de consommation et d'investissement, créera plus d'emplois, et *in fine* ajoutera jusqu'à 1,8 point de pourcentage à la croissance du PIB pour l'exercice 2024-2025.

Les mesures sociales annoncées, notamment l'augmentation des pensions de base, la *Child Allowance*, la *School Allowance*, la *Maternity Allowance* et l'*Income Allowance*, devraient contribuer à hauteur de 1 point de pourcentage au PIB, sur les 1,8 point de pourcentage, générant ainsi 7,06 milliards de roupies supplémentaires pour l'économie grâce à son effet multiplicateur.

Dans le même temps, la consommation augmentera de 2,3 points de pourcentage, le tourisme de 1,9 point de pourcentage, l'investissement privé de 1,6 point de pourcentage, l'exportation de services hors tourisme de 1,5 point de pourcentage, l'investissement public de 0,6 point de pourcentage et les exportations de biens de 0,5 point de pourcentage.

L'augmentation de 9,5 milliards de roupies des dépenses en capital du gouvernement devrait aussi ajouter jusqu'à 2,0 points de pourcentage à la croissance du PIB pour l'exercice 2024-2025.

Les dépenses en capital, qui comprennent les investissements publics dans les infrastructures. Elles renforcent la capacité de production de l'économie, améliorent l'efficacité et facilitent l'activité économique en réduisant les coûts de transport, en augmentant la connectivité et en attirant les investissements privés. Ce qui a un impact positif à la fois à court et à long terme.

L'augmentation des dépenses courantes et des dépenses en capital contribuera largement à accroître les recettes fiscales, qui devraient s'élever à 210,5 milliards de roupies. À la lumière de ces indicateurs, il est clair que, de ce côté de la Chambre, nous tirons parti d'une économie florissante pour en redistribuer les fruits à juste escient. Et cela au profit de toute la population. De tous les citoyens de notre République qui méritent notre reconnaissance et notre respect.

M. le président, battant d'un revers de main l'abaissement moral de ne vouloir plaire qu'aux *happy few*, ce gouvernement est le gouvernement de tous les Mauriciens. Inconditionnel, absolu et universel, notre engagement est à l'image du triple impératif Kantien –

« Agis de telle sorte que la maxime de ton action puisse être érigée par ta volonté en une loi universelle ;

Agis de telle sorte que tu traites toujours l'humanité en toi-même et en autrui comme une fin et jamais comme un moyen ;

Agis comme si tu étais à la fois législateur et sujet dans la république des volontés libres et raisonnables. »

M. le président, ils font aujourd'hui de beaux discours, mais que reste-t-il de leur passage aux fonctions ? Où était l'honorable Dr. Gungapersad, lorsque les subsides sur les examens du SC et du HSC avaient été supprimés ? Lorsque les enfants même les plus brillants devaient quitter l'école et ne pas concourir aux examens de la SC et de la HSC par manque de moyens ? Où était l'honorable Dr. Boolell, lorsque l'inflation avait atteint le niveau historique de 42 % en 1980 sous le régime travailliste ? Où était l'honorable Assirvaden, lorsque, durant les toutes premières années du mandat travailliste, de 2006 à 2014, le prix du pain maison avait doublé, que le prix de la farine avait augmenté de près de 150 %, que le prix du riz avait augmenté de plus de 50 % et celui du gaz de 52 % ? Où était l'honorable Shakeel Mohamed, lorsque le taux de chômage avait augmenté de plus de 8 % au cours des dernières années avant la fin du mandat des travaillistes ?

La participation des femmes à la population active était en baisse et les jeunes représentaient plus de 2 chômeurs sur 5. Il était sans doute trop occupé à préparer la prochaine loi sur le travail, pour permettre de *hire and fire* sans justifications.

Où était l'honorable Osman Mohamed, lorsque le revenu moyen par habitant de notre population était de 5 157 roupies en 2007, que certains employés ne touchaient que 1 500 roupies, voire moins, et que les retraités ne recevaient que 2 635 roupies par mois ? 19 % de la population était alors considérée comme pauvre. Alors que ces gens étaient dans le besoin, il a fermé les yeux.

Où est aujourd'hui le MMM, qui luttait jadis contre ces politiques, contre l'ultralibéralisme et la protection des riches contre les plus démunis ? Ils ont critiqué l'ex-premier ministre et leader du Parti travailliste. Aujourd'hui, où sont-ils ? À leurs côtés.

An hon. Member : Frer !

Dr. Padayachy : Ils ont commis une trahison vis-à-vis de la population et des idées progressistes. En 2024, quelle honte d'entendre la jeunesse du MMM que représente l'honorable Joanna Bérenger venir dans cette auguste Assemblée pour adhérer aux vues de la jeunesse Travailliste et de l'honorable David sur les pauvres travailleurs étrangers.

Ne sont-ils pas humains ? Ne devraient-ils pas être autorisés à travailler ? N'ont-ils pas contribué au développement de Maurice ?

Car, M. le président, l'humanisme ne se négocie pas. L'humanisme se donne, sans concession. Jamais il ne se reprend. Il est notre fil conducteur. Il est notre cap infatigable. Il est notre raison d'être et de devenir. Il se conjugue au passé, au présent et au futur.

Et avec la confiance du peuple mauricien, nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous n'appauvrirons pas les plus vulnérables comme l'avait fait le Parti travailliste en surévaluant artificiellement la roupie au détriment de la production locale.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous n'abandonnerons pas les personnes âgées, les invalides, les orphelins et les veuves comme l'avait fait le Parti travailliste en leur donnant les miettes du gâteau avec une pension à 3 643 roupies.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous ne créerons pas un terrain favorable à la montée des inégalités comme l'avait fait le Parti travailliste en octroyant le fameux *stimulus packages* qui n'a servi qu'à enrichir les riches.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous n'arracherons pas le pain de la bouche des écoliers comme l'avait fait le Parti travailliste en voulant leur confisquer ce dû.

Mais nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages en apportant un soutien financier concret par des allocations et une compensation salariale conséquente.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons à soutenir les personnes âgées, les invalides, les orphelins et les veuves en augmentant le montant des pensions.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons à réduire les écarts de revenus en garantissant un revenu minimum qui permet de subvenir aux besoins de base.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons à faire réussir les écoliers en leur offrant une scolarité et des examens gratuits. Ceci est la promesse que nous faisons à la population.

M. le président, au travers de ce Budget :

Nous protégeons la population.

Nous lui donnons les moyens de prospérer et de réussir.

Nous lui redistribuons les fruits du labeur collectif.

Nous lui offrons les opportunités dont elle a été trop longtemps privée.

Nous rétablissons ainsi l'équité, au nom de la solidarité, du progrès et de la justice sociale.

Sur ces mots, je vous remercie pour votre attention, remercie le Premier ministre pour son soutien inestimable, la majorité parlementaire pour son engagement sans faille et la population pour sa confiance immuable.

C'est pour moi une immense fierté de servir les citoyens de la République sous la direction de l'honorable, Pravind Kumar Jugnauth qui m'a accordé sa totale confiance et m'a confié la responsabilité du développement économique du pays.

Mr Speaker, Sir, I now commend the Bill to the House.

Question put and agreed to.

Bill read a second time and committed.

At 5.13 p.m. the Sitting was suspended.

On resuming at 5.51 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

ANNOUNCEMENT**COMMITTEE OF SUPPLY– VOTE ITEMS – TIME ALLOCATION**

Mr Speaker: Hon. Members I have to inform the House that an indicative time allocation has been worked out and agreed upon by the whips in regard to each vote item and sub-head whenever applicable.

Some flexibility will be exercised wherever the need arises. The Committee of Supply will proceed page by page and programme by programme wherever applicable for the orderly conduct of this process.

Hon. Members are invited to stand guided by the provisions of Standing Order (73) (3) which reads as follows –

“Discussions at the Committee shall be confined to the details of the Estimates and shall not refer to the general principles of government policy and administration.”

Hon. Members are advised to be brief in their questions and hon. Ministers to be brief in their replies. Your collaboration is therefore essential.

Hon. Members, the House is further informed that keeping with past practice, the votes in regard to the Centralised Services of Government will be taken immediately after the Committee would have considered the votes of expenditure for the Ministry of Finance, Economic Planning and Development.

I thank you for your attention.

Hon. Members, I now invite the Deputy Chairperson of Committees to chair the Committee of Supply.

Hon. Ittoo, please take the Chair!

PUBLIC BILL**THE APPROPRIATION (2024-2025) BILL****(No. IV of 2024)****COMMITTEE OF SUPPLY**

(The Deputy Chairperson of Committees in the Chair)

The Chairperson: Please be seated!

(5.52 p.m.)

Vote 1-1 Office of President was called.

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. *Item 21110.005 – Extra Assistance*, may I know to whom this extra assistance is paid?

The Prime Minister: This is a provision that has been made for payment of salary of *Attaché de Presse*, Mrs Anjali Devi Ramlugun. She gets a total monthly salary of Rs73,340. So, Mrs Ramlugun assumed duty on 03 February 2020. Her contract is renewed on a yearly basis. The present contract was renewed for one year with effect from 23 January 2024.

The Chairperson: Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: Thank you, Mr Chairperson. *Item 22900 – Other Goods and Services*. Can the hon. Prime Minister provide information as to the benefits which former Presidents of the Republic availed themselves of during year 2023-2024? Page 6, last item, *22900 – Other Goods and Services*.

The Prime Minister: Well, it consists of monthly pension, the services of a clerk typist and an office attendant at government cost also a government motor car with *chauffeur* renewable every four years and within a monetary sealing of Rs2.5million. I have further details about what has been purchased throughout this financial year which I will circulate.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Any more questions on page 6? Okay, so we now move to page 7; still on Item Vote1-1. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Yes. Thank you. *Item 3111.408 (a) – Consultancy Services for the Upgrading of State House*. Can we know the name of the Consultant who has been appointed if any and the scope of work of that Consultant?

The Prime Minister: The contract for consultancy services has already been awarded to Pravin Desai Architects Ltd, in February 2024 to the sum of Rs12,034,790.25 million, inclusive of VAT. A period of 15 months is required for supervision of the renovation works. That's it.

The Chairperson: Thank you. Hon. Bhagwan.

Mr Bhagwan: Page 7, *Item 28222.027 – Security Enhancement*. There is an increase, can we know the details of this increase?

The Prime Minister: *Item 28222.027*. It is a security enhancement for President's residence. Then, we have flooding, prevention works at His Excellency's residence and then we have security enhancement at the State House; demolition and reconstruction of guard posts number 3 with security features. And we also have vehicular stop barrier because following a security review, there has been recommendations for those infrastructure to be upgraded.

The Chairperson: Thank you. Time is over!

Vote 1-1 Office of the President (Rs94,100,000) was, on question put, agreed to.

(5.58 p.m.)

Vote 1-2 Office of the Vice-President was called.

The Chairperson: So, we are proceeding page by page. We are on page 9. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes. *Item 21110.005 – Extra Assistance*, may we know to whom these amounts are paid?

The Prime Minister: So, this is provision for payment of salaries, duty remission on car allowance, refund of unspent leaves, travelling allowances, bonus and contributions to National Savings Fund at the rate of 2.5% of basic salary to one advisor and two household attendants employed on contract and to fill one post of cook on roster to be employed on contract as follows

–

- (i) Mr G. Vydelingum, Advisor to the Vice-President: Rs69,400
- (ii) Mrs Catherine Adelet Celestin, Household Attendant: Rs18,860
- (iii) Miss Anne-Marie Thaylamay, Household Attendant: Rs18,860
- (iv) Mrs Marina Pamela Ramasawmy, cook on roster was recruited on 05 June 2023: Rs21,148.

The Chairperson: Since we have no question on page 9, page 10. No questions!

Vote 1-2 Office of the Vice-President (Rs16,200,000) was, on question put, agreed to.

(6.00 p.m.)

Vote 1-3 National Assembly was called.

The Chairperson: We shall have 10 minutes on that Item. Page 11, hon. Bhagwan!

Mr Bhagwan: Page 11, Item 22030 – *Rent* .There is substantial increase from Rs2.8 m. to Rs3 m. Can we know the reasons, for what purpose exactly?

The Prime Minister: The provision for payment of rent for part of the 5th floor at Newton Tower to house the offices of –

- 1) The Leader of the Opposition;
- 2) The Opposition Whip;
- 3) The Chairperson of the Public Accounts Committee.

You want the details of the landlord and so on? No.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you. Page 11, Item 21110.005 – *Extra Assistance*, may we have details regarding this increase?

The Prime Minister: The provision for payment of salary for 3 advisors to the Speaker –

- 1) Mr Ram Ranjit Dowlutta with a monthly salary of Rs100,750 on annually renewed contract since the 16 October 2016;
- 2) Mr S. Persand with a monthly salary of Rs61,000, contract for one year started as from 01 March 2024, and
- 3) Mrs Marie Hélène Caroline Allet with a monthly salary of Rs40,300, contract started from 27 June 2023.

The Chairperson: Hon. Uteem! Do you still have a question?

Mr Uteem: Under Item 22060 – *Maintenance of which IT Equipment*, there is an amount of Rs17 m., may we know who is responsible for the maintenance of the IT equipment and what procurement method has been used to recruit him.

The Prime Minister: Let me give you the details –

- The control room and other associated equipment by Harel Mallac Technologies Ltd;
- The robotics camera by Harel Mallac Technologies Ltd;
- The Wi-Fi by Mauritius Telecom;
- The iPad and software by iSpace & co.;
- The digital recording system and servers by Harel Mallac Technologies Ltd;
- The Pre-press Unit equipment by iSpace & co.;
- The heavy duty printing machine by CBE & Company.

And then we have the maintenance and other equipment.

The Chairperson: Thank you. So, we move on to page 12. Hon. Ms Anquetil!

Ms Anquetil: Item 22070 – *Cleaning Services*. Pouvez-vous nous fournir le nom de la société de nettoyage ainsi que les raisons justifiant une réduction de 50 % des dépenses pour l'année 2024-25, merci ?

The Prime Minister: The current service provider is Care Keen Cleaning Ltd at a rate of Rs557,000 monthly for New Treasury building, New Government Centre, Old Government Centre and National Assembly. The contract is on a month to month basis and the tender exercise is in process. The decrease in provision under this item is in line with the trend of expenditure. No amount was spent in Financial Year 2023-24 because payment was made under the Prime Minister's Office, Home affairs Division.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Armance!

Mr Armance: Item 31122.824 – *Acquisition of Equipment for Live Broadcasting (Phase II-Parliament TV)*, may we have some details of the project.

The Prime Minister: It is for the setting up of studio for this Parliament TV.

The Chairperson: Thank you. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. *Item 31112.442 – Upgrading of Building (b) Repairs of Old Parliament House*, I can see that was a budget estimate of Rs26 m. during Financial Year 2023-24, may I know from the hon. Prime Minister the name of the suppliers and the details of those repair works.

The Prime Minister: Repairs to Old Parliament House: it was planned to be made in a phased manner so as to prevent water infiltration to the wooden structure of the building. So, it consists –

- i) Repairs to floor and roof of veranda;
- ii) Works to teak shingles on roof;
- iii) Repairs to roof at flag pole area;
- iv) Roof drainage system;
- v) Finishing works on wall and painting, and
- vi) Any contingency.

Surveys have been conducted and the final drawings have now been sent to the quantity surveying department for final costing. So, tender will be launched during the Financial Year 2024-25.

The Chairperson: Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson, we still on page 12?

The Chairperson: Yes.

Mr Doolub: *Item 22120 – Fees*, for an amount of Rs6,570,000, may we have details for this expenditure please.

The Prime Minister: It is provision made for training to members of staff either online or in-house. Training will also be provided to staff of the Live Broadcasting Unit.

The Chairperson: Thank you. Hon. Bodha!

Mr Bodha: Thank you, Mr Chairperson, Item 31112.442 – *Upgrading of Building (a) Upgrading of Parliamentary Security*. If the Prime Minister can enlighten the House on this.

The Prime Minister: To enhance the security in the vicinity of Parliament against external threats as follows –

- i) Upgrading of perimeter wall, under process, and
- ii) CCTV security cameras with control room also under process.

So, for the first one a sum of Rs1.5 m. and for CCTV: Rs2.5 m. So, an unused amount of Rs4 m. in the Financial Year 2023-24 is due to delay in obtaining survey reports and specifications.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 22900.981 – *Expenses icw Youth Parliament*. There is a decrease in the amount budgeted, can we have explanation for this please and may we know who decides for the participation of those young members please?

The Prime Minister: Provision is for the setting up of a fully functional Youth Parliament so as to make it an annual event; it is an educational programme. The programme consists 3 days training to around 80 youths of 18 to 23 years followed by 3 days session. The third Youth Parliament was organised in March 2023 and provision has been made to cater for the organisation of the 4th Youth Parliament in the coming financial year.

No Youth Parliament was organised in financial year 2023-2024. So, decrease in provision under this Item and other goods and services is in line with the trend of expenditure. As for the choice, I am not in a position to give the information. Probably, it should be in the form of a PQ.

The Chairperson: Yes. Thank you, hon. Prime Minister. Page 13, no question.

Vote 1-3 National Assembly (Rs281,000,000) was, on question put, agreed to.

(6.11 p.m.)

Vote 1-4 Electoral Supervisory Commission and Electoral Boundaries Commission was called.

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, under Item 22120 – Fees, there is an amount of Rs1 million budgeted for this year. May we know what these fees relate to?

The Prime Minister: Item 22120 – Fees, the provision for the payment of legal fees due to barristers and attorneys representing the Electoral Supervisory Commission for election petitions in respect of the National Assembly 2019.

As regards – maybe additional information – payment due to the Privy Council, same has been paid under Vote 1-5, Office of the Electoral Commissioner. An amount of Rs6.3 million has already been paid. So, I can give further information. There is a claim of Rs2.3 million that was received on 14 June 2024 from Moollan Chambers and will be paid in June 2024.

The Chairperson: Thank you, hon. Armance!

Mr Armance: Thank you. In respect to Vote 1-4, the ESC and the EBC, will the Prime Minister table the list of the Members?

The Prime Minister: Oh, yes. I can circulate the list.

The Chairperson: Thank you. Page 16. So, no question.

Vote 1-4 Electoral Supervisory Commission and Electoral Boundaries Commission (Rs3,300,000) was, on question put, agreed to.

(6.14 p.m.)

Vote 1-5 Office of the Electoral Commissioner was called.

The Chairperson: Hon. Bhagwan!

Mr Bhagwan: Page 17, Item 22120.016 – *Fees icw Elections*, good news – Rs585 million. Can we have a breakdown – if you have – hon. Prime Minister on the Rs585 million. Is there some money provided for the Municipal Elections also?

The Prime Minister: Provision is made for the conduct of by-elections in Constituency No. 10, the forthcoming National Assembly elections and the Municipal Council elections.

Mr Bhagwan: Can we have the dates also?

The Prime Minister: The dates...

(Interruptions)

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister.

The Prime Minister: I will communicate in the near future.

The Chairperson: Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: The same Item 22120.016 – *Fees icw Elections*, with regard to electoral petition, can the hon. Prime Minister state the amount paid to barristers and attorneys by the Office of the Electoral Commissioner?

The Prime Minister: We have the case of Dayal v Jugnauth and others where services of RWK Goodman were retained. I give the amount in rupees because it is easier. So, the amount is Rs459,210 that was paid and then again, the case of Dayal v Jugnauth and others, same barrister or firm or chambers for an amount of Rs5,129,919, making a total of Rs5,589,129.

The Chairperson: Thank you, hon. Armanee!

Mr Armanee: The Item 22120.016 – *Fees icw Elections*, can the Prime Minister give us the details of the amount that has been budgeted for the by-elections and the general elections separately please?

The Prime Minister: Provision for the conduct of –

- By-elections in No. 10 – Rs16 million;
- National Assembly elections: Rs330 million;
- Municipal Council elections: Rs239 million.

Making a total of Rs585 million.

The Chairperson: Thank you, hon. Bodha!

Mr Bodha: Thank you, Mr Chairperson, can I ask the Prime Minister whether provision is being made for the same day counting because it will entail that the number of officers is going to be increased systematically and substantially?

The Prime Minister: This is not in order, Mr Chairperson, because the hon. Member knows fully well that he can ask questions about details of Items here. This is a matter that has to be discussed with the Electoral Commissioner and ultimately decision will be taken.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. May I remind all hon. Members that we are going according as per Standing Order 73. So, we will not be discussing matters of policy and administration. Thank you.

So, time over!

Vote 1-5 Office of the Electoral Commissioner (Rs692,500,000) was, on question put, agreed to.

(6.19 p.m.)

Vote 1-6 Judicial and Legal Service Commission was called.

The Chairperson: No question.

Vote 1-6 Judicial and Legal Service Commission (Rs3,000,000) was, on question put, agreed to.

(6.19 p.m.)

Vote 1-7 The Judiciary was called.

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Item 22060 – *Maintenance*, may we have the details about to whom the contract for maintenance has been awarded and the procurement method used for allocation thereof?

The Chairperson: Are we on page 22, hon. Uteem?

Mr Uteem: Yes, 22.

The Prime Minister: Provision for the maintenance of all District Court buildings, rented buildings have also to be maintained to suit the specific needs in relation to the services provided by the Judiciary.

So, maintenance costs include payment for treatment against rodents, termites and other pests at historic Supreme Court Building at Jules Koenig and other District Courts. So, previous contract was on a month to month basis and ended on 30 April 2024. A new contract was awarded on 30 April 2024 to Eradicators Ltd for a contract period 1 March 2024 to 30 April 2025, for a contract amount of Rs176,640.

It is a long list. I can mention to you, for example –

- 1) Provision for treatment of pest control at Supreme Court. The contractor is AMI Company Ltd (Pest Handlers): Rs260,000;
- 2) Procurement of operation and maintenance of mechanical, electrical and plumbing engineering services at Supreme Court, Edith Cavell Street. The contractor is Rey & Lenferna Ltd: Rs11,515,000 yearly;
- 3) Birds repellent at Supreme Court, Edith Cavell Street. For this one, tender will be launched shortly with a revised cost estimate of Rs900,000 following a market survey;
- 4) There is provision of three gates, metal grills and other civil works at Pamplémousses District Court. Civil works need to be carried out at Pamplémousses District Court. Tenders are being finalised by Ministry of National Infrastructure and Community Development and will be launched shortly;

- 5) We have re-flooring of ushers' office at the Supreme Court (Historic Building). So, this one, again, the Ministry of National Infrastructure will have to submit its scope of work and the bills of quantities. It is a new project;
- 6) Then, there are other non-recurring expenses.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Chief Whip!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Page 22, Item 22030 – *Rent*, may we know the reasons for the decrease from Rs7 m. to Rs6,460,000?

The Prime Minister: The decrease under this item is mainly due to rental of additional CCTV cameras for Flacq District Court has been postponed as the District Court requires renovation first.

The Chairperson: Thank you. So, we now move to page 23. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 31112.415 – *Upgrading of Courts (a) New Court House – ii. Replacement of Old Air-Conditioning System by VRV/VRF System (Consultancy)*, may we know the status of repairs for the air-conditioning system and the replacement of old air-conditioning system, please?

The Prime Minister: Replacement of the old existing air-conditioning system, so, the central AC system is currently under-performing due to numerous faults and wear and tear; the costs of repairs are high; the cost of maintenance. Provision is being made for consultancy services for the project preparation and implementation. The bid document for hiring of the consultancy services is currently being prepared by the Energy Services Division.

The Chairperson: Thank you. Hon. Armance.

Mr Armance: Item 31112.415 – *Upgrading of Courts (b) Supreme Court (Historic Building) – i. Reroofing*, I can see there was a project of Rs23 m., half of it was earmarked for last year's budget. May I know what amount has been disbursed in the Rs12.7 m. that was budgeted and why is the project not going forward this year?

The Prime Minister: This project has been merged under the project Renovation Work of Supreme Court Building, Jules Koenig Street, Port Louis; hence, no funds have been earmarked.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Item 27210.010 – *Legal Assistance in "in forma pauperis"*, there is still the same amount of Rs2.5 m. that is budgeted. May I know how many people apply for this legal aid and how many of the applicants are successful?

The Prime Minister: So, I have the number of cases for each year and the amount spent. I will circulate it if you do not mind.

The Chairperson: You can circulate, hon. Prime Minister. Thank you. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson. Under the same Item – 27210.010 – *Legal Assistance in "in forma pauperis"*, may we know the eligibility criteria under this item and the expected number of beneficiaries for next year?

The Prime Minister: Legal aid is granted to needy people drawing income not exceeding Rs15,000 per month and owning property not exceeding Rs500,000.

Under the legal aid scheme, the expenditure includes fees to attorneys and barristers for both Mauritius and Rodrigues and as well as refund of air tickets to attorneys and barristers to and from Rodrigues.

The fees have been increased for: legal advice and counselling during the recording of a statement under warning from detainee or accused party from Rs1,000 to Rs5,000; for legal representation during a bail application from Rs1,000 to Rs5,000.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. At page 24, hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Under Item 31122.802 – *Acquisition of IT Equipment of which (b) Video Conferencing System*, may I know from the hon. Prime Minister in which courts is the video conferencing system being implemented?

The Prime Minister: In the second phase, provision has been made for the courts rooms of Industrial Court, Intermediate Court, Financial Crimes Division to be equipped with this video conferencing system, and each District Court will also have one court room equipped with video conferencing system.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over!

Vote 1-7 The Judiciary (Rs762,000,000) was, on question put, agreed to.

(6.29 p.m.)

Vote 1-8 Public Service Commission and Disciplined Forces Service Commission was called.

The Chairperson: Hon. Armance!

Mr Armance: Thank you, Mr Chairperson. Regarding Vote 1-8, the PSC, may we know how many vacancies have been processed through the PSC in the last financial year and how many applications have been received by the PSC in respect to the vacancies that were put on?

The Chairperson: Can you please repeat the section?

The Prime Minister: Which item?

The Chairperson: We are on page 27. Item?

Mr Armance: 1-8.

The Prime Minister: No, 1-8 is the Vote, the total expenditure.

Mr Armance: I am asking about the PSC in general.

The Chairperson: No, you have to refer to a specific item and then the hon. Prime Minister will be able to reply. We will give you some time until you find one. Next!

The Prime Minister: No, I can reply but, Mr Chairperson, I will reply, in fact but I don't want to set a precedent because you can't ask a general question on vote of total expenditure. It must be on a specific item.

The Chairperson: Yes, agreed!

The Prime Minister: But I will reply for the benefit of the House. So, for the vacancies filled in Mauritius and Rodrigues 9,736 vacancies have been filled for the period 01 July 2023 and 31 May 2024 by the PSC and DFSC and I can circulate the list also.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Hon. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Yes, Item 22120 – *Fees*, can we have details about those fees please?

The Prime Minister: So, this is fees to Chairperson and Members of the Board. Provision made for the payment of fees for the Departmental Bid Committees and Bid Evaluation Committees. There are different items also; fees for training. There are fees in connection with examinations and interviews. So, the increase in provision under this item is to cater for Departmental Bid Committees and Bid Evaluation Committees to be set up for purchase of office equipment and furniture.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, under Item 21110.001 – *Personal Emolument – Basic Salary*, may we have the name and the salary of each of the Chairperson, Deputy Chairperson and Commissioner of each of the PSC and DFSC?

The Prime Minister: Yes, I have it, Mr Chairperson. Well, I can circulate. Let me say –

- The Chairperson - Mr Lutchmeeparsad, CSK, Rs175,750, and other fringe benefits.
- Deputy Chairpersons - Mr Ramkurrun and Mr Veerasamy, Rs150,750 and other fringe benefits.
- Commissioners – Mr Sydonie, Mr Dusowoth, Mr Seelarbokus and Mr Jhugroo, Rs97,625 and other fringe benefits.

And then there are allowances payable to DFSC Commissioners. So –

- The Chairperson is Mr Vidianand Lutchmeeparsad – Rs39,125.
- The Commissioners are Mr Bhogun, Mr Pursunon, Mr Jeanne and Mr Appadu – Rs71,800 and other fringe benefits.

The Chairperson: Thank you. Page 28, hon. Chief Whip!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Vote item 31122.802 - *Acquisition of IT Equipment*, can we have more details and name of the supplier, please?

The Prime Minister: That is for the Automatic Multiple-Choice Question Marking System. The letter of award was issued to Central Business Equipment Limited on 27 March 2024 for a total amount of Rs465,750 VAT inclusive and provision made for the acquisition of a new file server as the present one has reached its end of life and it is no more supported by manufacturer and two network-attached storage devices. There is also provision made for the implementation of video conferencing system to enable the Commissions to conduct meetings online with their counterparts and other international organisations.

Then there is acquisition of PABX System. The current PABX System dates back to 2009 and has become outdated and it cannot cater for additional analog extensions. So, as the MCQ Project has been completed as well as video conferencing system which is almost completed, the increase in provision under this item is due to the acquisition of the new PABX System.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Time over!

Vote 1-8 Public Service Commission and Disciplined Forces Service Commission (Rs147,500,000) was, on question put, agreed to.

(6.37 p.m.)

Vote 1-9 Public Bodies Appeal Tribunal was called.

The Chairperson: Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110 – *Personal Emoluments*, can we know the number of cases that are pending before the Public Bodies Appeal Tribunal, please?

The Prime Minister: So, ongoing pending appeals for the past financial years: 64. Appeals received during the Financial Year 2023-2024: 30. So, appeals solved in the Financial Year 2023-2024 including 13 from the year 2023-2024 is 77 and ongoing appeals remaining to be solved: 17.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Thank you, Mr Chairperson. On page 30, Item 22120 – *Fees*, may we have a breakdown of this figure and also to whom these fees are payable?

The Prime Minister: Fees to the Chairperson and Members of the Bid Evaluation Committee and Departmental Bid Committee and then there is also provision fees in connection with training of staff and provision for payment of fees to Counsels and Attorneys retained on a case to case basis to represent the Tribunal before the Supreme Court in cases referred for judicial review. The decrease in provision is due to trend of expenditure.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Item 22030 – *Rent*, may we have details for this item please?

The Prime Minister: So, this is for provision for renting of the fourth floor at Belmont House over an area of 4,456 square feet at a monthly rate of Rs143,750 inclusive of VAT for year one and year two, a monthly rate of Rs155,250 inclusive of VAT for year 3. The contract has been renewed for a period of three years with effect from March 2024 to 28 February 2027. The owner of the building, so Belmont Ltd represented by Mr A. K. Mungur and then there is also the rental of two parking slots for Chairperson and members of the Tribunal at Garden Tower and reserved parking No. 246 at Intendance Street, Port Louis.

The increase in provision is due to monthly rent renewed for 3 years, and expenses incurred in connection with the maintenance of one parking slot at Garden Tower by DBM Properties Ltd, and reserved parking at Intendance Street. This is done by the Ministry of Land Transport and Light Rail.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under Item 21110.001 – *Basic Salary*. May we know the name of the Chairperson and members of the Tribunal, and the salary that they get every month?

The Prime Minister: The Chairperson is Mr S. Tirvassen, his salary is Rs179,150 and there are other benefits. Members –

- (i) Mr J. M. Simonet, Rs122,900 and other benefits.
- (ii) Mr N. M. A. Meeajun, Rs122,900 and other benefits.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Time over!

Vote 1-9 Public Bodies Appeal Tribunal (Rs19,900,000) was, on question put, agreed to.

(6.42 p.m.)

Vote 1-10 Office of Ombudsman was called.

The Chairperson: Hon. Mrs Navarre-Marie, we are on page 32.

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson, Under Item 21110 – *Personal Emoluments*, could we have the number of cases that have been referred to the Ombudsman and number of cases that have been solved during last year?

The Prime Minister: Complaints lodged during the Financial Year 2023-2024, 566 of which –

- from Ministries: 294;
- from Local Authorities: 81;
- from Rodrigues: 34;
- complaints outside jurisdiction or premature:157,

making a sub-total of 566, and cases carried forward from previous years: 330 – a total of 896. 896 complaints were investigated into and 544 decisions were taken. Investigations into the remaining 342 complaints are still ongoing as at 01 June 2024.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. We have no further questions.

Vote 1-10 Office of Ombudsman (Rs18,500,000) was, on question put, agreed to.

(6.44 p.m.)

Vote 1-11 National Audit Office was called.

Mr Chairperson: Page 34. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 22120 – *Fees*. May we know to whom these fees are payable and also their respective amounts?

The Prime Minister: Fees for training, then we have fees to consultants, subscription fees to professional bodies and then we have inspection and audit fees. I can circulate the details; there are a lot of items under each item that I have mentioned.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Page 34, Item 22030 – *Rent*. There is an increase in rent.

The Prime Minister: The increase is due to the provision made for increase in rate of monthly rent as per the new lease agreement and provision is also made for rental of additional space of 1000 square feet on the second floor of the Air Mauritius Centre, Port-Louis at Rs45 per square foot plus service charges and VAT, amounting to as total of Rs690,000 per year.

And second provision also made for parking slots in respect of senior officers who are eligible for parking and also for general increase in rate of parking.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Item 21111.002 – *Other Staff Costs – Travelling and Transport*. May I know from the hon. Prime Minister if provision has been made for overseas travel of staff of the National Audit Office to our embassies and overseas missions?

The Prime Minister: Well in this I see provision made for payment of refund of bus fares, PRB travelling, travel grants, mileage allowance, and cost of air tickets to officers proceeding to Rodrigues annually for audit purposes. So I don't see any air travel to other embassies – I am told no.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Yes, Mr Chairperson, I will go back to Item 22030 – *Rent*. Can the Prime Minister give the details to whom this amount of Rs7.8 m. which is budgeted is being paid? And if the list is too long, the Prime Minister can circulate it.

The Prime Minister: Rental of building, the owner Mauritius Estate Development Corporation Ltd (MEDCOR LTD) for a contract period 19 February 2024 to 18 February 2029. We also have another owner: Foreign Plus Ltd for a contract period from 01 January 2021 to 31 December 2024, and 01 January 2024 to 31 December 2029, and then proposal for rental of additional space: Mauritius Estate Development Corporation Ltd (MEDCOR), again. For the parking I see there are –

- (i) 6 slots from Mauritius Estate Development Corporation: Rs32,200;
- (ii) 3 slots from Rabadia Investment Ltd: Rs5,175;
- (iii) 1 slot from Sugar Insurance Labour Welfare Fund: Rs2,500;
- (iv) 4 parking slots from Bahemia Aboobakar: Rs10,000;
- (v) 2 slots form Mauritius Museum Council: Rs7,000.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. No further questions.

Vote 1-11 National Audit Office (Rs195,000,000) was, on question put, agreed to.

(6.49 p.m.)

Vote 1-12 Employment Relations Tribunal was called.

The Chairperson: Page 36. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110 – *Personal Emoluments*. May we know how many cases have been referred to this Tribunal, now many cases are pending and how many have been solved?

The Prime Minister: So, the number of –

- cases lodged: 123;
- cases disposed: 109;
- awards issued: 17;

- orders issued: 17;
- cases pending: 121, and
- cases disposed within the prescribed time limits: 50.

So, out of the 123 cases lodged, 64 cases are from the Commission for Conciliation and Mediation, 12 cases from the Ministry of Labour, Human Resource Development and Training, 26 cases from the Registrar of Associations and 21 cases from applications made by trade unions and employers.

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: *Item 21110.001 – Basic Salary.* May we know the name and salary of the President and Vice-President of the Tribunal?

The Prime Minister: Yes.

- President's post is vacant;
- The Vice President is Indiren Sivaramen with monthly salary Rs150,750 plus salary compensation and allowances. There is a list I can circulate.
- The Vice-President is Mr Shameer Janhangeer with a monthly flat salary of Rs150,750 plus salary compensation and other allowances.

They have both been appointed by the Public Service Commission in a substantive capacity in their respective grade.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. You have one more question?

Mr Uteem: Same thing. Following what the hon. Prime Minister has stated, can we know from when has there been a vacancy in the post of President?

The Prime Minister: The post of President was advertised on 08 September 2023 and interviews were held in March 2024. So, filling of the post is in process.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Since we have no further questions, let's move on to another vote.

Vote 1-12 Employment Relations Tribunal (Rs25,800,000) was, on question put, agreed to.

(7.53p.m.)

Vote 1-13 Local Government Service Commission was called.

The Chairperson: Page 38. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under *Item 21110.001 – Basic Salary*, may we know the composition, the name of the people in the Commission and the amount of fees payable to them?

The Prime Minister: The Chairperson is Mr Bhanoodutt Beeharee, appointed Chairperson from 13 March 2020 to 19 April 2023 and then reappointed on 21 April 2023 for a period of three years. His monthly salary is Rs155,000 plus salary compensation and other allowances.

The Members are –

- 1) Mrs Purnima Devi Rawoteea, appointed on 21 April 2023 for three years.
- 2) Mr Reshad Bhaukaurally, O.S.K, appointed on 17 January 2023 for three years.
- 3) Mr Premchand Tanakoor, appointed on 20 April 2023 for three years.
- 4) Mr Jean Bruneau Dorasami, appointed on 17 July 2023 for three years.

All the members receive a salary of Rs73,800 plus compensation and other allowances.

The Chairperson: Hon. Bodha!

Mr Bodha: Thank you Mr Chairperson. On the same provision, may I ask the hon. Prime Minister how many posts were advertised and how many applicants applied for those posts during the year 2023-2024?

The Prime Minister: Up to 31 May 2024 –

- 1) The number of vacancies filled by selection – 385;
- 2) The number of vacancies filled by promotion – 29;
- 3) The number of vacancies filled under delegation of power – nil.

The total number of vacancies filled is 414. I can also give you for the year 2023-2024 –

- 1) Number of posts advertised –111,
- 2) Number of vacancies filled –385.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you Mr Chairperson. Item 22120 – *Fees*, may we have more details for this expenditure?

The Prime Minister: So this is regarding provision made for fees payable to staff for attending Departmental Bid Committee and Bid Evaluation Committee as and when required. Fees to Members of the Audit Committee is Rs141,400 yearly and then there is also an amount required to cater for officers to follow courses organised by the Ministry of Public Service, Administrative and Institutional Reforms or training identified by the Commission in order to sustain employees continual growth. Then, there is also provision made for conducting examinations, in respect of recruitment in the local authorities. Generally, the MES is called upon for this exercise and payment of fees to advisors for attending interview panels. So, the increase is fees to cater for additional expenses in respect of meetings of Departmental Bid Committees and Bid Evaluation Committees.

The Chairperson: Thank you. Page 39, hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Item 31112.041 – *Upgrading of Office Buildings* at Rs3.7million, can I ask the hon. Prime Minister whether it is referring to the same building that was newly constructed at Item 31112.001, that is now being upgraded?

The Prime Minister: The project catered for the refurbishment of the existing building, ground and first floor. Do you want the details?

Mr Osman Mahomed: No, my question is why would a new building need to be upgraded? Is it referring to the same building?

The Prime Minister: The flooring of the ground and the first floor is due to its deteriorated state and to replace the old cables of the local area network to improve connectivity.

The Chairperson: Time is over!

Vote 1-13 Local Government Service Commission (Rs53,200,000) was, on question put, agreed to.

(6.59 p.m.)

Vote 1-14 National Human Rights Commission was called.

The Chairperson: Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Item 26313.060 – (a) *Staff Costs*. There is an increase in the staff cost. Can the hon. Prime Minister give the details of that?

The Prime Minister: Provision for payment of salary, salary compensation, allowances, cash in lieu of leave, gratuity and end of year bonus for staff and members of the Commission.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 26313.060 – *National Human Rights Commission*. May we know the composition of the Commission, their salaries and the number of cases considered please?

The Prime Minister: The composition of the Commission is as follows –

- i) Mr D. B. Seetulsingh, Chairperson; salary is Rs188,250 per month plus other allowances;
- ii) Mrs Lee Yin Lam Hung, Deputy Chairperson; salary is Rs150,750 monthly plus other allowances;
- iii) Mr Chuveeraj Naik, Member, salary is Rs119,500 plus other allowances;
- iv) Mrs Laureen Manguillier, Member, Rs119,500 and other allowances.

Then we have the National Preventive Mechanism Division –

- i) Mr Mohamed Idbal Torabally, Deputy Chairman with salary Rs150,750 monthly plus other allowances;
- ii) Mr Joseph Gabriel Michel Vieillesse, Member with salary Rs119,500 monthly plus other allowances;
- iii) Mr Vinod Anand Mittoo, Member with salary Rs119,500 plus other allowances;

Now, the number of cases for the Human Rights Division –

- Number of complaints: 176
- Resolved: 144
- On-going: 32.

And the National Preventive Mechanism Division for both Mauritius and Rodrigues –

- Number of complaints: 115
- Resolved: 99
- Ongoing: 16

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson, under the same Item 26313.060 – *National Human Rights Commission (a) Staff Costs*. Could we have the number of missions carried abroad by each member of the Commission together with the cost of air tickets and *per diem* paid to them?

The Prime Minister: Meetings and seminars attended and their respective country, I have a list, I can circulate.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over!

Vote 1-14 National Human Rights Commission (Rs35,300,000) was, on question put, agreed to.

(7.04 p.m.)

Vote 1-15 Office of Ombudsperson for Children was called.

The Chairperson: We will start by page 42, hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110 – *Personal Emoluments*. May we know how many complaints have been received and how many of them have been resolved.

The Prime Minister: For July 2023 to 15 May 2024, the total number of cases –

- Reported – 232;
- Disposed – 173;
- In Progress – 28, and
- Awaiting Report – 31.

The Chairperson: We move to page 43, hon. Osman Mohamed!

Mr Osman Mohamed: *Item 31112.041 – Upgrading of Office Building.* May we have the status on this, has the works actually started and by which contractor?

The Prime Minister: No funds have been disbursed during Financial Year 2023-24, payment will be done in Financial Year 2024-25 after completion and commissioning of works which is expected to be around January 2025. Retention money and residual expenses will be paid in Financial Year 2025-26. The project value was Rs13,500,000. An amount of Rs9.6 m. was voted in the Budget 2023-24 for fit-out works at the new office space at Ebene Heights and after a procurement exercise, a letter of acceptance was issued on 25 March 2024 to Nundanee Fit-out & Interiors Ltd. for fit-out works to be carried out; works have started in April 2024.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister since we have no further question.

Vote 1-15 Office of Ombudsperson for Children (Rs29,300,000) was on question put, agreed to.

(7.07 p.m.)

Vote 1-16 Independent Police Complaints Commission was called.

The Chairperson: Page 45. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms. J. Bérenger: *Item 26313.142 – Independent Police Complaints Commission.* May we know the composition of the Commission and their remuneration package and the number of cases considered please.

The Prime Minister: Well, there is a long list. It is a detailed list. Would the hon. Member mind if I just circulate?

The Chairperson: Yes, hon. Prime Minister you can please circulate. We have no further question.

Vote 1-16 Independent Police Complaints Commission (Rs15,700,000) was, on question put, agreed to.

(7.08 p.m.)

Vote 1-17 Financial Crimes Commission was called.

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Under Item 26313.164 – *Financial Crimes Commission (a) Staff Costs*. May we know from the Prime Minister, what is the salary package of the Director General and the Commissioners of the FCC?

The Prime Minister: You know very well, that there is a Parliamentary Committee on FCC and all matters relating to the budget of the FCC can be dealt with in that quorum.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister.

Vote 1-17 Financial Crimes Commission (Rs300,000,000) was on question put, agreed to.

(7.09 p.m.)

Vote 1-18 Office of Ombudsperson for Financial Services was called.

The Chairperson: Page 47 so, hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110 – *Personal Emoluments*. May we know the number of cases referred to this Office and the number of cases solved, please?

The Prime Minister: For the period of 01 July 2023 to 31 May 2024 –

- Number of outstanding complaints from the previous period: 696;
- Number of complaints received for the current period: 638;
- Number of complaints investigated and/or resolved: 849;
- Number of outstanding complaints: 485.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, may I know from under the same Item 21110 – *Personal Emoluments*, whether there are any vacancies at the Office of the Ombudsperson for Financial Services that have not yet been filled?

The Prime Minister: I see that there is vacancy for one Assistant Financial Operations Officer. Post to be filled by Ministry of Finance. And then, I also see the driver, one vacant post to be filled under delegated power.

The Chairperson: Thank you. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Yes, thank you. Item 22030 – *Rent*, has there been a change in building rented because the rent has gone down from Rs3.16 million this financial year to Rs2.88 million for the next year.

The Prime Minister: The decrease in the provision for the rent is because the rental paid yearly to Sicom does not exceed Rs2.59 million annually.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Page 48? No question.

Vote 1-18 Office of Ombudsperson for Financial Services (Rs 18,000,000) was, on question put, agreed to.

(7.13 p.m.)

(The Prime Minister's Office, Ministry of Defence, Home Affairs and External Communications and Ministry for Rodrigues, Outer Island and Territorial Integrity).

Vote 2-1 Prime Minister's Office was called.

The Chairperson: So, we are going to start on page 55, no questions. Okay, let's move to Page 56. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Yes, on page 56, Item 22120.017 – *Fees of which Legal fees*, last year there was an amount Rs47 million, this year Rs30 million have been budgeted. May we have the breakdown for this amount?

The Prime Minister: Item 22120.017 – *Fees of which Legal fees*, legal advice provided –

- a) In respect of Chagos Archipelago, so fees to be paid to external lawyers: Rs16,800,000.

- b) Then we have reimbursement of reasonable out of pocket expenses to be incurred by external lawyers providing advice to Mauritius, including travel and hotel accommodation, expenses for meetings to be held in Mauritius, London and elsewhere: Rs5.5 million.
- c) Then we also have the fees under United Nation General Assembly's request to ICJ for advisory opinion on climate change. Fees to be paid to external lawyers: Rs6.1 million.
- d) Then we have the reimbursement of out of pocket expenses to external lawyers for attending meetings before ICJ and ITLOS, including travel and hotel accommodation: Rs1.5 million.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. May I remind hon. Members that we will be going by sub-head? So, we are on Sub-Head 2-101: Cabinet Office on page 56. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 22060.001 – *Maintenance of which Buildings*, I can see that from this year to next year's budget, this amount has been doubled from Rs20 million to Rs40 million. May I have details behind this increase? Thank you.

The Prime Minister: Well, the hundred years old shingles have rotten to an advanced level, causing recurrent water leakage which is an inconvenience, of course, not only to me but to high dignitaries, visitors and personnel. And the rugs also which exist for more than 20 years, are worn out. So, tender exercises for both items are ongoing.

The amount earmarked for the year 2023-2024 was not used due to delay in the preparation of the tender document in view of the complexity of the works.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson, Item 22900.985 – *Other Goods and Services of which Expenses icw Chagos Archipelago*, last year an amount of Rs50 million was earmarked. Could we have a breakdown of expenses under this Item?

The Prime Minister: Yes, provision required for –

1. Visit to Chagos Archipelago;
2. For hiring of lobbying firm in the US;
3. Creation of the Marine Protected Area around the Chagos Archipelago.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 22900.994 – *Other Goods and Services of which Expenses icw National Youth Environment Council*, peut-on savoir la composition de ce *Council* et combien de fois se sont-ils rencontrés la dernière année ?

The Prime Minister: Composition of the National Youth Environment Council –

- The Chairperson is Mr Kavish Seedam;
- The Vice Chairperson is Mr Narotum Dass Yudhish Rohee;
- Representative of Prime Minister’s Office, Miss Tracy Anne Wong Kee Yan;
- Representative of Ministry of Environment, Solid Waste Management and Climate Change, Miss Stephanie Cybèle Clarisse in replacement of Miss Nabeela Fokeerbux, Assistant Permanent Secretary following the change in the posting;
- Representative of Ministry of Youth Empowerment, Sports and Recreation, Miss Aisha Bin Akbar Nunoo in replacement of Mrs Shiksha Darshinee Ramful;
- Representative with legal background, Miss Adila Nooshreen Luttoo;
- Representative with social background again, Mr John Oliver Fanfan;
- Representative of the United Nations Resident Coordinators Office, Mrs Varalakshmi Permali Mootoocarpin, and
- The representative of Trade Union, Mr Mathieu Fabrice France.

There are five representatives from NGOs –

- SOS Patrimoine en péril, Mr Keshore Odit ;
- Marine Megafauna Conservation Organisation, Miss Chavi Hukum

And then I see three vacancies for representatives of NGOs also. About the number of Council meetings, for 2023-2024, there are four meetings and three subcommittee meetings.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over, we move to the next Sub-Head 2-102: Private Office and Ceremonials, page 56, no questions. Page 57, hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Under Item 21110.005 – *Personal Emoluments, Extra Assistance*, may we have the list of the Advisors and the amount of compensation paid to them?

The Prime Minister: Yes, the Advisors are –

- Mr Nayen Koomar Ballah, Rs166,650;
- Mr Kreedeo Beekharry, Rs122,900;
- Mrs Sarah Rawat-Currimjee, Rs104,150;
- Mr Kushalrajsing Meetarbhan, Rs97,900;
- Miss Chiaw Lo Siong Shou, Rs81,350;
- Mrs Damayndee Rengasamy, Rs69,600;
- Mr Mohesh Kumar Ramnochane, Rs35,750;
- Mr Prithiviraj Rampursad, Rs35,750;
- Mr Kavish Pultoo, Rs132,275;
- Mr Heman Jangi, Rs97,900.

And then, we have Advisors with no remuneration –

- (i) Dr. Zouberr Houssein Issa Joomaye;
- (ii) Mr Surendrea Teeluck;
- (iii) Mr Ramprakash Maunthrooa;
- (iv) Mr Seewoosagur Domun;
- (v) Mr Georges Chung Tick Kan.

And then, we have two officers on contract –

- (i) Mrs Tej Asha Mudhoo, Rs122,900, and
- (ii) Mr M. Mootoo, Rs81,350.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 22900.014 – *Hospitality and Ceremonies*, can we have a breakdown?

The Prime Minister: To meet expenses for dinners and lunches hosted in connection with

- State visits, visits of official guests and important personalities;
- the organisation of functions and ceremonies;
- payment to Airport Terminal Operations Ltd. for the use of State and VIP lounges.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: *Under the same Item 22900.014 – Hospitality and Ceremonies,* l'honorable Premier ministre peut-il déposer la liste des cérémonies qui sont programmées ?

The Prime Minister: Yes, I can circulate.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. We now move to Sub-Head 2-103: Defence and Home Affairs. On page 57, we have no questions. We move directly to page 58. Hon. Ms Anquetil!

Ms Anquetil: Merci, *Mr Chairperson.* Item 22900.955 – *Gender Mainstreaming*, peut-on savoir, s'il vous plait, les actions préconisées pour l'utilisation de cette somme de R 200 000 ? Merci.

The Prime Minister: *Alors*, for the current year, Awareness Programme on Gender-Based Violence had been organised on Thursday 30 May 2024, in collaboration with the Ministry of Gender Equality and Family Welfare. The number of participants is 29. The plan for the next financial year is to develop a Gender Action Plan and Gender Statement for the Home Affairs Division and to organise training and workshops for staff on gender mainstreaming.

The Chairperson: Thank you. Hon. Bodha!

Mr Bodha: Thank you, Mr Chairperson. Item 22900.910 – *Running Cost of Security Unit*, can I ask the hon. Prime Minister who is the Security Advisor?

The Prime Minister: The National Security Advisor is Mr Vivek Kumar Johri, with a monthly salary of Rs119,500, plus other benefits.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Item 26313.160 – *Côte d'Or International Racecourse and Entertainment Complex Ltd (COIREC)*, there is an amount of Rs25 m. which is budgeted, may we have the details and breakdown of this figure?

The Prime Minister: Côte d'Or International Racecourse and Entertainment Complex Ltd

—

- Compensation of employees: Rs10 m.;
- Good and services: Rs15 m., of which –
 - (i) rental of space: Rs7 m.;
 - (ii) boards and committees: Rs2 m.;
 - (iii) legal and professional fees: Rs3m.;
 - (iv) payment of taxes: Rs3 m.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 22900.811 – *Expenses icw MNIC Unit*, I guess that we are talking of the new MNIC Unit, may I know from the hon. Prime Minister the name of the person in charge of this new MNIC Unit?

The Prime Minister: I hope I am pronouncing the name rightly, Tasleem Chitamun.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. We move to page 59. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Item 31132.114 – *E-Passport project*, there is a project value of Rs525 m. and this year, Rs50 m. is being budgeted. Can the hon. Prime Minister shed some light on this project, that is, to whom the contract has been allocated and also, when will this project be live?

The Prime Minister: An amount of Rs5,917,000 has been spent in Financial Year 2023-2024 for the appointment of a consultant for the preparation and submission of a tender document. The consultant is Al Madina Development & Supply LLC. The contract was awarded through a tender exercise.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over! Sub-Head 2-104: National Security Services. No question? Hon. Ms J. Bérenger, we are on page 59, Sub-Head 2-104: National Security Services. No questions.

Next Sub-Head 2-105: Equal Opportunities Commission. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110.005 – *Extra Assistance*, can we have details about this extra assistance, please?

The Prime Minister: Provision is made for the payment of salaries, bonus, refund of leave, contributions to National Savings Fund at the rate of 2.5% of basic salary for Chairperson and three members of the Equal Opportunities Commission.

- The Chairperson, Mr A.S. Jeewah, Rs188,250.
- Member, Mr L.R. Toulouse, Rs119,500.
- Member, Mr G. Shibchurn, Rs119,500.
- Member, Mr G. Seechurn, Rs119,500.

And there are also other benefits.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Yeung Sik Yuen!

Mr Yeung Sik Yuen: Item 22120 – *Fees*, can we have more details on the fees and why is there an increase for the next estimates?

The Prime Minister: Provision is made for the payment of the services of a consultant on contract having legal background.

The contract is ending on 30 of June 2023 and necessary action for renewal for a further term of one year is being taken. An all-inclusive fee of Rs33,250 monthly is being paid to the Consultant. She supports the two investigators in the handling of complaints at the EOC. There is also provision of legal fees to lawyers who would be required to represent the Commission in Court for matters against public bodies. The increase is due to two court cases being heard and the services of a Barrister at Law and a Senior Attorney have been retained. Provision is also made for future cases that may come.

The Chairperson: Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: I had one on 2-104: National Security Services since we are still on the

The Chairperson: You already passed this Sub-Head. We are on Sub-Head 2-105.

Mr Ameer Meea: Yes, but you move on so quickly that I could not catch your attention.

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under Item 21110.001 – *Basic Salary*, may I know from the hon. Prime Minister, the number of complaints that has been filed with the Equal Opportunities Commission, the number of complaints that have been resolved and the number of complaints that have been referred to the Equal Opportunities Tribunal for determination.

The Prime Minister: Yes, I have a list. Can I circulate it because it will take time to read everything?

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. So, on page 60, do we have any question? We are still on page 60, Sub-Head 2-105, no question. So, we move to Sub-Head 2-106: Government Information Service. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 26313.048 – *Media Trust Fund*, may we know the composition of this Fund, please?

The Prime Minister: So, the composition is as follows –

- 1) The Chairperson is Mr Taluck Beeharry and his fees per Sitting is Rs2,675.
- 2) The representative from Prime Minister's Office is Ms Aditi Pareima, with Rs1,180 per Sitting.
- 3) The representative from Electronic Media is Mrs Cynthia Moutou, with Rs1,180 per Sitting.
- 4) The representative of Ministry of Finance, Economic Planning and Development is Mrs Bibi Noorina Hinga Sahutoora and the alternate is Mr Ranjeet Gopal, with Rs1,415 per Sitting.

5) Representatives of the Press Editor in Chief: Mr Jean Claude Le Roi and Mr Jean Luc Emile with Rs1,180 per Sitting.

6) Representatives of the Press Journalist are Mr Shehzad Ali Joomun and Mr Kendy Mangra with Rs1,180 per Sitting.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 21110 - *Personal Emoluments*, may I know the name of the Director, pay package, the number of overseas mission and *per diem*?

The Prime Minister: Mr Kavish Pultoo resigned from his post of Director, Information Services as from Monday 12 February 2024. Mr Satydanand Aujeet, the Permanent Secretary has been called upon to supervise the Government Information Service as from 12 February 2024.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. No more questions on Sub-Head 2-106. So we move to page 61, Sub-Head 2-107: Pay Research Bureau. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes under item 21110 – *Personal Emoluments*, may I know from the hon. Prime Minister whether there is any date which has been earmarked for the publication of the new report relating to salary adjustment?

The Prime Minister: No, you must ask a PQ for this.

The Chairperson: I think hon. Uteem knows the answer. So, we move to next Sub-Head 2-108: Civil Status Division on page 61. No question? We move to page 62 on same Sub-Head. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Yes, the Item 22030 – *Rent*, Rs11 million, may we have the details and a breakdown of this figure?

The Prime Minister: So, provision for the rental of 33 Civil Status sub-offices. I can circulate the list for the 33 Civil Status sub-offices and then provision to meet payment of 4 parking slots: 2 official vehicles, 1 for the Head IT Unit and 1 for the Assistant Manager Human Resource. The owner is Mr Philippe Li Wan Po. I will circulate the list of the offices.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 28211.015 – *Transfers to Non-Profit Institutions, Muslim Family Council*, can I ask the hon. Prime Minister who chairs the Muslim Family Council and what is the package that he draws? And the composition of the Council as well, please?

The Prime Minister: So, the Chairperson is Mr Mohamed Irshad Cassam Laulloo and the Vice-Chairperson is Mrs Shaheen Abdul Carrim.

The Members are as follows –

- Mr Afzal Khan Fazal Khan;
- Mr Shameem Seegoolam;
- Ms Shamima Soobraty;
- Dr. Bibi Farida Oudally.

The representatives from the Civil Status Office are Mrs Bibi Farzana Goorah Abdoul Raman and the Secretary is Mrs Wadasha Osra.

As for the number of cases, I can circulate it.

The Chairperson: Okay, so the hon. Prime Minister will circulate the number of cases. So, we now move to hon. Uteem!

Mr Uteem: At same Item 28211.015 – *Muslim Family Council*, may we know the fees payable to the Chairperson and the other members of the Council?

The Prime Minister: So, the fees are as follows –

- Chairperson: Rs43,717;
- Vice-Chairperson: Rs25,221, and
- For all the members, Rs1,740.

The Chairperson: Thank you, hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Item 22900.812 – *Other Goods and Services of which Expenses icw Single Point Office*, this seems to be a new budget of Rs5.3 m. as from this financial year. May I have some details from the hon. Prime Minister behind this Single Point Office; is it something like a one-stop-shop for those administrative procedures?

The Prime Minister: The government has decided to implement the single point office project so as to prevent hardships to bereaved families from moving from one office to another to complete the formalities for burial and cremation. As at date, we have 13 offices that have been identified across the island to act as a single point office. I can circulate the list.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 28212.007 – *Savings Culture Campaign*. The amount allocated has doubled, can we know the reason and can we have more details, please?

The Prime Minister: I am told that this increase is due to the trend of expenditure. It is for provision to meet payment of Rs200 per child born in line with the Savings Culture Schemes introduced by government since January 1997. The Scheme is implemented through MauBank. So when we look at the trend, the number of birth vouchers, we see for the period July 2022 to 30 June 2023: 4965 births, and total amount paid is Rs993,000. From July 2023 to 31 May 2024: 10,304 births therefore amounting to Rs2,060,800. So, there is an increase. This is a good sign.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over! We now move to Sub-Head 2-109: Citizen Support Unit on page 62. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Item 21110 – *Personal Emoluments*. May we know from the Prime Minister the number of outreach programmes that has been conducted by a CSU in relation to *Ensam avec CSU* since its inception in 2020?

The Prime Minister: Since February 2020 till 08 June 2024, 159 *Ensam avec CSU* programmes were conducted in various regions around Mauritius in collaboration with the MBC.

The Chairperson: Thank you. Page 63. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: In Item 22030 – *Rent*. We see that the rent for this year will substantially increase from Rs2.1 m. last year to Rs6,355,000. May we know why is that so?

The Prime Minister: Well the increase is due provision made for –

- (i) rent of TM building;
- (ii) the relocation of CAB offices in Vacoas and Black-River;
- (iii) the increase in rent upon renewal for Rose-Hill office and Flacq office.

The Chairperson: Thank you. Hon. Woochit!

Mr Woochit: Item 31122.802 – *Acquisition of IT Equipment*. It is a new item as from this year of Rs4,400,000. Can we have some details about it?

The Prime Minister: Provision is made to cater for the cost of the following IT equipment –

- 35 PCs: Rs2,450,000;
- 9 laptops: Rs720,000;
- 31 All-in-One Stations: Rs1,230,000, making a total of Rs4.4 m.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Yeung Sik Yuen!

Mr Yeung Sik Yuen: Item 22120 – *Fees*. Can we have the details?

The Prime Minister: These are fees for training of staff.

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Item 31132.801 – *Acquisition of Software (New CSU Portal)*. Last year, it was Rs6 m., this year zero and then next year Rs12. May I know what this software is and why do we not have anything budgeted for the current year?

The Prime Minister: Arrangement will be made with the Ministry of Finance, Economic Planning and Development to make fund available for the acquisition of the CSU Portal.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time is over!

Vote 2-1 Prime Minister's Office (Rs1,550,000,000) was, on question put, agreed to.

(7.48 p.m.)

Vote 2-2 External Communications was called.

The Chairperson: We are on page 74. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 22120.008 – *Fees to Consultants*. From this year, there will be a sum of Rs5 m. budgeted and Rs10 m. for next financial year, may we know in what respect?

The Prime Minister: Provision is made to cater for the enlistment of a consultant to carry out an in-depth study to explore the possibility of developing a second sea-port in the region of Mahebourg or Vieux Grand Port, Bois des Amourettes. If you were present earlier, you would have listened to my speech and you would have heard me speaking about this issue. Anyway, it is good that I inform you about it.

The Chairperson: Maybe you can have it on the recording of the National Assembly. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Thank you, Mr Chairperson. Item 32145.525 – *Loan to Airport Holdings Ltd*. Every year, there is a huge amount of Rs1.4 billion which is being loaned to Airport Holdings Ltd. Can I ask the hon. Prime Minister what are the terms of this loan in terms of interest rate and also repayment modalities, but also at now what is the accumulated balance of the loan from Government to Airport Holdings Ltd?

The Prime Minister: I will get this information and then circulate.

The Chairperson: The hon. Prime Minister will circulate the information, Hon. Ms Anquetil!

Ms Anquetil: Merci, alors je retourne sur l'Item 22120.008 – *Fees to Consultants*. Pourriez-vous s'il vous plait nous indiquer le nom du/des consultants et le délai prévus pour la soumission du/des rapports ?

The Prime Minister: Well we have not retained the services of the consultants yet. As I said, it is proposed.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Léopold!

Mr Léopold: Thank you Mr Chairperson. Item 32145.525 – *Loan to Airport Holdings Ltd.* Can the hon. Prime Minister state when the construction works with respect to the new railway at Plaine Corail Rodrigues are expected to start?

The Prime Minister: Well, I have mentioned in my speech earlier that we are now agreeable to sign the loan from the World Bank. So, the matter is being finalised, and first there must be a signature for the loan and then of course the implementation phase will then be set out and we will have a timeline in order to ultimately award the tender to a contractor.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister! Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes. Thank you. On the same *Item 32145.525–Loan to Airport Holdings Ltd.*, the hon. Prime Minister said that he is going to circulate all the details but may I know from the hon. Prime Minister what the purpose of this loan is?

The Prime Minister: Well, for the construction of the new airstrip at Plaine Corail.

The Chairperson: Thank you.

Vote 2-2 External Communications (Rs1,430,000,000) was, on question put, agreed to.

(7.52 p.m.)

Vote 2-3 Civil Aviation was called.

The Chairperson: We are on page 76. Hon. Mr Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you Item 22120.020 – *Fees of which Inspection and Audit Fees* which is being increased from Rs47 million, last year to Rs53million henceforth. Can I ask the hon. Prime Minister whether, this is because there has been a change of auditor and who was the auditor and who is going to be the auditor if there has been a change at all?

The Prime Minister: This is to cater for increase in contract prices and fluctuation in exchange rates. Now, I see Bureau Veritas, air worthiness 360,000 Euros. Then we have *Organisme pour la Sécurité de l'Aviation Civile*, flight operations 389,400 Euros and then Bureau Veritas for air navigation services 362,250 Euros and there are also *per diem* to the officers and so on.

The Chairperson: Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Yes. I am not sure if it is under the same Item or maybe *Item 21110 – Personal Emoluments* but can we know the number of inspections carried out by the officers of the Civil Aviation and the number of Air Worthiness Certificate issued by this department?

The Prime Minister: There have been a total of 73 audits and inspections carried out for the year 2023-2024 including 17 oversight inspections.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms Anquetil!

Ms Anquetil: Merci M. le président, *Item 22060.003–Plants and Equipment*, pourriez-vous nous donner plus de détails sur l'augmentation cette année du budget à 4.9 million ? Merci.

The Prime Minister: So, provision is made for repairs and maintenance of mechanical and electrical equipment including access control, chiller plant, fire alarm system, generators, uninterrupted power supply, and inspection of lifts. So, the increase in provision is due to increase in contract prices, purchase of spare parts for ageing equipment and increase in freight charges also.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister! Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Under *Item 22120.007 – Fees for Training*. There is an amount of Rs 10 million that is earmarked for this year and is the same as last year. May I know from the hon. Prime Minister how many training was conducted, by whom and how many people attended those trainings? Because that is quite a huge number for training.

The Prime Minister: Well, I see here provision is made for training of technical engineering and operational personnel of the department both locally and overseas.

- 1) Air worthiness: we have spent Rs340, 000;
- 2) Mandatory Occurrence Reporting: Rs230,000;
- 3) Personal : Rs210,000;
- 4) Civil Aviation Security: Rs170,000, and
- 5) Air Traffic Management Rs7,950,000,
- 6) Communication Navigation And Surveillance Rs1,100,000.

So the number of staff having followed the overseas trainings is 16 and the number of staff having followed local training is 31. The total amount to be spent by 30 June 2024 is Rs8.8million.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister! Hon. Mr Juman!

Mr Juman: Item 21110 –*Personal Emoluments*. Can I know the number of staff attached to Agaléga Airport?

The Prime Minister: I will need to get the information. I do not have the information. Well, nil.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister! Hon. Ms J. Bérenger, you have a question on page 76?

Ms J. Bérenger: Still on the same Item 21110 –*Personal Emoluments*. Je n’ai pas entendu le Premier ministre répondre à la question combien de *air worthiness* certificates ont été délivrés.

The Prime Minister: 39 in all.

The Chairperson: Thank you, we are now on page 77. Hon. Mr Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Item 26210.033–*Contribution to International Organisation, African Civil Aviation Commission*. I note from the provision that henceforth no payment will be made to that organisation. Is it because we are no longer going to be part of that Commission and why, if that is so?

The Prime Minister: No provision is made in the financial year as consultations are ongoing. You know the provision is normally made for this annual contribution of the African Civil Aviation Commission which is an organ of the African Union dealing with civil aviation matters for Africa. Mauritius ceased to be a member since April 2021 as we have not yet acceded to the revised constitution of AFCSC. Thus, no payment was effected in the financial years because there are very consequential implications with regard to adhering to this new constitution. So, this is being looked into and discussions will be held with the institution.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister! Hon. Mr Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson, Item 22900.026 – *Aviation Security Cards and Certificates*. May we know from the Prime Minister the reason of the increase in the budget for around Rs1.8 m.? Thank you.

The Prime Minister: Issued to eligible persons and their vehicles for access to the restricted area. The provision is accordingly made for the purchase of consumables comprising of cards, toners and lamination for production of 2300 electronic cards, 1300 non electronic cards and 402 crew member certificates. The ASIC cards are valid for 2 years and 3600 permits have been issued for this Financial Year due to increase in number of contractors operating at the airport. So, the increase in provision is due to an increase in the number of contractors undertaking works at the airport thus resulting in an increase in the number of ASICs to be issued.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 77, Item 31122.999 – *Acquisition of Other Machinery and Equipment (a) High Frequency Communication Equipment*. With a project value of Rs173 m. and we earmarked Rs12,420,000 last year but nothing as from this year onwards. Why is it so?

The Prime Minister: The project consisted of the installation of the High Frequency Equipment which is used for long distance communication with aircraft. The contract was awarded on 22 October 2021 to INEO Energy & Systems for the sum of EUR 1,952,452.96 exclusive of VAT. The project was successfully completed in February 2023 and payment of 90% of the contract amount was effected in Financial Year 2022-23.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Time is over.

Vote 2-3 Civil Aviation (Rs403,500,000) was, on question put, agreed to.

(8.03 p.m.)

Vote 2-4 Government Printing was called.

The Chairperson: We are on page 80. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 22100.001 – *Paper and Materials* for the Government Printing. I see the figure for last year was Rs40 m. and this year it is going to be Rs28 m. which is, I must say quite bizarre because we are in an election year and one would have thought that the cost of paper would have increased because of the need to print election ballots. Does that mean that the Government printing will not be not be printing the Government Ballots? And Electoral Commissioner's Office would entrust this job to another entity?

The Prime Minister: The decrease in provision is based on the following factors –

- 1) Stabilised price of paper after a sharp rise post-COVID-19 noted during last tender exercise, and
- 2) Stock reserve of paper of the Government Printing Department has already been partly replenished.

And I can assure the hon. Member that the ballot for the next general election will be printed by the Government Printing. Don't believe anything that you hear outside or here and there, even from your Leader.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. On the same Item 22100.001 – *Paper and Materials*. May I know who is the supplier for these paper and materials and what was the procurement method used to retain the services of that supplier?

The Prime Minister: There was a tender exercise and the amount of contract awarded –

- i) Ramtoola Papers Ltd, and
- ii) Raffray Brothers Co. Ltd.

That is it for the papers.

The Chairperson: We are still on page 80. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 80, Item 22090 – *Security*. There has been a decrease, surprisingly, from what it was last year. Why so? And who is the contractor or contractors regarding that security service?

The Prime Minister: The provision for security services at the department, the contractor was awarded to; Special Security Guards Ltd for a contract amount of Rs1,209,600 and the contract period 01 October 2023 to 30 September 2024. The Director of that company is Mr D. Hosanee. A new tender exercise will be launched in July 2024 for the provision of those security services with revised cost estimates as per trend of expenditure.

The Chairperson: Thank you. We are now on page 81, hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 31122.813 – *Acquisition of Printing Equipment*. I can see that there is provision of Rs10 m. which is earmarked for this new Financial Year. May I know from the hon. Prime Minister, the time frame of this acquisition for this printing equipment because elections are coming very soon, isn't it?

The Prime Minister: Provision for the acquisition of the printing equipment to replace the old equipment in order to modernise the printing section production capacity with the latest technologies and the equipment to be acquired are –

- 1) Hot glue machine;
- 2) Raised texts machine;
- 3) Light duty stitching machine;

But that does not mean to say that if elections are held anytime, they won't be able to print the ballot papers. They can print anytime but this is to upgrade and modernise the equipment. So, with regard, to timeframe of delivery, I am told 120 days from award of contract and these equipment that are going to be purchased are not meant for printing of the ballot. I can give you the details, for example: the hot glue machine is for gluing of books and magazines. The raised text machine raises the printed characters in invitation cards and programmes for State level functions. The light duty stitching machine is for semi-automatic machines to stitch

magazines and programmes. So, they are upgrading other equipment but rest assured that for the elections have all the infrastructure in place.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over!

Vote 2-4 Government Printing (Rs187,000,000) was, on question put, agreed to.

(8.10 p.m.)

Vote 2-5 Police Service was called.

The Chairperson: We are on page 87, Sub-Head 2-501: General. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110.005 – *Extra Assistance*. There is a substantial increase in the amount budget, may we know the reason and to whom this extra assistance is being paid to?

The Prime Minister: The provision is made for payment of salaries, bonus and allowances to Advisor VIPSU, employed on contract as per PRB Report 2016 recommendations and officers employed on contract at PIO.

The monthly basic salary of Mr J. Fokeerah, Advisor VIPSU is Rs46,100 plus extra remuneration. So, the increase in provision is due to payment of 25 officers employed on contract at PIO. The monthly salary is Rs25,000 per officer.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman, we are on page 87.

Mr Juman: Item 21110 – *Personal Emoluments*, hon. Prime Minister, can I know the number of officers who are on leave without pay and also who are suspended?

The Prime Minister: 188 are suspended.

The Chairperson: Thank you. Hon. Prime Minister, we are now on page 88. Hon. Ms Anquetil!

Ms Anquetil: Merci, M. le président, Item 22900.955 – *Other Goods and Services of which Gender Mainstreaming*, pourriez-vous nous indiquer s'il-vous plaît les actions recommandées pour cette somme de R 500 000? Merci.

The Prime Minister: So, provision is made for expenses related to training of police officers to be able to assist victims of gender-based violence such as domestic violence, child abuse, ill-treatment of elderly, vulnerable children and women, people with disabilities, elderly who, when confined to their houses, are subject to abuses and unreported cases, and then sensitisation campaign.

So, the number of sessions of awareness campaign in the year 2023 is 889. The number of attendees during the 889 sessions is 40,802 and the number of police officers including all ranks trained in gender-based violence cases in year 2023 is 829.

The Chairperson: Thank you. Hon. Tour!

Ms Tour: *Vote Item 22900.813 – Other Goods and Services of which Expenses i.c.w National Action Plan to combat trafficking in person*, may we know from the hon. Prime Minister how this amount shall be spent?

The Prime Minister: This provision is made for management of shelter to accommodate victims of trafficking in persons and the Police have already refurbished a shelter at Vacoas for the victims of trafficking in persons pending their cases are determined in Court. Expression of Interest will be launched in due course for hiring the services of an NGO for the management of the shelter. The expenses will include the following –

- a) accommodation fee per victim to a catering;
- b) 3 CCTV cameras for the safety and security of the residents, and
- c) maintenance of building and compound.

So, with the amendment to the Trafficking in Persons Act in December 2023, the police have now a full-fledged TIP unit for investigation of such cases.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. We now move to page 89.

(Interruptions)

We are still on Sub-Head 2-501, page 89, hon. Osman Mahomed!

(Interruptions)

We are running out time. So we are on page 89.

Mr Osman Mahomed: Item 31112.049 – *Construction of Non-Residential Buildings, Construction of Mauritius Disciplined Forces Academy*, Rs1.8 billion budgeted for, total project value. May we know the status of this project?

The Prime Minister: The project will comprise the construction of administrative building, training complex, residential zone buildings, auditorium and conference hall, sport infrastructure and parade ground. Evaluation of bidding documents is already completed. One lowest substantial responsive bid has been retained. We are awaiting the clearance from Exim Bank India prior to award of contract. The contract is expected to be awarded by end of July 2024 and the construction of the said project is expected to start by November 2024.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time allocation for Sub-Head 2-501 is over. So, we are now on page 89, Sub-Head 2-502: Crime Control and Investigation. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 21110 – *Personal Emoluments*, hon. Prime Minister, may I know the number of crimes recorded for the Financial Year 2023-2024 and the number of criminals prosecuted?

The Prime Minister: I will need to get that information. Maybe we can go to another question.

The Chairperson: Yes, page 89? No? So, on page 90, hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you, Item 31112.801 – *Non-Residential Buildings, Acquisition of Buildings – Vallée Pitot Police Station*, can I ask the hon. Prime Minister whether the building has already been acquired and when will operations start in that new building?

The Prime Minister: No provision in the Financial Year 2024-2025. A building has been purchased for an amount of Rs19.5 million in Financial Year 2023-2024.

I have further information: payment to the tune of Rs19.5 million has been effected on 10 June for the acquisition of the plot of land and building along Boulevard Victoria Street, Vallée Pitot. So, the land and building work...

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Wochit!

Mr Woochit: Item 31112.012 – *Non-Residential Buildings, Construction of Police Stations (f) Triolet Police Station*, every year we see Rs1 million has been earmarked but till today, nothing has been done. Can we have some information on that construction of Police Station?

The Prime Minister: Well, I am informed that the project is at planning stage. The increase from Rs1 million to Rs2 million is due to timeline being revised. The estimated project cost is Rs20 million.

The project is at design stage. So, the intended start of construction is April 2025 and the intended completion date is March 2026.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Under same item 31112.012 – *Construction of Police Stations (d) Cité La Cure/ Vallée des Prêtres Police Station*, an amount of Rs600,000 has been earmarked.

The Prime Minister: Provision of Rs600,000 is being made for release of retention money. So, the project has been completed. If I can recall, we inaugurated that.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Thank you, Mr Chairperson. Since we are on Police stations, item 31112.012 – *Construction of Police Stations (e) Phoenix Police Station*, project value Rs24 m., last year, budgeted Rs5 m. and this year, Rs4 m. May we know where matters stand?

The Prime Minister: The updated project cost has exceeded the initial estimates following the completion of preliminary design. As such, the design is being reviewed to maintain the initial estimates. The intended start of construction is December 2024 and the intended completion date is November 2025.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. I am coming back on this Item 31112.801 – *Acquisition of Buildings – Vallée Pitot Police Station*, the hon. Prime Minister just mentioned that land and building has been acquired for around Rs19 m. May I know from the hon. Prime Minister,

whether it is the land and building where the current Police station is at or is there a new building and land that has been acquired in Vallée Pitot to move that Police station?

The Prime Minister: The land and building were previously co-owned by Mr and Mrs Parwez Jaffur, Mr and Mrs Muamar Salaroo, Mr and Mrs Mohammed Shameer Boolaky. So, it seems to be a new land. I say, it seems. It is a new Police station. It is 100 metres away from the current station.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. We are now on page 90, Sub Head 2-503: Road and Public Safety. No questions. Page 91. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 31122.833 – *Acquisition of Noise Camera*, can we know the nature of this project?

The Prime Minister: The provision is made to meet the cost of consultancy services for noise camera in Mauritius for enforcing Environment Protection (Control of Noise) Regulations 2022.

I am informed that a noise camera is a device designed to detect and measure noise levels primarily in urban environments. Operating similarly to speed cameras, noise cameras focus on capturing vehicles or other sources that exceed predetermined noise thresholds.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 31132.401 – *e-Government Projects (b) Digitalisation of Fixed Penalty Notice*, may we know the status for this project, please? Is it completed? There is no amount budgeted for this year.

The Prime Minister: Provision has been made for the implementation of the Police Traffic App and Citizens Drivers App Online.

For the payment of fixed penalty notices, the implementation of the first phase, including testing of the system has been completed. The commissioning is actually in progress and it is expected to be completed by end of June 2024. So, procedures for proclamation of online

payment for fixed penalty notice will soon be initiated. The public will be able to use this facility by end of July 2024. So, it is a good digitalisation project.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Sub-Head 2-504: Support to Community. No questions. We move to Sub-Head 2-505: Combating Drugs on page 92. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 31122.802 – *Acquisition of IT Equipment*, can I have more details about the IT equipment?

The Prime Minister: The provision is made for the procurement of IT equipment for ADSU. The increase in provision is due to the procurement of forensic tablets, renewal of OpenKM Licences and so on.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Mr Chairperson, Item 21110.004 – *Allowances*, Rs45 m. is being budgeted. Does this amount include reward money and also, if the Prime Minister could give a brief explanation on the mechanism of this reward money?

The Prime Minister: Provision is made for payment of the following allowances: acting, clothing, public holiday, rent, risk, responsibility, drivers and night duty.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. Under the Item 22900 – *Other Goods and Services*, there is an amount of Rs18 m. budgeted. May we have a breakdown on what this Rs18 m. will be spent on?

The Prime Minister: This provision is made for medals, prizes, rewards, hospitality and ceremonies and some other miscellaneous expenses.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. We now move to the next sub-head, Sub-Head 2-506: Defence and Emergency Rescue on page 92. Page 92? Page 93? Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 93, *Item 22900.001 – Uniforms* for Rs20m. May we know who are the contractors or contractor who has this task of providing these uniforms?

The Prime Minister: So, provision of Rs20 m. is being made for annual procurement of SMF uniforms and accessories for a total of 1,392 SMF officers.

There is no pending contract as at now because the frequency of issue for different items are issued on a yearly, one and a half year and some items on a two years basis. So, all items under Uniforms for Financial Year 2023-2024 have been delivered and are issued to all SMF officers accordingly as per their respective frequencies of issues.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Item 31113.023 – *Construction of Training Grounds/Structures*, there is an increase of Rs4 million for this Budget, can we know what is that for?

The Prime Minister: So, the increase in provision is due to the construction of close quarter battle range and the public order police training infrastructure due to space problem and to security issues, there is a need for the construction of the training ground far from residential area. So, the close quarter battle range will be located near Gallery Range at Midlands and the tender has been launched and will be awarded in due course. The project value is Rs5 million. This item also comprises a public order of policing training infrastructure. The construction comprises administrative block, double-storeyed building. The design has been completed by MNICD and tender documents are being prepared. The project value is Rs50 million.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 31111.401 – *Upgrading of Quarters & Barracks*, peut-on savoir les bâtiments qui sont concernés par ces rénovations et si l'aile des Casernes Centrales qui avait été endommagé par un incendie est concerné par cette liste la et également la station de police de Trou Fanfaron qui sont deux bâtiments avec une valeur historique? Merci.

The Prime Minister: So, this item concerns the provision that is being made for reroofing and renovation works of SMF Quarters. There is a total number of 133 quarters. The SMF Quarters date back to several decades. Some of them leak heavily during rainfall resulting in

damage to furniture; the issue represents electrical hazards and health safety issues. So, the reroofing and renovation works of these quarters are being undertaken on a phase wise basis.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Mr Chairperson, item 31121.801 – *Acquisition of Vehicles (Light Armoured Personnel Carriers)*, can we know the status of this project and the number of vehicles that are being acquired?

The Prime Minister: This is for the procurement of 12 Light Armoured Personnel Carriers under an Indian line of credit. The provision is made for payment of 10% on award and a down payment of 40% and so on. So, contract was awarded to Bharat Forge Limited India for a total amount of USD 7 million. These Light Armoured Personnel Carriers will be used to transport police and SMF Personnel for their evacuation of casualties during period of crisis such as cyclone, flood, and social unrest and to provide assistance for the conveyance of sick and injured person, pregnant women and so on to public hospitals for necessary medical assistance.

The Chairperson: Thank you. Hon. Prime Minister! Time is over!

Sub-Head 2-507: Public Order Policing, page 93! No questions! Page 94, hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Yes, Item 22900 – *Other Goods and Services*, Rs6.1 million, may we have the details and a breakdown of this figure?

The Prime Minister: The provision is made for sports equipment, medals, prizes and rewards hospitality and ceremonies, clothing and bedding and miscellaneous expenses.

The Chairperson: Thank you. No more questions, so we now move to Sub-Head 2-508: Coastal and Maritime Surveillance, Search and Rescue. Page 94, hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110.005 – *Personal Emoluments – Extra Assistance*, may we know to whom this Extra Assistance is being paid to, please?

The Prime Minister: Yes, so provision is made for payment of Extra Assistance to 16 Indian Expatriates, that is –

- 2 Commandants;
- 2 Deputy Commanders;
- 8 Lieutenant Commanders;
- 2 Wing Commanders;
- 1 Group Captain, and
- 1 Captain.

On deputation to serve in the Mauritius Police Force, the payment of terminal leaves and pension for officers being repatriated. So, the increase is also due to the revision in rate of allowances.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: I don't know if this has been already been canvassed. Item 22030 – *Rent*, Rs10.5 million. May we have the details of this figure?

The Prime Minister: So, provision for rental of office space –

- NCG, Deux Frères at the rate of Rs41,700 per month;
- The Floor Custom Landing Station at Port Louis Waterfront at the rate of Rs50,658.10 per month;
- The Office space at the MPA Capitainerie BLD at the rate of Rs3,650 per month;
- Post La Fayette NCG at the rate of Rs40,000 per month;
- NCG Headquarters at the rate of 164,063 per month;
- Rental of new office space to house the quick reaction group north and NCG warehousing temporarily so Rs164,000.

Provision is made for payment of rental of equipment also. So, the increase in provision is due to rental for NCG Warehousing Unit at IKS Building.

The Chairperson: Thank you. Page 95, hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson, Item 31121.803 – *Acquisition of Patrol Vessels* – (b) *Offshore Patrol Vessel*, may we know from the Prime Minister if he can provide details on this item as a budget of Rs330 million has been earmarked?

The Prime Minister: So, the item relates to the acquisition of a new Offshore Patrol Vessel estimated at around Rs3.3 billion to enhance the fleet of ships of the National Coastguard and to increase maritime surveillance in our EEZ. It will be financed under an Indian Line of credit. Tenders have been launched and it's currently being evaluated. The final clearance from Exim Bank will be sought prior to the award of the contract.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 22060.008 – *Maintenance of which – Ships*, can we know how many ships does the fleet of the National Coastguard contain and how many are in operation?

The Prime Minister: I am answer under this item that maintenance of the main engines diesel alternators and refit dry docking of CGS Valiant, dry docking of CGS Victory, dry docking of CGS Guardian and maintenance of CGS Observer, dry docking and underwater hull maintenance of 119 ship crafts and 116 outboard motors.

I have a list here for the NCG, number of ships –

- NCG: 5
- Fast interceptor boat: 5
- Number of boats and crafts in the fleets of the NCG: 87.

I can circulate the list.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: Same Item 22060.008 – *Maintenance of which Ships*, which is very costly, Rs200 m. is being budgeted. May I ask this hon. Prime Minister if the maintenance is done in-house or is it outsource, if so to whom?

The Prime Minister: Well as far as I can remember the dry docking and maintenance, I think, is done in India for some of our ships. I cannot recall whether all of our ships, but I can found out the information and circulate it later on.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 95, Item 31121.804 – *Acquisition of Aircraft - Acquisition of Advanced Light Helicopter*. Can we get an update regarding same?

The Prime Minister: Provision is being made for payment of spares that will be delivered as per contract agreement. Spares for LLH-3, delivery is expected in Financial Year 2024-2025.

Dr. Gungapersad: Hon. Prime Minister, from India?

The Prime Minister: Well, I believe so. Let me check. Yes!

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Last question, hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Item 22060.007 – *Helicopters*. An amount of Rs65 m. was earmarked last year and this year also Rs65 m. So, may I know from the hon. Prime Minister, if any amount of maintenance is being used on helicopters which are no longer airworthy as pointed out in previous reports of the National Audit Report?

The Prime Minister: Here, the provision is made for spares to be procured from overseas for the fleet of helicopters, that is, 8 helicopters, 4 Chetak, 1 Fennec, 3 Dhruv, MPH-07, MPH-11, MPH-10 – it is not meant for any one which is not going to be used or not airworthy.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over!

Vote 2-5 Police Service (Rs605,000,000) Police Service was, on question put, and agreed to.

The Chairperson: Hon. Members, I will now suspend the Sitting for one hour. Thank you!

At 8.46 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 9.51 p.m. with the Deputy Chairperson of Committees in the Chair.

Vote 2-6 Rodrigues, Outer Islands & Territorial Integrity was called.

The Chairperson: Page 102. Questions? Page 103 ! Hon. Léopold!

Mr Léopold: Thank you, Mr Chairperson. Item 28213.031 – *Rodrigues Public Utilities Corporation*. Can the hon. Prime Minister provide information with regard to the provision of Rs78,300,000 for Rodrigues Public Utilities Corporation?

The Prime Minister: This is provision made for repayment of the Mauritius Investment Corporation Ltd loan.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: *Item 22120.008 –Fees to Consultants*. Est-ce qu'on pourrait avoir la liste des consultants pour les différents projets s'il vous plaît?

The Prime Minister: So, provision under this Item for –

- Study on Local Renewable Energy: AFD Grant;
- Sustainable and Integrated Development Plan for Rodrigues under the EU Grant;
- Supporting Climate Smart Agriculture for Small Holders: EU Grant, and
- AFD Grant for the Water Sector in Rodrigues.

The Chairperson: Thank you.

Ms J. Bérenger: Et la liste des consultants ?

The Prime Minister: They are not yet appointed for all of those.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ameer Meea!

Mr Ameer Meea: On page 103, Item 26313.002 – *Agalega Island Council*. May I know who is the Chairperson and also the composition of the Board? The amount budgeted is only Rs500,000. Is the council functional?

The Prime Minister: It was last reconstituted on 02 February 2024 with a Chairperson, Mr Paul Gino Alfred, and the members who are residents of Agaléga –

- Mr Emmanuel Jasmin;
- Mr Steve Antoine Clarisse;
- Mr Ricardo Mamode;
- A representative of the Outer Island Development Corporation, Mr Avinash Nayeck;

- A representative of the private sector, Mr Joseph Sylvain Henry;
- A relative of Agalegans living in Mauritius, Mrs Marie Mimose Brenda Jasmin Chatousse;
- Secretary, Mrs Rameshwari Gopal.

And of course, it is functioning. Payment of allowances to the Chairperson and members and Secretary of Council: in all Rs300,000.

Now, the Council meets at least once every month and the fees payable to –

- Chairperson, Rs22,000 monthly;
- Member, Rs1,500 per sitting;
- Secretary Rs1,650 per sitting.

The Chairperson: Thank you. Hon. Léopold!

Mr Léopold: Thank you, Mr Chairperson, Item 26313.070 – *Outer Islands Development Corporation*. May I ask the hon. Prime Minister how the fund for the Outer Islands Development Corporation for the year 2024-2025 will be spent?

The Prime Minister: This is provision made for grant to OI DC for its recurrent expenditure for both Port Louis and Agaléga administration as follows –

- (i) the staff costs: Rs84,700,000;
- (ii) administrative expenses: Rs64,600,000;
- (iii) charter of vessel, dock charges, stevedoring: Rs60,000,000;

Then how will the funds be allocated to OI DC? There is –

- (i) The purchase of barge: Rs9m.;
- (ii) Construction of shed: Rs5m.;
- (iii) Purchase of outboard motor: Rs300,000;
- (iv) Purchase of rotary slashers: Rs3.8m.;
- (v) Purchase of generators: Rs2.5m.;
- (vi) Installation of a cold room: Rs1m.;
- (vii) Children play equipment: Rs1m.;

- (viii) IT server for Head Office: Rs5 m.;
- (ix) Acquisition of vehicles: 4.5m.;
- (x) MBC transmission: Rs17m.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: *Item 26313.002 – Agalega Island Council.* Can I know from the hon. Prime Minister, amount earmarked for the maintenance of the new jetty and the airstrips?

The Prime Minister: I believe it will be at the cost of India but maybe I will get the confirmation.

The Chairperson: Thank you. We now move to page 104, hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: *Item 26323.070 – (a) Purchase of Barge* for Rs18m, Capital Investment. Can I ask the Prime Minister more about this purchase of barge? What is it for?

The Prime Minister: Well, there is only one very old barge in the South Island. Hence, there is a need to procure a new barge for the conveyance of passengers, goods and materials between the North Island and the South Island because it is the only means of transportation between the two islands.

The Chairperson: Thank you hon. Prime Minister. Time is over!

Vote 2-6 Rodrigues, Outer Islands & Territorial Integrity (Rs 6,863,000,000) was, on question put, agreed to.

(9.59 p.m.)

Vote 2-7 Reform Institutions and Rehabilitation was called.

The Chairperson: Page 107, hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you, *Item 31111.413 – Upgrading of Probation Institutions.* Can we know who are the consultant and contractor for this project?

The Prime Minister: No consultant.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms Anquetil!

Ms Anquetil: Merci, M. le président. Item 31111.404 – *Upgrading of Rehabilitation Youth Centres*, peut-on savoir en quoi consiste la modernisation des centres de réhabilitation des jeunes s'il vous plaît ? Merci.

The Prime Minister: In fact, you will see that no provision has been made in view of the low admission at RYC following the implementation of the Children's Act.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 28211.049 – *Probation Home for Girls*. May we know how many girls are actually interned in this probation home, please?

The Prime Minister: 10 girls.

The Chairperson: Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Page 107, Item 28211.050 – *Probation Hostel for Boys*. The same question but for boys this time, how many boys are there in the hostel for boys?

The Prime Minister: There is currently one resident; it has gone up to 4 boys.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. No further questions.

Vote 2-7 Reform Institutions and Rehabilitation (Rs112,000,000) was, on question put, agreed to.

(10.03 p.m.)

Vote 2-8 Continental Shelf and Maritime Zones Administration and Exploration was called.

The Chairperson: We are on page 109. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Item 22130 – *Studies and Surveys*. I can see that there is a little increase which is budgeted for this new Financial Year but basically may I know from the hon. Prime Minister the background, the target and the suppliers of those studies and surveys.

The Prime Minister: Provision has been made for the implementation of a maritime boundary delimitation and continental shelf at a cost of Rs3,970,000. The maritime zones administration and use: Rs1,440,000. Hydrocarbon and mineral exploration: Rs90,000.

The Chairperson: Thank you. Page 109, no question.

Vote 2-8 Continental Shelf and Maritime Zones Administration and Exploration (Rs32,800,000) was, on question put, agreed to.

(10.05 p.m.)

Vote 2-9 Forensic Science Laboratory was called.

The Chairperson: We are on page 111. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110.005 – *Extra Assistance*. May we know to whom this amount is being paid and for what services please?

The Prime Minister: Provision is made for the salary, compensation and bonus to one officer on contract as from 21 February 2023 for a period of 2 years as Director of Forensic Science Laboratory. That is Mrs M. G. Madhub-Dassyne with basic salary Rs119,500.

The Chairperson: Thank you. Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: Thank you, Mr Chairperson. Item 22140 – *Medical Supplies, Drugs and Equipment*. Can the hon. Prime Minister elaborate?

The Prime Minister: Provision made for the purchase of consumables, special kits for DNA, special reagents for chemical, instrumental and helium gas for chromatography mass spectrometry analysis.

The Chairperson: Thank you. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson. Item 22120.029 – *Fees to Mauritius Standard Bureau*. Can we know from the hon. Prime Minister, who is the Chairperson of this bureau and the fees and any allowances paid to him/her?

The Prime Minister: The provision to meet the cost of ISO 17025 accreditation status so, as to comply with all requirements of the accreditation. So, the MSB does not fall under my portfolio. Minister Ramyad will answer when it comes to her turn.

The Chairperson: Thank you. Hon. Prime Minister! We are now on page 112. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 31112.019 – *Construction of Forensic Science Laboratory* at the cost of Rs850 m. I see Rs350 m. was budgeted for last year. Can I ask the hon. Prime Minister which contractor is doing the construction for this new laboratory and where will it be located?

The Prime Minister: The increase in provision is due to the fact that construction works for the new Forensic Science Laboratory at La Vigie has started during the Financial Year 2023-24. The contract has been awarded and signed URC Construction Pvt. Ltd. and contract sum is USD17.6 m. The consultant for the project is NBCC (India) Limited and contract sum is USD586,985. I also mentioned that in my speech while intervening on the budget.

Mr Chairperson: Unfortunately, hon. Members were not there. Thank you, hon. Prime Minister. Last question, hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson, Item 31122.804 – *Acquisition of Laboratory Equipment*. I can see that as from this new Financial Year and onwards the provision has been increased significantly by 4 times higher. May I know the background of this high increase?

The Prime Minister: To meet the cost for the acquisition of the following equipment –

- i) Chemistry toxicology section there is Rs5 m.;
- ii) Biology section, Rs2.6 m.;
- iii) Ballistic and physical unit, Rs2.5 m., and
- iv) New FSL, La Vigie, Rs39.9 m.

There is a list of those equipment; it is a long list. I will circulate.

Mr Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over.

Vote 2-9 Forensic Science Laboratory (Rs586,000,000) was, on question put, agreed to.

(10.11 p.m.)

Vote 2-10 Prison Service was called.

The Chairperson: We are on page 116. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 22030.004 – *Rental of CCTV Cameras*. May we know the name of the supplier and how many cameras are not operational at the moment?

The Prime Minister: Provision for rental of a total of 1,428 CCTV cameras. Okay, let me give those not functioning –

- (i) Central Prison Beau Bassin, 9 not functioning out of 112;
- (ii) New Wing Prison Beau Bassin, 1 not functioning out of 83;
- (iii) Women Prison of Beau Bassin, all functioning, that is, 110;
- (iv) Grand River North West Remand Prison, all 225 working;
- (v) Grand River North West Remand Prison, another one, all 15 working, and
- (vi) At Petit Verger there are 154 but 2 are not working and in another section, I believe, 24 and all working.

I will circulate the list.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Same Item 22030.004 – *Rental of CCTV Cameras*. Can we know the service provider?

The Prime Minister: Yes. For –

- (i) Central Prison of Beau Bassin, Brinks Mauritius Ltd;
- (ii) New Wing Prison of Beau Bassin, Brinks Mauritius Ltd;
- (iii) Women Prison of Beau Bassin, Mascareignes Suppliers Ltd;
- (iv) Grand River North West Remand Prison, Mascareignes Suppliers Ltd;

- (v) Petit Verger Prison, there are 2: Contract Plus Ltd and Mascareignes Suppliers Ltd.

The Chairperson: Thank you. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Vote Item 21110.004 – *Allowances*. I note an increase of Rs40 m. can we know the reasons thereof? Thank you.

The Prime Minister: The increase in provision is mainly due to the payment of allowance for working on Sundays introduced with effect from 01 January 2024 and there is a list of those allowances which I can circulate.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. Item 21110.001 – *Basic Salary*. May I know from the hon. Prime Minister, out of the 1475 prison officers, how many vacancies are there currently?

The Prime Minister: Provision is made for the payment of salary and annual increment to 1589 funded positions. 46 vacancies.

The Chairperson: Thank you. Moving on to page 117. Hon. Woochit!

Mr Woochit: Capital expenditure. Item 31122.999 – *Acquisition of Other Machinery and Equipment*. Can we have some details on the other machinery and equipment?

The Prime Minister: Provision is made for the acquisition. There is a list: kitchen, bakery, pastry equipment, electronic appliances like freezer, air conditioner, panic alarm, TV set, etc. There is a long list. I will circulate if you don't mind.

The Chairperson: Thank you. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Item 31132.401 – *E-Government Projects: Prison Management System*. May I know who is the supplier of this Prison Management System for the Government?

The Prime Minister: Not yet appointed.

The Chairperson: Thank you. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson. Item 26210 – *Contribution to International Organisations*. May we have a list of these organisations?

The Prime Minister: Contribution to International Organisations, that is, we are member of the International Corrections and Prisons Association (ICPA). The increase is mainly based on the rate of the dollar.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 22900.005 – *Provision and Stores*. Can the hon. Prime Minister circulate the list of items procured in different prisons?

The Prime Minister: Provision is made for the purchase of foodstuffs for detainees, gas material for workshops. Yes, I can circulate the list.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Item 22900.029 – *Enhanced Earnings for Detainees*. May we know how many detainees benefited payment under this scheme?

The Prime Minister: All convicted detainees participate in the scheme. There is a detailed list, I don't have the total but I can circulate the list.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Thank you. Item 22900.005 – *Provision and Stores*. Can the hon. Prime Minister circulate the list of suppliers? I can see an amount of Rs77 m. has been spent.

The Prime Minister: Yes, I can circulate the list of suppliers.

The Chairperson: Last question. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 31112.411 – *Upgrading of Prisons (a) Beau Bassin Prison (b) Other Prisons*. Can we have details of same, where matters stand?

The Prime Minister: So, for upgrading, there is Beau Bassin Prison, where provision is made for the upgrading and renovation works. There is new watchtower III, Rs9 m., and records/archives, Rs1.5 m.

Then, we have other prisons. Well, there is a list –

- Grand River North West Remand Prison;
- Petit Verger Prison;
- Women Prison, and
- Eastern High Security Prison, Melrose.

There is a list, I will circulate the details.

The Chairperson: Thank you, hon. Prime Minister. Time over!

Vote 2-10 Prison Service (Rs1,085,000,000) was, on question put, agreed to.

Deputy Prime Minister's Office, Ministry of Housing, Land Use Planning, and Tourism

(10.22 p.m.)

Vote 3-1 Housing and Land Use Planning was called.

The Chairperson: We are on page 125. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Yes, thank you. Recurrent expenditure, Item 26 – *Grants*, there is a huge increase from Rs147 m. to Rs180 m. Can I ask the Deputy Prime Minister why that substantial increase, please?

The Deputy Prime Minister: This is a general item. May I suggest we address a query on a specific vote item, under a specific vote? This is general.

The Chairperson: May I clarify? We are on page 125, hon. Member. So, we are talking of Sub-Head 3-101: General.

The Deputy Prime Minister: Precisely.

The Chairperson: Do you have any question on that vote, page 125?

Mr Osman Mahomed: No.

The Chairperson: Hon. Juman!

Mr Juman: Thank you, Mr Chairperson. Can I have some details from the hon. Deputy Prime Minister on Item 21110.005 – *Extra Assistance*?

The Deputy Prime Minister: From the details that I have here, this concerns essentially Advisors. There are four Advisors. Do you wish to have their names?

- Mrs Ramsamy-Boodhram, basic salary of Rs42,000 plus salary compensation.
- Mr Hansley Ludhor, Advisor on Information Matters with basic salary of Rs66,200 plus salary compensation.
- Mr Homduth Khadah, Advisor on Public Relation Matters with basic salary of Rs25,525 plus salary compensation.
- Mr Soopramanien, Advisor on Social Housing Matters with basic of Rs32,350 plus salary compensation.

The Chairperson: Thank you, hon. Deputy Prime Minister. Hon. Ms J. Bérenger? Already canvassed. Hon. Dr. Gungapersad? Hon. Uteem?

So, we move to the next page, 126. Still under Sub-Head 3-101: General, page 126. No questions. Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: Thank you, Mr Chairperson. Item 22090 – *Security*, can we know the name of the service provider?

The Deputy Prime Minister: What I have been given is that following the winding up of the Mauritius Ex-Services Trust Fund, the premises have been entrusted to the Ministry of Housing. I understand that the provider has not yet been selected.

The Chairperson: Thank you. So, moving on to the next Sub-Head 3-102: Social Housing Development, on page 126. Page 127. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Item 26313.154 – *New Social Living Development Ltd*, the budgetary provision for this is being increased from Rs130 m. to Rs165 m., can we know why?

The Deputy Prime Minister: So, I am informed that the Government grant to NSLD to meet operating and administrative costs such as salaries of employees, payment of rent, utilities, purchase of stationery, furniture and equipment, etc., this is what it relates to.

The increase is due to recruitment of 8 additional staff, which will mean increase in expenditure in respect salary, travelling, furniture, equipment, IT equipment, rental of office space of an amount of Rs28.6 m. It is also includes provision of an amount of Rs6.4 m. for acquisition of land surveying equipment and vehicle. That is it, basically.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Item 28222.013 – *Rehabilitation of Infrastructure of NHDC Housing Estates*, may we know which NHDC Housing Estates are being rehabilitated?

The Deputy Prime Minister: Forthcoming rehabilitation projects –rehabilitation of existing wastewater network and ancillary works on 6 NHDC Housing Estates: Nouvelle France, Notre Dame, Tyack, Dagotière, Riambel, Résidence Les Daguets at Dagotière, and Résidence L'Assurance at Dagotière.

And then, of course there are miscellaneous works: desludging, maintenance of sewerage system, cleaning of sites, cracks waterproofing, and this concerns a multiplicity of sites.

There is also an additional amount which is not here but, I believe, earmarked under the Projects Development Fund for various sites: La Tour Koenig, Beau Vallon, Camp Levieux, Atlee, Vallée des Prêtres, Bambous, St Pierre, Highlands and Riche Terre.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Under Item 28222.012 – *Casting of Roof Slab Grant Scheme*, may I know from the hon. Deputy Prime Minister the number of application received under that scheme, the number of successful applicants and the amount disbursed last year?

The Deputy Prime Minister: So, for last year, the number of beneficiaries was 860. How many applicants? No, I do not believe I have the information at hand.

The Chairperson: We take another question in the meantime. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Yes, thank you, Mr Chairperson. Item 28222.018 - *Rehabilitation of ex-CHA Housing Estates*, could we have a list of those housing estates concerned, please?

The Deputy Prime Minister: You are referring to what is planned for the next financial year or expenditure already incurred?

Mrs Navarre-Marie: Already incurred!

The Deputy Prime Minister: Yes, I shall have to ask to be provided with the list. Well, if there are no other questions on this page relating to 3102, may I be allowed to circulate the information as soon as it becomes available in response to both questions, of course?

The Chairperson: Yes, please do the hon. Deputy Prime Minister. We have already exceeded the time allocation for this Sub-Head. So, we will now move to Sub-Head 3-103: Land Management and Physical Planning. Page 127! Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, Item 21110.005 - *Extra Assistance*, may we know to whom the Rs15 m. will be paid? There is an increase of Rs3 m. compared to last year.

The Deputy Prime Minister: I asked a question; what I have been informed is that we are referring here to personnel of the Indian Naval Services, Hydrography Officers and Commanding Officer, two Chief Petty Officers who are on deputation from India to my Ministry. They man the Hydrography Unit. Now there will be a change in the team, that is, there is a new team coming in and existingly, the team that is in place will be leaving and there is usually an overrun of one month whereby we have to pay the salaries of both those departing and those coming in for appropriate handing over.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Thank you. Item 22060.013 - *Maintenance of which LAVIMS*, can we know the service provider and also if it is fully functional?

The Deputy Prime Minister: I understand provision is being made for repairs and maintenance of plant and equipment, IT equipment, LAVIMS repair. So, the question relates specifically to LAVIMS in this case. So, the support and maintenance services to LAVIMS Computer System are provided by Airbus Defence and Space Limited. The departments that are concerned are the Cadastre Unit, the Registrar General's Department and the Valuation Department.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 22120.008 - *Fees to Consultants*, may we have a list with the names of the Consultants, please?

Mr Juman: Mr Chairperson, he did not answer my question.

The Chairperson: We will come back to you. Thank you.

The Deputy Prime Minister: So, fees to Consultants, the provision of Rs3.5 m., there is an increase which is due to the recruitment of a Consultant. However, the bid documents have to be reviewed in as much as the tender exercise has not been successful. Over and above, there is also provision for the enlistment of a Project Manager. So, that is why there is an increase. I have been provided with the name of Grant Thornton presumably having regard to LAVIMS. I am sorry I have been provided with the name of Grant Thornton but I am not told what it relates to. Sorry. So, let's ignore the Grant Thornton. In this case, the Consultant has not yet been recruited since the tender exercise was not successful.

The Chairperson: Thank you. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 22130.003 - *Land Use Planning and Management (a) Review of National Land Development Strategy*, can I ask the hon. Deputy Prime Minister whether it is the same exercise that started in 2019 for which we are now being requested to vote Rs21.7 m.? And if that is so, to whom will this sum be paid to?

The Deputy Prime Minister: Yes, indeed. This is the exercise that started quite a while ago. The payments have not yet been effected. So, it concerns the team of international consultants, namely: Place Dynamics MEFZLLC from Dubai and Luxconsult Mauritius Ltd and KDA Geosystems Ltd. These Consultants were recruited and contracted in July 2019.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 22900.986 - *Expenses icw Land Research and Monitoring Unit*, Rs10 m., can the hon. Deputy Prime Minister circulate the list of cases where actions have been initiated by that Unit and the outcome?

The Deputy Prime Minister: I doubt whether I would have the list at hand but yes, I am happy to circulate it. You mean you are referring to cases that have been lodged?

Mr Ramful: Yes!

The Deputy Prime Minister: Yes.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman, would you like to repeat your question?

Mr Juman: I asked whether the LAVIMS are fully functional.

The Deputy Prime Minister: I understand that the LAVIMS is an ongoing project. There are millions of title deeds and this is a phase process whereby as and when there are land transactions, they get automatically registered on the LAVIMS. So, it is operational. Is it fully comprehensive in the sense of covering all land for which titles exist? No, this is an ongoing process but as and when there are land transactions then these would be registered on the LAVIMS system.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, Item 22900.986 - *Expenses icw Land Research and Monitoring Unit*. There is a substantial decrease in the fund provided from Rs10 m. to only Rs3 m. Can we know from the hon. Deputy Prime Minister why there is such a reduction in the budgeted amount for that unit?

The Deputy Prime Minister: That is a very good question. What I am told is that; let me give you the global picture –

- 350 files of alleged dispossession were submitted to my Ministry;
- 174 have been closed, with recommendations of no further action;
- 51 cases had already been lodged by cleaners, and therefore, my Ministry cannot intervene;
- 16 cases have been lodged by the Land Research Monitoring Unit;
- 5 cases will be lodged shortly;
- There are 54 files which are under investigation, and
- 55 files that are pending investigation.

Government would have liked to go much faster and has put at the disposal of the Unit adequate, appropriate funds. On the one hand, these cases are extremely complex. Therefore, there is a recommendation that we have a good case with a chance of succeeding for it to be lodged. On the other hand, recruiting experienced attorneys and surveyors to go through all these files has been challenging. We are coming up very shortly with a new expression of interest exercise in the hope that we can recruit, on a part-time basis, more attorneys and more surveyors - surveyors are especially difficult to find - so we can move ahead at a faster pace.

The Chairperson: Thank you. Page 129. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Item 31132.101 – (c) *LAVIMS 2.0 Phase 1 Project* – Rs185 m., I see that there is *LAVIMS 1.0* as well; can we know more about the *LAVIMS 2.0* project since there is a *LAVIMS 1.0*?

The Deputy Prime Minister: My information is that a sum of Rs20 m. is being budgeted in the Estimates. The first tender was launched in 2023 and was not conclusive. So, the bid documents are being updated, taking into account new technologies that are available on the market. It is foreseen that this project will start only after the new bidding exercise is successful.

I am also told that the whole project has been conceptualised in terms of the three phases. LAVIMS 2.0 Phase 1, presumably, relates to an estimated time frame of 22 months for the development of the core modules, including block chain layers.

The Chairperson: Thank you, hon. Deputy Prime Minister. Time is over!

Vote 3-1 Housing and Land Use Planning (Rs2,050,000,000) was, on question put, and agreed to.

(10.44 p.m.)

Vote 3-2 Valuation Department was called.

The Chairperson: Page 132. Hon. Juman!

Mr Juman: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 22900 – *Other Goods and Services*, can we have from the hon. Deputy Prime Minister a breakdown of same?

The Deputy Prime Minister: Provision is being made for the payment of uniform allowances and protective equipment to 159 officers of the technical cadre, procurement and supply cadre, receptionist/telephone operator, and office auxiliaries. There is a decrease due to the fact that some posts have not yet been filled.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, thank you. Under Item 21110.001 – *Basic Salary* - and I combine that with page 133 - I note that the post of Director of the Valuation Department is vacant. May I know from the hon. Deputy Prime Minister since when his position is vacant and why is there no provision to fill that post in the Budget?

The Deputy Prime Minister: I understand there is the senior most Deputy Director who was assigned duties of Director quite a while ago but, the post became vacant on 15 June 2017. As per the PRB Report, such appointment should be made by selection from suitable qualified candidates and action was initiated for the review of the Scheme of Service. So, in the past, it was by promotion. There was a recommendation in the PRB Report of 2016 for appointment henceforth to be by selection instead of promotion. Well, of course, within the Scheme of

Services, the relevant Scheme of Service has to be reviewed with all the appropriate consultations. I can only presume that this process has not yet been completed, unfortunately, but that would not be in my hands.

The Chairperson: Thank you. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 22120 – *Fees*, may we know to whom these fees are being paid to? Thank you.

The Deputy Prime Minister: So, provision is being made for fees payable to Chairperson of Boards and committees, fees for training and refund of subscription fees to professional bodies. There is a decrease, I believe, because the fees payable to the Chairperson of the Objection Unit has been revised.

The Chairperson: Thank you. Last question. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 132, Item 31122.802 – *Acquisition of IT Equipment*, may I know from the hon. Deputy Prime Minister who is the supplier of this item?

The Deputy Prime Minister: Provision has been made for the purchase of 13 computers, 69 Notebooks with Microsoft Office; for the replacement of existing Windows 8.1, which has been reported to have compatibility issues; and also for new recruits.

The Chairperson: Thank you, hon. Deputy Prime Minister.

Vote 3-2 Valuation Department (Rs151,200,000) was, on question put, and agreed to.

(10.50 p.m.)

Vote 3-3 Tourism was called.

The Chairperson: We are on page 138. Hon. Yeung Sik Yuen!

Mr Yeung Sik Yuen: Mr Chairperson, for the last item, Item 22120 – *Fees*, an amount of Rs17.1 m. was earmarked last time. Can we know to whom it was paid?

The Deputy Prime Minister: So, we are looking at a total expenditure of Rs17.1 m., of this amount Rs200 m., was on account of fees for training and the balance of Rs16.7 m., was disbursed for consultants. Now, the consultants related to 3 distinct projects –

- (i) the first was a blueprint for the future of the tourism sector,
- (ii) the second was in the context of EIAs (Environmental Impact Assessments) concerning jetties at Black River and Trou d'Eau Douce – the study, and
- (iii) the third concerned the revamping of what is called the networking infrastructure of the MTPA. I understand this is a term of art that describes very simply the IT system both the hardware and software.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 21110.005 – *Extra Assistance*, may we know to whom this extra assistance is being paid to please?

The Deputy Prime Minister: So, I understand these are for advisors. This amount relates to payment for advisors. I have two senior advisors at the Ministry of Tourism: Mr Donald Payen and Mr Ali Mansoor. I believe for Mr Mansoor, there is no payment; his services are for free.

The Chairperson: May I remind hon. Members to kindly address the Chair. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 138 *Item 22030 –Rent*. To whom is it payable and what is being rented?

The Deputy Prime Minister: So, provision is made for payment of rental building and parking slots. This concerns essentially the MEDCOR building and there is an increase that is due to rise in rates payable as per the contract agreement with MEDCOR. The sum also covers the relocation of some offices from Level 10 to Level 3 with an increase in office space.

The Chairperson: Thank you. We move on to page 139. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 26313.089 – *Tourism Authority (c) Sustainable Tourism Unit*. May I know from the hon. Deputy Prime Minister who is the person in charge of this Sustainable Tourism Unit?

The Deputy Prime Minister: I would need to be provided with such information. I take it the gentleman wants to know the name of the specific officer in charge of the Unit as opposed to the Tourism Authority.

Mr David: Yes, exactly!

The Deputy Prime Minister: I will provide information as soon as it is made available. Maybe we can take another question if there is one.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Thank you, Mr Chairperson. Same Item 26313.089 – *Tourism Authority (c) Sustainable Tourism Unit*. I would like to know how the budget will be used for this item.

The Deputy Prime Minister: So, the name of the officer is Mr Daren Moodley, Project Manager. Now, there is increase in provision to cater for –

- (i) certification of green destinations status for 2030 which is a very important project of the Ministry.
- (ii) Certification process for Bel Ombre in the so-called top one hundred storeys.
- (iii) Payment of annual fee to the Global Sustainable Tourism Council.
- (iv) Organisation of Sustainable Tourism in Mauritius Awards 2025, and
- (v) payment for Horizon.eco API modules and remuneration for one project manager and two tourism enforcement officers.

The Chairperson: Thank you. Last question, hon. Ms Anquetil!

Ms Anquetil: Merci, M. le président. Item 26210.184 – *Vanilla Island Organisation*. Peut-t-on savoir qui est actuellement à la tête de cette organisation? Merci.

The Deputy Prime Minister: Mr Pascal Viroleau is the CEO of Vanilla Islands Organisation and we will have a president, Mauritius will be assuming the presidency in a few days' time.

The Chairperson: Thank you.

Vote 3-3 Tourism (Rs384,000,000) was, on question put, agreed to.

(10.57 p.m.)

Vote 4-1 Vice–Prime Minister’s Office, Ministry of Education, Tertiary Education, Science and Technology was called.

The Chairperson: So, we will be proceeding by sub-head. We are now on Sub-Head 4-101: General on page 147. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 147, Item 21110.005 – *Extra Assistance*. May I have the list of advisors and their remuneration as well?

Mrs Dookun-Luchoomun: Mr Chairperson, we have six advisors and their monthly salaries and monthly travelling allowance are as follows –

1. Mrs Dookhee – Rs77,200;
2. Mr Dansighani – Rs107,275;
3. Mr Munbodh – Rs107,275;
4. Mr Adaken – Rs69,600;
5. Mr Varma – Rs97,900, and
6. Mr Moonien – Rs77,200,

plus monthly travelling allowance.

The Chairperson: Thank you. Hon. Mr Juman!

Mr Juman: Thank you Mr Chairperson. Item 21110 – *Personal Emoluments*. Can I know from the hon. Vice Prime-Minister the number of staff on leave without pay?

Mrs Dookun-Luchoomun: I will be asking for the information.

The Chairperson: We shall take another question in the meantime on page 148, hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Under Item 22120.008 – *Fees to Consultants (Transaction Advisor for PPP Projects)*. May I know from the hon. Vice-Prime Minister the description of the PPP Projects and the contractual amount for each of the projects?

Mrs Dookun-Luchoomun: The provision is to cater for consultancy fees for six projects under the BOT model – construction of the MIE campus at Côte d’Or, UTM campus at Côte

d'Or, Education House at Côte d'Or, Technical Education Centre at Ebène, new PSEA Building at Côte d'Or, student accommodation and cultural exchange park at Côte d'Or.

Status of consultancy, I just gave you the information. So, the contract for the provision of Transaction Advisory Services has been awarded for the UTM to Crisil Limited India. The contract fee is around Rs11,373,000 plus success fee of Rs2 m. For the Mauritius Institute of Education, again the contract for the transaction advisory services made to Crisil Risk Infrastructure Limited for a sum of about Rs8,645,000 and for the Education House, including the Academy for Education Professionals, the contract for the provision of the transaction advisory services has been awarded to Grant Thornton India. The contract fee is around USD 229,278 plus a success fee of 3.5 m.

For the Technical Education Centre at Ebène, the contract has been awarded to Mega Design for the advisory services for an amount of Rs1,780,000. Construction of a new PSEA building at Cote d'Or, the Kukuza Project Development Company had been recruited as transaction advisor with the collaboration of the BOT Project Unit and D. Bunjun Architects were appointed as consultants on October 2023. Student accommodation and Cultural Exchange Park at Côte d'Or contract for the transaction advisory services has been given to PwC India for an amount of USD 283,295.

The Chairperson: Thank you, page 149. Hon Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Page 148, Item 22120.024 – *Capacity Building Programme*. When was it held? Who conducted it? How many people benefitted from it?

Mrs Dookun-Luchoomun: Could you please give me the Item number again?

Dr. Gungapersad: I repeat it. Page 148 Item 22120.024 – *Capacity Building Programme*.

Mrs Dookun-Luchoomun: It is meant for the training of educators for the Extended Programme, Academy for Education Professional, again training for educators, the setting up of professional learning communities for the various primary and secondary school teachers as well as for the rectors. The provision of Rs1.5 m. will be used for the continuous professional development programmes.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. Time is over! Moving on to Sub-Head 4-102, Pre-Primary Education, we are on page 149. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 31112.002 – *Construction and Extension of Schools*. May we have the list of schools that are concerned with this?

Mrs Dookun-Luchoomun: Page 149?

The Chairperson: On, 149, yes. Item 31112.002.

Mrs Dookun-Luchoomun: Upgrading Schools?

The Chairperson: Yes, *Construction and Extension of Schools*.

Mrs Dookun-Luchoomun: Okay. I can see that we have the construction and extension of schools at the Sir Aneerood Jugnauth Government School, Pre-Primary Unit, at the Burrenchobay Government School, Pre-Primary Unit, these two schools and the voted revision is of Rs5.5 m.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 31112.402 – *Upgrading of Schools - Multipurpose Halls and Playfields in Secondary Schools*. May we know which schools are concerned here?

Mrs Dookun-Luchoomun: In fact, we are talking about primary schools and we are talking about the renovation, painting, tiling and fencing of schools. We have five schools –

- i) Sir Veerasamy Ringadoo Government School;
- ii) Notre Dame Government School;
- iii) Amitié Government School;
- iv) Mare D'Albert Government School, and
- v) Camp Diable Government School.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson, page 149, *Item 26313 – Early Childhood Care and Education Authority (a) Administrative Costs*, we note there has been a significant increase from Rs43 m. to Rs62.7 m., may we know why and how?

Mrs Dookun-Luchoomun: The increase is due to the recruitment of additional staff, payment of compensation and rise in the rate of pension benefits and rental of additional office space for procurement store and the finance section.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson, *Item 26313.071 – Early Childhood Care and Education Authority (c) Private Pre-Primary Schools*. There is a substantial decrease in the grant to private pre-primary schools from Rs40m. to Rs25m. May I know how many private pre-primary school benefit from the grant and why the reduction in the amount?

Mrs Dookun-Luchoomun: The reduction in the amount is simply because these schools are now in the Grant-in-aid system and therefore they no longer get the Rs400 that was allocated per capita to the students.

The Chairperson: Thank you.

Mrs Dookun-Luchoomun: We have around 100 schools which have not joined the system.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 149, *Item 26313.071 – Early Childhood Care and Education Authority (d) Continuous Capacity Development Programme*. There has been a significant decrease in the sum allocated for that Item, may we know why?

Mrs Dookun-Luchoomun: It is because we have already completed the training in some schools and we are left with just a few schools that have not undergone the training yet. The provision is being made for continuous professional development of the teaching staff for the schools that have not benefitted from it earlier.

The Chairperson: Thank you. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Same vote Item 26313.071 – *Early Childhood Care and Education Authority (f) Free Pre-Primary Education Scheme*. May we know from the Minister how many applicants are there?

Mrs Dookun-Luchoomun: Sorry, can I have the question again?

Mr Doolub: Vote Item 26313.071 – *Early Childhood Care and Education Authority (f) Free Pre-Primary Education Scheme*. How many applicants are there?

Mrs Dookun-Luchoomun: 482.

Mr Doolub: Thank you.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. So now, we move on to page 150, Sub-Head 4-103: Primary Education. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Thank you. Item 22090 – *Security*. It appears that Ministry paid Rs100 m. last financial year and Rs100 m. expected to be paid. Can we know which company is the service provider here?

Mrs Dookun-Luchoomun: Mr Chairperson, we have two companies, RSL Security Services Ltd and Top Security Services.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms J. Bérenger!

Ms J. Bérenger: Item 22030.007 – *Rental of Line for Network Services*, may we know how many schools have been equipped with Wi-Fi facilities, please?

Mrs Dookun-Luchoomun: Provision is being made for the payment to Mauritius Telecom for the rental of connectivity for all 257 primary schools that we have in Mauritius and 17 in Rodrigues.

The Chairperson: Thank you. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Item 26313.034 – *Mauritius Examinations Syndicate*, I can see that from this financial year to the next one, the budget has significantly

been increased from Rs145 m. to Rs185 m. May I know the background behind this significant increase?

Mrs Dookun-Luchoomun: A provision of Rs185 m. is being made to fund partly operation expenses of the MES. The increase is to cater for the contribution of the Ministry to fund the total expenditure of the MES under the Primary Education Section. The operational costs are catered mainly for staff cost, salaries, utilities and maintenance costs and as well as for expenses related to the marking of the PSAC Examinations and the printing of questionnaires.

The Chairperson: Thank you. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson. Item 22900.996 – *Natation Scolaire Programme*, can we have a list of the schools involved in the programme, please?

Mrs Dookun-Luchoomun: The provision has been made for all of our primary schools. The number of schools involved in the programme is 256. The approximate number of Grade 4 pupils involved in the programme is 12,000 students.

The Chairperson: Thank you. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Item 28211.001 – *Hindu Education Authority Schools*, for an amount of Rs22,050,000, may we have some more details on this expenditure from the Minister, please? Thank you.

Mrs Dookun-Luchoomun: The grant goes to two schools of the Hindu Education Authority, namely the Aided Aryan Vedic School, Vacoas and Laventure. The provision goes for the teaching staff, the salaries, and the maintenance of the school.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 150, Item 21110.005 – *Extra Assistance*, may we know to whom this sum is payable?

Mrs Dookun-Luchoomun: The Extra Assistance refers to the payment of fees for the Project Manager ZEP; Project Manager Holistic Education; Cluster Coordinators, ZEP;

Coordinators for Holistic Education; Supply Teacher, Primary Oriental Language and Languages in Arabic; Supply Teacher, Kreol Morisien; Supply Teacher, General Purpose; and Supply ICT Support Officers.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. Item 22120.025 – *Fees to Oriental Language Teachers*, may we have a breakdown of the number of teachers per oriental language and the amount paid to them?

Mrs Dookun-Luchoomun: Yes, we have 1,274 teachers –

- 593 for Hindi;
- 95 for Tamil;
- 212 for Telegu;
- 40 for Marathi;
- 320 for Urdu and Arabic, and
- 14 for Modern Chinese.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 31112.002 – *Construction and Extension of Schools* and Item 31112.402 – *Upgrading of Schools*, can I have a breakdown on the number of schools and the list of the schools being upgraded and constructed? And also, if we can have details about Abdool Rahman Abdool Government School as to where matters stand?

Mrs Dookun-Luchoomun: Which Item are we talking about?

The Chairperson: We are now on page 151, Item 31112.002.

Mrs Dookun-Luchoomun: We have a whole list of primary schools that I am going to table. We have –

- the toilet blocks that have been made in some schools, like Fond du Sac Government School;
- construction of drains in primary schools, James Toolsy Government School;
- new toilet block in Petit Raffray Government School;
- learning swimming pools at Plaine des Papayes Government School, Melrose Government School, Soobrayen Government School, Cascavelle Government School, and Residence Vallijee Government School;
- construction of toilet block in Sir Claude Noël Government School.

As far as Abdool Rahman Abdool Government School is concerned, I am informed that following notification to selected bidder, Keep Clean Ltd received the contract for an amount of Rs124 m., including contingency sum of Rs5,570,000.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 31122.823 – *Acquisition of Equipment for Early Digital Learning Programme*, Rs190 m., can we know who is the supplier and the status of the project?

Mrs Dookun-Luchoomun: It is acquisition of equipment for Early Digital Learning Programme. So, the provision of Rs50 m. has been made for the maintenance contract for EDLP for Grade 4 and 5 and Grade 5 and 6. It is a cloud hosting charges and for the payment of retention fees for the EDLP for Grade 6. The company is EdCIL, an Indian company that has been providing us with equipment.

The Chairperson: Thank you. Last question, hon. Ms Tour!

Ms Tour: Thank you, Mr Chairperson. Item 31112.402 – *Upgrading of Schools*, may I know from the hon. Minister which schools will benefit from that and whether Marcel Cabon Government School is concerned?

Mrs Dookun-Luchoomun: I have a list of schools here –

- Roche Terre Government School;
- Pamplémousses Government School;
- Kisnah Government School;
- Sir Emile Series Government School;
- B. Rosunee Government School;
- L.P.K. Boolell Government School;
- Ramnarain Roy Government School;
- S. Soobiah Government School;
- André Bazerque Government School;
- Bambous Government School;
- La Gaulette Government School;
- New Pailles Government School.

I do not have the school you mentioned in this list. Which school you mentioned?

Ms Tour: Marcel Cabon.

Mrs Dookun-Luchoomun: No.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. Staying on page 151, we are now at Sub-Head 4-104: Secondary Education. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Okay. Item 22090 – *Security*, Rs48 m., can we know who are the service provider or providers and the breakdown of payment to each of them? Thank you.

Mrs Dookun-Luchoomun: Security services, it is for the provision of night security services in 63 secondary schools, RSL Security Services Ltd and Rapid Security Services Ltd as well as Top Security Services Ltd. There are three of them.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Thank you, Mr Chairperson. Item 21110.005 – *Extra Assistance*, can we have a breakdown of the Rs98 m.?

Mrs Dookun-Luchoomun: The Extra Assistance is meant for the enlistment of Supply Teachers.

The Chairperson: Thank you. Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: Thank you, Mr Chairperson. Item 22070 – *Cleaning Services*, can we know the name of the service provider?

Mrs Dookun-Luchoomun: The service provider is Mauri-Facilities Management Co. Ltd. Mauri-Facilities Management Co. Ltd is responsible for the cleaning of the school premises.

The Chairperson: Thank you. We are now on page 152. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. Item 26313.170 – *PSEA- Topping Up of Variable Grant to ensure a Minimum Per Capita of Rs 1,000*, an amount of Rs239 m. is budgeted. May I know from the hon. Vice-Prime Minister, what are the criteria for disbursement of this variable grant?

Mrs Dookun-Luchoomun: The mechanism is being worked on and we have decided to consider the maintenance of school as well in the grant that we provide to the schools but, obviously, there will be a ceiling, etc.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 22900.802 – *Expenses icw Programme for International Students Assessment (PISA)*, can we know the ranking of Mauritius on the PISA scale, if you have this?

Mrs Dookun-Luchoomun: The last time it was done, it was in 2008. We are now working and the evaluation has not yet been done. We are working towards it.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 152, Item 22900.807 – *Expenses icw Technology Education Stream*, will the hon. Minister provide information as to how these Rs10 m. will be used?

Mrs Dookun-Luchoomun: The provision is being made for expenses related for teacher training, capacity building and related equipment required for the Technology Education Stream in 6 secondary schools.

The Chairperson: Thank you. Hon. Osman Mahomed!

Mr Osman Mahomed: Item 31112.402 – *Upgrading of Schools*, may I ask the hon. Vice-Prime Minister the name of the schools concerned under this programme?

Mrs Dookun-Luchoomun: Upgrading of Schools, I have here a list of schools –

- Camp de Masque SSS;
- Prof. Hassan Raffa SSS;
- Rajcoomar Gujadhur SSS;
- Queen Elizabeth College;
- Palma SSS;
- La Gaulette SSS;
- Bambous SSS;
- Forest Side SSS;
- Quartier Militaire SSS.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Thank you. Item 26313.131 – *PSEA – Private Secondary Schools (Salary & Other Staff Costs)*, Rs5,011,000,000, can I have a breakdown and also, the name of the Director, his pay package, if he travels for overseas mission and the *per diem*?

Mrs Dookun-Luchoomun: The Director is Mr Mahesswarnath Luchoomun. He is paid according to the PRB. The Director of the PSEA has not been going on any mission and has not earned any *per diem*.

The Chairperson: Thank you very much, hon. Vice-Prime Minister. Last question, Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Item 26313.132 – *PSEA - Management Grant to Private Secondary Schools*, may we know from the Minister how many schools have benefitted from this grant? Thank you.

Mrs Dookun-Luchoomun: 83 grant-aided schools.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. We now move on to page 153, Sub-Head 4-105: Technical Education. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 31112.042 – *Construction of Building – Regional Training Centre at Beau Vallon*, can we know the status of the project, when will it be completed?

Mrs Dookun-Luchoomun: The building is ready and work is being carried out with some international partners to come up with a series of new programmes, and it is about to start.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 153, Item 22120.008 – *Fees to Consultants – Roadmap for Technical and Technology Education*, to whom these fees have been paid and why this drop from Rs5 m. to Rs2 m.?

Mrs Dookun-Luchoomun: Mr Chairperson, the fees to consultants, we started the programme. We had consultants from the British Council and also from Canada. Most of the

work has been done. Now, the hand-holding will be carried out for the two years, so, the amount has been decreased.

The Chairperson: Thank you. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson. Item 26313.157 – *Institute of Technical Education and Technology (ITET)*, will the hon. Minister state whether the ITET is operational and whether the Director has already been recruited, if yes, when?

Mrs Dookun-Luchoomun: The ITET is already operational, working together with the MITD. The Director has been recruited some three months back through proper recruitment selection exercise. I will give you the name of the Director if you wish. Mr Jayarajan Tanapakion.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Thank you, Mr Chairperson. Item 22900.991 - *Expenses icw Technical Education Centres*, there is a considerable increase in the budget, can we know why this increase?

Mrs Dookun-Luchoomun: So, we have a new centre that has come up, the Beau Vallon Training Centre, and therefore, there are Rs45 m. budgeted for this particular centre, and this has brought about an increase in the amount; and also, for the recruitment of officers. Furthermore, the Rampersad Neerunjun Training Centre, provision is being made for the demolition and construction of a new and modern technical education centre there.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Item 26313.157 - *Institute of Technical Education and Technology (ITET)*, may I know from the hon. Vice-Prime Minister, the number of courses run by the institution and the number of students that have enrolled for those courses?

Mrs Dookun-Luchoomun: I will table the list of course being run there. I will table it, Mr Chairperson.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. Last question, hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 153, Item 31112.442 - *Upgrading of Building - Technical Education Centres*, will the hon. Vice-Prime Minister table a list of those centres which have been upgraded for the sum of Rs5 m.?

Mrs Dookun-Luchoomun: It will be tabled, Mr Chairperson.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. We now move on to Sub-Head 4-106: Special Education Needs. We are on page 153. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, under item 21110.001 - *Basic Salary*, may we have the composition of the Special Education Needs Authority?

The Chairperson: Item 21110.001 - *Basic Salary*. Hon. Uteem, is that basic salary?

Mr Uteem: Yes, but, maybe the Authority is on the next page. I just want to know the composition of the Board, who are the members and the Chairperson.

Mrs Dookun-Luchoomun: Okay, the Board Members. The Chairperson is Mrs Savitree Oogarah. The Members are –

- The representative of Ministry, Mrs Ramdharee
- Psychologist, Mrs Salma Bibi Bundhoo;
- The representative of Ministry of Finance, Economic Planning and Development, Mr Yearoo;
- The representative of the Ministry of Health and Wellness, responsible for the subject health, Dr. Mrs Appadoo;
- The representative of the Ministry responsible for Social Integration, Social Security and National Solidarity, Mr Choytun;
- Mrs Jhugroo, Officer in Charge of the SEN Department;
- Dr. Ms Issack Noorjehan Joonas, NGO: Society for the Welfare of the Deaf;
- Mrs M. Unjore Nattoo, Social Worker;

- Mr Muhamed Ali Jookhun, NGO: Down Syndrome Association;
- Mrs Sheila Seetaram, Braille Teacher;
- Mrs Devising Mahabul, and
- Mr D. Moorroogen, Administrative Officer of SENA.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 153, Item 21110.004 – *Allowances*, we find a significant drop in the allocation of budget for this year, why is so?

Mrs Dookun-Luchoomun: The allowances are for the compensation of employees to cater for their personal emoluments and other staff costs and social contribution. Provision is for 85 funded posts, including technical cadre and special education needs and general services and salary compensation. Allowances, provision is made for –

- Responsibility Allowance;
- *Ad hoc* Allowances;
- Cash in lieu of Duty Remission;
- Allowance to Occupational Therapists on sessional basis.

The decrease is due to the reduced number of officers being paid allowances. And then, we have cash in lieu of leave, cash refund for unutilised sick leave, leaves to public officers, and unutilised annual leaves for contract officers for the year 2023.

The Chairperson: Thank you. We are now on page 154. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Item 26323.149 – *Special Education Needs (SEN) Authority of which (a) Upgrading of SEN Schools run by NGOs/RCEA*, I can see that from this financial year to the next one and onwards, the budget earmarked has been decreased significantly from Rs5.5 m. to Rs2 m., may I know the reason behind this significant decrease?

Mrs Dookun-Luchoomun: In fact, the information I have is that the decrease is due to the implementing capacity of the SEN institutions and the timeframe for the projects spanning over two years instead of one.

The Chairperson: Thank you. Time over! We are now on page 155, Sub-Head 4-107: Scholarships and Capacity Building. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 28211.057 - *Sir Seewoosagur Ramgoolam Foundation*, why is there a decrease in the allocation of the budget?

Mrs Dookun-Luchoomun: Because there have been no activities at all, Mr Chairperson.

The Chairperson: Thank you. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Item 28212.011 - *State of Mauritius/Additional Scholarships*, an amount of Rs282,150,000 earmarked, may we know the number of beneficiaries please?

Mrs Dookun-Luchoomun: The provision is made for 101 State of Mauritius Scholarships Scheme, Additional Scholarships including the 26 Additional Scholarships on the Academic Merit and 24 Scholarships on Merit and Social Criteria, and 11 Scholarships for Rodrigues.

The funds will be used for the payment of tuition fees, living allowances and air tickets for a total of 315 laureates and 11 beneficiaries of the scholarship under the Rodrigues Scholarship Scheme.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under the same item, Item 28212.011 – *State of Mauritius/Additional Scholarships*, may I know from the hon. Vice-Prime Minister, whether one of the criteria for the grant of the scholarship is that the students need to come back to Mauritius after their studies?

Mrs Dookun-Luchoomun: This obligation has been waived a number of years back.

The Chairperson: Thank you for the clarification, hon. Vice-Prime Minister. I have a last question from hon. Ramful.

Mr Ramful: Item 28212.038 – *Postgraduate Scholarship Scheme in Digital Technologies*, why is there a considerable reduction in the allocation of budget for next year?

Mrs Dookun-Luchoomun: In fact, Mr Chairperson, we have been advertising these sometimes twice in a year and we do not get the number of students required.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. We are now on page 155, Sub-Head 4-108: Tertiary Education. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Item 21110.001 – *Basic Salary*, may I know from the hon. Vice-Prime Minister, the reason behind the decrease in the budget allocated, from Rs13.2 m. to Rs10.8 m.?

Mrs Dookun-Luchoomun: I am informed that the decrease is due to the actual trend in expenditure. It would seem that there are few employees at the higher level and as they retire, the new employees that come in have lower salaries.

The Chairperson: Thank you. I see no question on page 155. Page 156, hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Item 26313.150 – *Higher Education Commission (a) Higher Education Commission (HEC) ii. Recruitment of foreign lecturers*, may I know how many foreign lecturers have been recruited and for which specialisation?

Mrs Dookun-Luchoomun: I see that some 19 International Faculties have provided their services to the Higher Education Institutions, namely UOM, UTM, UDM, Open University, and MIE during 2023 and 2024.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Item 26313.150 – *Higher Education Commission (a) Higher Education Commission (HEC) iv. Africa Scholarships*, an amount of Rs25 m. is earmarked under this item. May I know from the hon. Vice-Prime Minister the number of students that have benefited from the scholarship and the eligibility criteria for that scholarship?

Mrs Dookun-Luchoomun: In fact, a total number of 175 students have benefited from it. The criteria being the requirements that we have for entry at the university level, we have modified it to ensure that more students commit. Now the scholarship also applies for post-graduate courses as well as diploma courses.

The Chairperson: Thank you. Do we have questions on page 157? We have no further questions.

Vote 4-1 (Rs21,041,000,000) Vice-Prime Minister's Office, Ministry of Education, Tertiary Education, Science and Technology was, on question put, agreed to.

Vice-Prime Minister's Office, Ministry of Local Government and Disaster Risk Management

(11.45 p.m.)

Vote 5-1 Local Government was called.

The Chairperson: We will be moving by Sub Head. We are on Sub-Head 5-101: General on page 170. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under Item 21110.005 – *Extra Assistance*, may I know from the hon. Vice-Prime Minister to whom the extra assistance is paid and how much they are paid?

Dr. Husnoo: Extra Assistance is for the payment of salaries for the following three Advisors –

1. Mr Khooleegan, Mohammad – Advisor on Policy Matters;
2. Mr Mussa, Innayatula – Advisor on Public Matters, and
3. Mr Phul, Rajeshwar – Land Use and Planning Executive.

The Chairperson: Thank you. Do we have more questions on page 170?

Mr Uteem: I asked for the amount they are paid; the name and amount.

The Chairperson: Hon. Vice-Prime Minister, the name and amount.

Dr. Husnoo: I do not have the amounts, I can circulate it.

The Chairperson: The amounts will be circulated. We are now on page 171. Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: Thank you, Mr Chairperson. Item 22070 – *Cleaning Services*, can we know the name of the service provider?

Dr. Husnoo: Cleaning services, for this item, is provided for the cleaning of office at NPF Building, as per contract signed in August 2017. The contract is awarded to Sotraclean Ltd as from 01 August 2017 and has been renewed every year. The contract amount is Rs6,210 per month since September 2022.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. We are now on page 171, Sub-Head 5-102: Facilitation to Local Authorities. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under the Item 21110.005 – *Extra Assistance*, may we know to whom that amount is paid?

Dr. Husnoo: This item provides for the payment of salary to 1 Technical Officer on contract who assumed duty on May 2024. The actual expenditure is Rs30,000 as at 10 June.

The Chairperson: Thank you. No further questions on page 171. So, we are now on page 172. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 22060.003 – *Plant and Equipment (Incinerator)*, can we know how many incinerators we have in the country and how many are not in operation?

Dr. Husnoo: This item provides for the repairs and maintenance of 16 incinerators located throughout the island.

Mr Ramful: 16 not in operation?

Dr. Husnoo: I do not have the actual number in operation now. Maybe if I can get it, I can circulate it.

The Chairperson: Hon. Juman!

Mr Juman: Item 26312.001 – *Grant to Local Authorities Municipal City Council of Port Louis*, can I know from the hon. Vice-Prime Minister the amount spent by the Chief Executive and the Lord Mayor as overseas mission and *per diem*?

Dr. Husnoo: I do not have that information.

The Chairperson: We will move on to the next question. In the meantime, if you can please circulate the information.

Dr. Husnoo: I can circulate it.

The Chairperson: Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. Under same Item 26312.017 – *Disaster Risk Management Programmes in Local Authorities*, I can see that from this closing financial year to the next one and onwards, the budget earmarked for this very sensitive and critical programme has been decreased by more than three times from Rs18 m. to Rs5.3 m. May I know the reason and the reasoning behind?

Dr. Husnoo: It is a decrease in the allocation from Rs18m. to Rs5.3m, but additional fund will be provided as required.

The Chairperson: Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: Thank you, Mr Chairperson. Can the hon. Vice-Prime Minister elaborate on Item 22120 – *Fees*.

Dr. Husnoo: This item provides for the payment of fees to the Chairman and members of the Board and Committees, consultant for the human resources audit of the local authorities and the licence fee for oracle technical support. The decrease is based on the actual trend of expenditure.

The Chairperson: Thank you. Hon. Mrs Navarre-Marie!

Mrs Navarre-Marie: Thank you, Mr Chairperson. Item 26312.001 – *Municipal City Council of Port Louis*. Will the hon. Vice Prime-Minister state who is the supplier of uniforms at the municipality and whether he is aware that scavengers have not yet received their uniforms?

Dr. Husnoo: An additional GLA Rs72 m. has been provided to the Council for the year 2023-2024, the increase is based on the actual trend of expenditure and catered for inflation.

As far as the uniform for the Refuse Collectors is concerned, I am not aware of it. Right now I do not have the information but I will table the information.

The Chairperson: Thank you. Hon. Vice-Prime Minister! Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 26322.030 – *Local Development Projects (c) Renovation of Port Louis Theatre (Phase II)*. Can I know from the hon. Vice-Prime Minister when is the scheduled completion date of work for the theatre of Port Louis?

Dr. Husnoo: For the renovation of the theatre of Port Louis, the bid evaluation has already been completed, additional fund to the tune Rs34.4 m. is required. Application for additional fund has been made to the Ministry of Finance; depending on when we get the finances, then we will know when the completion date will be.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Mr Chairperson, under same Item 26322.030 – *Local Development Projects (c) Renovation of Port Louis Theatre (Phase II)*, can I know from the hon. Vice-Prime Minister since when the theatre is closed for renovation?

Dr. Husnoo: As you know it has been closed for renovation for a long time. We have different phases of work; the first phase has been completed and now we are doing the second phase.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister! We shall now move on to the page 173. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under Item 26322.030 – *Local Development Projects (f) Setting up of Incinerators (vi) Tranquebar*. There was a project value of Rs20 m. May I know from the hon. Vice-Prime Minister whether this project has been completed now or is intended to be completed in this financial year?

Dr. Husnoo: Actually, we are still awaiting vesting of land from the Minister of Housing and Land Use Planning. We are still waiting for the availability of land.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Mr Chairperson, page 173 the *Item 26322.030 – Local Development Projects (d) Multipurpose Complexes (vii) Goodlands*. Will the hon. Vice-Prime Minister give us an update about that complex in Goodlands?

Dr. Husnoo: The provision of Rs3.5 m. has been made during this financial year for the construction of multipurpose complex at Goodlands. The bid for consultancy service is at bid evaluation stage. So, we are still waiting to get a consultant.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 26322.030 – *Local Development Projects (d) Multipurpose Complexes (ii) Abercrombie*, can I know from the hon. Vice-Prime Minister where matters stand?

Dr. Husnoo: This project is for the multipurpose hall at the existing Abercrombie market. The contract for the construction was given to a contractor but unfortunately, they could not complete the work. A new bidding exercise has been done and the bid evaluation is in progress at the level CPB.

The Chairperson: Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Page 173 on same Item 226322.030 – *Local Development Projects (f) Setting up of Incinerators (x) Mare Tabac*. May I have status of this project, please?

Dr. Husnoo: This project is under preparation; land has been identified but not yet acquired.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister! We are now on page 174. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 226322.030 – *Local Development Project (r) Upgrading of Delange Building, Port Louis*. May I know from the hon. Vice-Prime Minister, since when has this building been closed and when are works expected to be completed?

Dr. Husnoo: I have been given to understand that the scope of works have been finalised and the bid will be invited by 17 July 2024.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. Time is over.

Vote 5-1 Local Government (Rs5,416,000,000) was, on question put, agreed to.

(11.59 p.m.)

Vote 5-2 National Disaster Risk Reduction was called.

The Chairperson: On page 177, hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you. Mr Chairperson. Page 177 Item 22120 –*Fees*, – there has been a significant increase also – to whom will these fees be payable?

Dr. Husnoo: The item consists of fees to Chairperson and members of the Board and Committee, fees for training in Community Disaster Risk Response Programme, fees to consultant in disaster risk reduction studies. The increased is based on actual trend of expenditure.

The Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Under Item 22030 – *Rent*. Can I have the details about that?

Dr. Husnoo: This item provides for the renting of office space at Level 6 of Citadel Mall, Port Louis.

The Chairperson: Thank you. Moving on to page 178, hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson, under Item 28222.025 –*Compensation for the Relocation of Inhabitants - (Landslide)*. May I know from the hon. Vice-Prime Minister the number of inhabitants who have been relocated during the Financial Year 2023-2024?

Dr. Husnoo: Actually, it is a very long process trying to relocate them. It is trying to find the land, trying to do the evaluation of the land, of the building and the rent. It is a very long process, it takes a long time and we have a lot of places where people need to be relocated. We have Port Louis, we have in the south. So, I do not have the figures of how many have been relocated yet but I can assure you, it is a very long process.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, on this very same Item – 28222.025 – *Compensation for the Relocation of Inhabitants - (Landslide)*. May we have from the hon. Vice-Prime Minister, a list of areas where they live which needs to be relocated?

Dr. Husnoo: In Port Louis, we have Vallée Pitot, Chitrakoot, and we have other sites like Rivière des Anguilles, Le Batelage, La Butte, Plaine Magnien and Rivière des Créoles. I have been told that two families at Rivière des Créoles and Le Batelage have already been relocated.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. I see no further question.

Vote 5-2 National Disaster Risk Reduction (Rs28,000,000) was, on question put, agreed to.

(00.02 a.m.)

Vote 5-3 Mauritius Fire and Rescue Service was called.

The Chairperson: We are on page 180. Hon. Juman!

Mr Juman: Item 22060.003 – *Plant and Equipment* and Item 22060.004 – *Vehicles and Motorcycles*. Can I know from the hon. Vice-Prime Minister, out of the fleet of MFRS...

The Chairperson: What is your question, hon. Juman?

Mr Juman: The fleet comprises of how many vehicles and how many of them are operational?

Dr. Husnoo: We have different types of vehicles, Mr Chairperson. We have the fire fighting truck, the arial fighting appliances, light operational vehicle, double cab, utilities vehicle for transportation. We have different types, it depends which one he is asking us.

The Chairperson: Maybe you would wish to circulate the details. Thank you.

Dr. Husnoo: Okay!

The Chairperson: Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Under Item 22900.001 – *Uniforms*, an amount of Rs20 m. is budgeted. May I know from the hon. Vice-Prime Minister, who has won the contract to supply those uniforms?

Dr. Husnoo: Payment for that Item, uniform for use by the fire fighters' cadre, an Item provided according to entitlement. I do not have it here but I can circulate it.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister.

Dr. Husnoo: I do not have the name of the supplier with me.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. We are now on page 181. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 181, Item 31112.024 – *Construction of Fire Stations (a) Goodlands Fire Station*, which was of a project value of Rs120.8 m. The estimate for last year was Rs18 m. but afterwards we do not see this item at all.

Dr. Husnoo: The contract has been awarded, construction work – I am talking about Goodlands – contract has been awarded, construction works are expected to start in July 2024. This project will be funded under Project Development Fund; that is why it is not here.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. Item 31121.801 – *Acquisition of Vehicles (b) First Response Vehicle*, an amount of Rs78,000,900 is earmarked. May I know from the hon. Vice-Prime Minister whether tenders have already been launched and contract awarded for the supplier of these First Response Vehicles?

Dr. Husnoo: Sorry, can I have the number please?

Mr Uteem: Yes, this is Item 31121.801 – *Acquisition of Vehicles (b) First Response Vehicle*.

Dr. Husnoo: This is for a major water tender. Firstly, acquisition of three major water tenders. Contract already awarded to the successful bidder in December 2023, delivery is expected by September 2024. We have the first response vehicles, acquisition of five first

response vehicles; contract has been awarded to the successful bidder in April 2024. Delivery is expected by January 2025.

The Chairperson: Thank you. One more question.

Mr Uteem: Give us the name of the successful bidder for the supply of First Response Vehicle.

Dr. Husnoo: I do not have it. I will circulate it. I do not have the name of the bidder.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister.

Vote 5-3 Mauritius Fire and Rescue Service (Rs885,000,000) was, on question put, agreed to.

(00.07 a.m.)

Vote 5-4 Mauritius Meteorological Services was called.

The Chairperson: Hon. Juman!

Mr Juman: Item 21110 – *Personal Emoluments*, can I know from the hon. Vice-Prime Minister whether, the Director of MMS resumed duty, if not, where matter stands?

Dr. Husnoo: We have an acting Director now and it is the acting Director who is now in charge.

Mr Juman: The Director, not the acting.

The Chairperson: Can you repeat the question, hon. Juman?

Mr Juman: I said, whether the Director resumed duty, if not where matter stands.

Dr. Husnoo: No, the Director has not resumed duty and now we have the Deputy Director who is the acting Director.

Mr Juman: Okay!

The Chairperson: There is an actingship, thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Item 21110.005 – *Extra Assistance*. May we know, to whom this extra assistance is paid?

Dr. Husnoo: This Item provides for payment of an all-inclusive allowance to –

- Advisor in Communication Matters: Ms Annabelle Volbert;
- Technical Advisor on seasonal basis Mr Prem Goolaup.

These are the two.

The Chairperson: Thank you. Hon. Dr. Gungapersad!

Dr. Gungapersad: Thank you, Mr Chairperson. Page 183, Item 22090 – *Security*. We find that the allocation has almost doubled for this financial year. May we know why and who has got his contract?

Dr. Husnoo: Security, increase in provision is to cater for rental of CCTV cameras at MMS Vacoas and Trou aux Cerfs. Contract is yet to be awarded as the bidding process is still on-going.

The Chairperson: Thank you. Page 184, hon. Uteem!

Mr Uteem: Item 31112.401 – *Upgrading of Office Buildings*. May I know from the hon. Vice-Prime Minister, what is the total cost of the upgrading of office buildings and to whom the contract has been awarded?

Dr. Husnoo: Firstly, we have the renovation of Agaléga Meteorological Station. It is to cater for purchase of material for renovation works at Agaléga which include charges for transportation, labour and commissioning by officers of MNICD and *naturellement* we have the rewiring of electrical network. Retention of money for phase 3 completed, upgrading and renovation work for building, for painting of the building and installation of burglar guard and balloon shed. Solar PV project at Agaléga, this project will be considered after completion of the renovation work.

The Chairperson: Thank you, hon. Vice-Prime Minister. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Yes, my question was very specific. I asked what is the total cost of the project and whether this has already been awarded, if yes, who is the successful bidder.

Dr. Husnoo: No, this has just been commissioned by the MNICD. I think they are working on it now. It has not been awarded to any particular one yet.

The Chairperson: Thank you. So, I see no hands raised for page 184.

Vote 5-4 Mauritius Meteorological Services (Rs124,000,000) was, on question put, agreed to.

Ministry of Land Transport and Light Rail

(00.11 a.m.)

Vote 6-1 Ministry of Land Transport and Light Rail was called.

The Chairperson: We are now on page 189. We are going to start by Sub-Head 6-101: General. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Item 21110.005 – *Extra Assistance*, may I know from the hon. Minister to whom the extra assistance is paid and how much is paid to the Advisors?

Mr Ganoo: This Item is with regard to the provision for payment of salaries and other benefits as per PRB to 3 Advisors –

- i) Mr Seetaram, Advisor on Information Matters;
- ii) Mr Bergicourt, Public Relation Matters and;
- iii) Mr Naeck, Customer Care Advisor.

Mr Uteem: The amount paid; the remuneration?

Mr Ganoo: Well, as I said, as per PRB to the 3 Advisors. So, the salaries and other benefits are governed as per PRB, Mr Chairperson –

- Mr Seetaram, Rs66,200 plus allowance;

- Mr Bergicourt, Rs32,350 plus allowance, and
- Mr Naeck, Rs25,525 plus allowance.

The Chairperson: Thank you. Page 190, hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 32145.523 – *Loan to Metro Express Ltd*, can we know why is there a substantial increase in the loan?

Mr Ganoo: I did not hear the question, Mr Chairperson.

Mr Ramful: Item 32145.523 – *Loan to Metro Express Ltd*, for the next financial year, I can see that there is a loan of Rs900 m. Can we know the purpose of that loan?

Mr Ganoo: In view of the teething phase of the Metro Express Ltd, the Rs900 m. will be used to finance its operating expenditures as and when required. The disbursement of funds will be under the supervision of the Ministry of Finance, Economic Planning and Development.

Mr Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Under this very same Item 32145.523 – *Loan to Metro Express Ltd*, may I know from the hon. Minister, as at today, the total amount of loan disbursed to this company and the interest rate payable on those loans?

Mr Ganoo: Mr Chairperson, what I can give in terms of answer to the hon. Member, as at date, the following financial support has been extended to the Metro Express Ltd by way of loan –

- i) Financial Year 2019-20, Rs220 m.
- ii) Financial Year 2020-21, Rs380 m.
- iii) Financial Year 2021-22, Rs300 m.
- iv) Financial Year 2022-23, Rs110 m.
- v) Financial Year 2023-24, Rs90 m., out of which only Rs62 m. have been disbursed.

The main conditions of the loan: the repayment period is 10 years, including a grace period of 3 years.

Mr Chairperson: Thank you. Hon. Juman!

Mr Juman: Thank you. Item 22120.008 – *Fees to Consultants*, can I know from the hon. Minister the breakdown of same and the name of the consultants?

Mr Ganoo: Provision is made for the payment of fees to consultants, Rs9,800,000: Chairperson and members of Board, Rs2,800,000; and also for parking coupon, training and assesses, Mr Chairperson.

Mr Chairperson: Thank you. Time over! We now move to Sub-Head 6-102: Traffic Management and Road Safety. Hon. Doolub!

Mr Doolub: Thank you, Mr Chairperson. Item 22900.952 – *Implementation of National Road Safety Strategy...*

Mr Chairperson: We are not yet on page 191. So, on page 190, any question? Can you please repeat the question, hon. Doolub, on page 191?

Mr Doolub: Item 22900.952 – *Implementation of National Road Safety Strategy (b) Awareness and Sensitisation*, an amount of Rs11,900,000 has been earmarked. May we have details for this programme, please?

Mr Ganoo: The provision is being made for the conduct of sensitisation campaign to promote road safety and raise awareness on the risk associated with road crashes and prevention measures. It will consist of major National Road Safety Campaigns, workshop on road safety and repeater campaigns on different themes of road safety. Mr Chairperson, the road safety campaign aims to achieve different results, increase awareness, raise the level of information, make the road safety problem more salient and overall reduction in road crashes.

Road safety campaigns on various media supports were also conducted in the Financial Year 2023-24 as follows –

- i) Campaign on drunk driving, July 2022;

- ii) The World Day of Remembrance for Road Victims, November 2022;
- iii) Slam Competition, November 2022;
- iv) Repeated campaigns on two wheelers, ‘*RESPE*’;
- v) Road users’ behaviour campaign;
- vi) Drug driving campaign, and
- vii) LRV Level Crossing Campaign from April to end of May 2023.

Provision is made for the conduct of road safety campaigns on various media supports in the Financial Year 2023-24 –

- i) billboard campaign;
- ii) Road Safety Week, ‘Total loss’ campaign for drivers;
- iii) repeater campaign, and
- iv) a two-year contract for creating advertising services has been awarded to Digital Kites Ltd on 18 May 2023.

The Chairperson: Thank you. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 22060.003 – *Plant and Equipment (b) Speed Cameras*, can we know the contractor responsible for the maintenance for those speed cameras?

Mr Ganoo: The name of the company is Proguard Ltd.

The Chairperson: Thank you. Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you. On the item of maintenance, Item 22060.003 - *Plant and Equipment (a) Traffic Lights*, may I know from the hon. Minister to whom has been awarded the contract to maintain traffic lights in Mauritius?

Mr Ganoo: With regard to that question, Mr Chairperson, the closing date was 13 December 2023. It was an open national bidding, e-procurement method. After evaluation

exercise, the contract was awarded to Sobany & Sons Co. Ltd on 26 February 2024 for the amount of Rs20,278,575, exclusive of VAT, the only technical responsive bidder, for a period of one year. The date of award was on 02 April 2024.

The Chairperson: Thank you. Last question for page 191. Hon. Abbas Mamode!

Mr Abbas Mamode: Thank you, Mr Chairperson. Concerning Item 22030 – *Rent*, can we have some details? Page 191.

Mr Ganoo: Mr Chairperson, this is, again, for rental of office space and parking with regard to the accommodation for the Traffic Management and Road Safety Unit. It is an eight storey warehouse plus parking slots. The monthly rate is Rs511,441, leased as from February 2013. The lease expired in 2017 and renewed thereafter on a month-to-month basis, owing to remedial works required to the building.

As from 01 June 2019 to 30 May 2024, a new lease agreement was signed for a period of five years.

The Chairperson: Thank you. Page 192. Hon. Ms Tour!

Ms Tour: Thank you, Mr Chairperson. Item 31113.018 – *Road Safety Programme (d) Traffic calming measures*, can the hon. Minister advice the House on the increase in the budget regarding this item thereon?

Mr Ganoo: This increase in provision is to cater for the additional rail speed tables in accident prone areas across the country, as identified by the TMRSU, Mr Chairperson, through the iMAAP Software.

The hon. Member perhaps should be provided with some more information. Inappropriate speeding constitutes serious hazards to pedestrians and other vulnerable road users, which may lead to road crashes. It is proposed to implement the construction of rails junctions and speed tables.

Mr Chairperson, this project will benefit vulnerable road users, mainly pedestrians and two wheelers. Speed will be reduced by means of the traffic calming raised platform and risk will be

mitigated. In fact, the works consist of the construction of the raised table and sometimes existing footpath.

The Chairperson: Thank you, hon. Minister. Time over! We are now on Sub-Head 6-103: National Land Transport Authority. Page 192? No questions? Hon. Uteem!

Mr Uteem: Thank you, Mr Chairperson. Under Item 21110.005 – *Extra Assistance* of Rs4.9 m., may we know from the hon. Minister to whom this amount is paid?

Mr Ganoo: Provision is made to meet payment of salaries and allowances for officers to be recruited on a contract basis. The Deputy Light Rail Commissioner worked at the NTLA on a two-year contract, from December 2021 to December 2023. In view of unavailability of experience and qualified staff on the local market, action has, again, been initiated to recruit expatriates on contract from India to fill the posts of Light Rail Commissioner, Deputy Light Rail Commissioner and two posts of Light Rail Inspectors.

The Chairperson: Thank you. Page 193. Hon. Ramful!

Mr Ramful: Item 25500.002 – *Bus Modernisation Scheme of which Expenses icw promotion of electric buses supported by GEF*, can we know what is the fleet of electric buses as at today, the number of electric buses on our roads?

Mr Ganoo: I think I explained that fully in my address this morning, Mr Chairperson. We have a hundred buses which are being generously granted to us as a donation by the Republic of India and hundred buses which we have to pay through an LOC from the Republic of India.

As I mentioned also in my speech, purchasing electric buses is a very complex matter. In fact, this is a G-to-G between two Governments. Presently, the Indian Government has already organised the procurement for these buses and once this is done, Mr Chairperson, the buses will be arriving in the country.

The Chairperson: Thank you, hon. Minister. Hon. David!

Mr David: Thank you, Mr Chairperson. *Item 31132.109 – Digitalisation of NLTA Services*, I can see that year in year out, there is a budget of Rs10 m. which is being earmarked

but, the public at large can see hardly any tangible outcome. May I know from the hon. Minister where matters stand on that project?

Mr Ganoo: Mr Chairperson, again, I did mention in my address this morning, I gave a lot of information regarding this issue of digitalisation at the NLTA services. Digitalisation has started a long time at the NLTA, Mr Chairperson, since, in fact, in 2018. We started with the private motor vehicles. In fact, the number of private motor vehicles is about 350,000 in our country but, there was not much of an uptake. This is why, we have now done the needful and we have decided upon a cut-off date, on 30 July. The online service is ready now but, we have given time to the different owners to avail themselves also of the services at the post office up to the end of this year.

We have also, Mr Chairperson, made a provision of Rs10 m., which has been allocated in the Budget for the implementation of the following ICT projects –

- The procurement of a new Electronic Queue Management System for NLTA at Cassis and Emmanuel Anquetil Building, in Forest Side's sub-office. The evaluation of bids is ongoing. Award of the contract is expected by the end of June 2024.
- Other ICT projects such as MVL Phase 2, to effect payment partly to SIL. This project pertaining to the computerisation of the IT system of the NLTA was on the higher side. The Government Online Centre will be approached to assist the NLTA to revamp its whole IT system.

The Chairperson: Thank you, hon. Minister. Time is over!

Vote 6-1 Ministry of Land Transport and Light Rail (Rs4,223,000,000) was, on question put, agreed to.

Dr. Padayachy: Mr Chairperson, I move that the Committee of Supply reports progress and ask leave to sit again.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed.

On the Assembly resuming with Mr Speaker in the Chair, the Deputy Chairperson of Committees reported accordingly.

ADJOURNMENT

The Deputy Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to today, Wednesday 19 June 2024 at 10.30 a.m.

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun) seconded.

Question put and agreed to.

Mr Speaker: The House stands adjourned!

At 00.33 a.m., the Assembly was, on its rising, adjourned to Wednesday 19 June 2024 at 10.30 a.m.